

étranger

LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES DE WASHINGTON CONTRE TRIPOLI

Aucun pays occidental ne s'était encore déclaré ce mercredi 8 janvier en fin de matinée prêt à suivre les États-Unis dans les mesures de boycottage économique contre la Libye qu'a annoncées, mardi, le président Reagan. A Bruxelles, les milieux communautaires soulignent que la CEE ne paraît nullement disposée à adopter des sanctions économiques à l'encontre de Tripoli. Plusieurs États membres, dont la RFA, la Grande-Bretagne et l'Italie, ont déjà fait part de leur hostilité à de telles mesures. Le gouvernement grec, opposé, lui aussi, à toute sanction contre la Libye, a demandé mardi 7 janvier une réunion des Douze dans le cadre de la coopération politique afin de « procéder à une consultation urgente » sur cette affaire.

L'éventuelle convocation d'une telle réunion incombe aux Pays-Bas, qui assurent actuellement la présidence des Communautés. La Haye avait déjà, sur le plan national, informé les États-Unis de son opposition à des sanctions contre la Libye. « L'expérience démontre que de telles mesures ont peu d'effet ».

Contrairement aux autres pays du bassin méditerranéen, la Libye n'a pas d'accord de coopération économique ou commerciale avec la CEE.

La Communauté avait imposé, en septembre dernier, des sanctions économiques limitées à l'encontre de l'Afrique du Sud.

À PARIS, le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, avait déclaré mardi, avant la conférence de presse du président Reagan, que la France « attendait de connaître dans le détail ce que seraient les propositions » américaines. Au cours d'une conférence de presse donnée conjointement avec son homologue ouest-allemand, M. Genscher, en visite à Paris, M. Dumas avait ajouté : « Dans la mesure où un pays ou un État serait considéré comme participant à des actes terroristes, la France soutiendrait que fissent applicables les règles du droit international et elle ne se déroberait pas ». Mercredi matin, on apprenait d'autre part que l'ambassade américaine à Paris avait demandé un rendez-vous au Quai d'Orsay pour l'ambassa-

deur ou le ministre conseiller, afin d'exposer en détail les idées de M. Reagan.

M. Genscher a indiqué, de son côté, que le gouvernement de Bonn avait toujours été « très réservé à l'égard de sanctions économiques, quelles qu'elles soient ».

EN AUTRICHE, le ministre des affaires étrangères, M. Leopold Gratz, a estimé qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes pour mettre en cause la Libye dans les attentats de Vienne et de Rome : « Il faut d'abord être sûr de l'identité de l'État qui donne abri ou soutien aux terroristes (...), si l'Autriche parvient à une certitude, elle réagira de façon autonome ».

À MOSCOU, l'agence Tass a assuré mardi que « les États-Unis poursuivent leur campagne de chantage et de menaces à l'encontre de la Libye souveraine » et que le gouvernement américain n'a à ce jour « fourni aucune preuve » de la responsabilité du régime de Tripoli dans les attentats de Rome et de Vienne. A Varsovie, où un porte-parole du gouvernement a fait part de la « solidarité » de la Pologne avec la Libye, cependant que l'agence officielle est-

allemande ADN évoquait le « soutien » de la RDA au régime de Tripoli en butte « aux menaces impitoyables ».

À TRIPOLI, le colonel Kadhafi s'est déclaré satisfait du mouvement de solidarité dont son pays vient de faire l'objet de la part du monde arabe et musulman et notamment la conférence islamique réunie à Fès (voir l'article de notre envoyée spéciale). En raison de cet appui, selon l'agence libyenne Jans, il a demandé aux médias libyens de mettre fin aux campagnes de propagande qu'ils mènent à l'encontre de certains pays arabes comme l'Égypte et l'Irak.

Le chef de l'OLP, M. Arafat, bien que tenu par le colonel Kadhafi pour un ennemi juré, a lui aussi indiqué qu'il serait solidaire de la Libye en cas d'attaque contre ce pays.

À JÉRUSALEM, le premier ministre, M. Pèrès, a qualifié le colonel Kadhafi de « clown, d'assassin et de menteur » et appelé « le monde libre à imposer des sanctions économiques à la Libye ». — (AFP, AP, Reuter).

LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT REAGAN

« La Libye s'est engagée dans une agression armée contre les États-Unis en soutenant les terroristes »

Washington (Reuter). — Voici les principaux extraits de la déclaration préliminaire faite par le président Reagan, mardi 7 janvier, lors de sa conférence de presse :

« Il est flagrant que la responsabilité des derniers attentats repose sur le terrorisme connu sous le nom d'Abou Nidal et sur son organisation. Nous n'espérons aucun effort pour déferer Abou Nidal et d'autres terroristes devant la justice. Mais ces assassins ne pourraient pas commettre leurs crimes sans le sanctuaire et le soutien fournis par des régimes comme celui du colonel Kadhafi en Libye ».

« L'implication de Kadhafi dans le terrorisme, qui date de longtemps, est attestée par de nombreux documents, et il existe des preuves irréfutables de son rôle dans les derniers attentats. Les meurtres de Rome et de Vienne ne sont que les derniers dans une série d'actions terroristes brutales commises avec le soutien de Kadhafi. Kadhafi et d'autres dirigeants libyens ont publiquement admis que leur gouvernement s'est fait le complice du tristement célèbre groupe terroriste d'Abou Nidal ».

Des mesures plus dures

« Kadhafi les a qualifiés d'actions héroïques. Moi, je les qualifie de crimes scandaleux commis par un régime de hors-la-loi. En fournissant un soutien matériel à des groupes terroristes qui attaquent des citoyens américains, la Libye, selon les principes reconnus du droit international, s'est engagée dans une agression armée contre les États-Unis tout comme si elle avait utilisé ses propres forces armées (...). Les terroristes et ceux qui les abritent doivent être privés de toute sympathie, sanctuaire et soutien ».

« Des mesures plus dures, plus extensives, sont nécessaires de la

part de la communauté internationale. C'est pourquoi j'ai signé aujourd'hui un ordre stipulant que la politique et les actes du gouvernement de la Libye constituent une menace pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis. Le Congrès a été informé de cette décision ».

« En vertu des pouvoirs qui me sont donnés par la Constitution et les lois des États-Unis, j'ai pris des mesures pour mettre un terme pratique à toutes les activités économiques entre les États-Unis, ou les ressortissants américains, et la Libye. Ces mesures, dont certaines entrèrent immédiatement en vigueur, et d'autres au plus tard le 1^{er} février, imposent une interdiction totale du commerce d'importation ou d'exportation avec la Libye, sauf pour des causes humanitaires. Elles interdisent les contacts commerciaux et autres transactions avec la Libye, y compris les voyages liés à des activités autres que celles nécessaires au travail journalistique ou à l'exécution du présent ordre ».

« J'invite tous les Américains se trouvant en Libye à quitter ce pays immédiatement. Ceux qui enfreignent ces ordres sont avisés qu'ils feront l'objet des sanctions appropriées à leur retour aux États-Unis. Que le gouvernement libyen sache qu'il sera tenu pour responsable de la sécurité des Américains se trouvant encore sur son sol, et qu'il lui faudra rendre compte de toute tentative de leur nuire ou d'entraver leur liberté de mouvement ».

Isoler le « pari »

« Ce n'est pas avec le peuple de Libye que nous avons un différend, mais avec le colonel Kadhafi et son régime. Nous avons pris ces mesures après mûre réflexion, et en pleine conscience des conséquences économiques qu'elles auront pour

les États-Unis. Les pays civilisés ne peuvent continuer à tolérer le meurtre d'innocents au nom d'un gain matériel et d'un intérêt égoïste ».

« Kadhafi mérite d'être traité comme un paria par la communauté mondiale. Nous invitons nos amis en Europe occidentale et ailleurs à se joindre à nous en vue de l'isoler. Les Américains ne comprendraient pas que d'autres pays s'installent en Libye suite à notre départ pour en tirer un avantage commercial. Nous consulterons nos principaux alliés en vue de réaliser notre objectif de coopération plus étroite ».

« Nous invitons les autres nations à se joindre à nous en privant la Libye des privilèges économiques et diplomatiques normaux offerts par le monde civilisé ».

« Si ces mesures ne mettent pas fin au terrorisme de Kadhafi, je vous promets que des mesures supplémentaires seront prises... »

Un coup sérieux porté à une économie en difficulté

Les réticences, pour ne pas dire l'opposition, des alliés des États-Unis à l'idée d'appliquer à leur tour des sanctions économiques à l'encontre de la Libye ne sont pas uniquement d'ordre politique ou tactique. La poignée de relations économiques, notamment de l'Italie et de la RFA, avec Tripoli les engageant à la plus grande prudence. La casse-tête de Rome en ce domaine est sans doute la plus significative. Premier partenaire commercial de la Libye — à l'exception de l'URSS, fournisseur d'armes privilégié du colonel Kadhafi — l'Italie dépend très largement de ce pays pour ses importations de pétrole.

Selon les estimations du quotidien Reporter, les importations italiennes devraient atteindre quelque 2,4 milliards de dollars en 1986, alors que les exportations, en baisse, tourneraient autour de 800 millions. Il suffit d'ajouter à ces relations commerciales étroites la présence d'une communauté forte de plus de douze mille Italiens en Libye et des intérêts aussi présents que ceux de la Libyan Arab Foreign Bank, qui détient près de 15 % de la Fiat, pour expliquer la volonté de Rome de s'en tenir à une action diplomatique en dépit de la tentation politique déclinée par l'attitude de Bonn-Francfort, et d'éviter le déclenchement d'une guerre économique.

Mais si les décisions annoncées par le président Reagan provoquent un certain scepticisme au cas où elles ne seraient pas suivies par les autres pays occidentaux, l'embargo quasi total sur les relations économiques avec les

La conférence islamique de Fès proclame sa « solidarité avec le peuple arabe libyen »

De notre envoyée spéciale

Fès. — Après la Ligue arabe, l'Organisation de la conférence islamique, qui tient sa seizième session ministérielle à Fès, a publié, mardi 7 janvier, un communiqué de « solidarité avec le peuple arabe libyen » et de « soutien actif à la défense de la souveraineté et de l'intégrité de son territoire et de ses eaux territoriales ». « La conférence, poursuit le communiqué, attire l'attention de la communauté internationale sur les constantes provocations et l'escalade de l'agression auxquelles se livrent l'impérialisme international et l'entité sioniste contre la Jamahiriya (Libye), ainsi que sur les graves conséquences qui en découlent pour la sécurité et la paix mondiales ». La conférence considère que la menace « s'étend à l'ensemble des États islamiques ».

L'adoption d'un communiqué de soutien à la Libye ne faisait aucun doute, malgré l'intervention du délé-

gué tchadien mentionnant l'agression dont son pays fut victime de la part de Tripoli, plusieurs délégués ont insisté pour élargir le texte à l'ensemble des États islamiques. Prenant la parole mardi matin, M. Tarek Aziz, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères d'Irak, après avoir souligné qu'« une tentative d'agression israélienne sur le Yémen avait été récemment déjouée », a insisté pour dire que la Jordanie, le Yémen, le Soudan, l'Irak et l'OLP étaient aussi soumis à des menaces de l'État hébreu. Il conviendrait donc, a déclaré M. Tarek Aziz, « de ne pas se borner à condamner les menaces visant la seule Libye ». Sur ce point, le ministre irakien a d'autre part affirmé que « la condamnation de ces menaces impérialistes doit être prise comme une leçon par la Libye, qui a proféré, et continue de le faire, des menaces contre les pays arabes et islamiques voisins, ainsi que contre d'autres pays ». La

Libye doit cesser ses menaces », a conclu le vice-président irakien.

Dans les couloirs de la conférence, certains délégués ne cachent pas qu'ils n'oublient nullement leurs griefs contre Tripoli. M. Triki, le ministre libyen des affaires étrangères, qui s'est déclaré « très satisfait » de la motion, n'a pas obtenu qu'y soit explicitement mentionné l'« impérialisme américain ». L'occupation de l'Afghanistan avait fait, le jour de l'ouverture de la conférence, l'objet d'une très sévère condamnation de la part de M. Pirzada (Pakistan), secrétaire général de l'OIC, qui avait accusé l'URSS de « génocide ».

Un dialogue de sourds

La Libye, la Syrie et l'Irak ont tenu la vedette de ces deux premières journées. Tentant de remettre en cause le retour de l'Égypte dans l'organisation, décidé par le sommet de Casablanca en janvier 1984, M. Farouk El Charr, ministre syrien des affaires étrangères, a répété sur tous les tons : « La présence d'un délégué égyptien à cette conférence est illégale. Il convient que nous respections la charte de notre organisation, qui condamne tout lien d'un pays membre avec Israël ».

Ce débat ne devrait pas avoir de suite. M. Fizi, ministre marocain des affaires étrangères et président de la conférence, a séchement répliqué que le retour de l'Égypte avait été décidé par les chefs d'État et qu'il n'y avait pas lieu d'y revenir. La question des rapports avec Israël figurait parmi les quatre-vingt-dix points de l'ordre du jour de cette conférence, mais, souligne-t-on, essentiellement dans le souci d'empêcher d'autres États africains de suivre l'exemple de la Côte d'Ivoire, qui a rétabli des relations diplomatiques avec l'État hébreu.

M. Abdel Meguid, ministre égyptien des affaires étrangères, restait pour sa part très étonné. « L'Égypte n'a de leçon à recevoir de personne, a-t-il dit, et surtout pas de la Syrie qui cherche, en fait, à liquider la cause palestinienne. L'Égypte, elle, n'a jamais tué un Palestinien ». Très en verve lui aussi, M. Triki a réaffirmé le soutien de la Libye au peuple palestinien, tout en ajoutant : « Nous soutenons les mouvements de libération, mais nous ne sommes pas responsables des moyens qu'ils emploient ni de leurs crimes. Nous condamnons le terrorisme, et nous continuerons à faire la différence entre le terrorisme et la lutte de libération ».

On voit mal ce qui pourrait sortir d'une conférence qui se résume, pour l'instant, à un dialogue de sourds, dont les répliques sont connues à l'avance.

FRANÇOISE CHIPAU.

Les grandes compagnies américaines cessent leurs activités en Libye

(Suite de la première page.)

Les experts américains estiment que les nouvelles sanctions, d'une portée plus vaste que les précédentes, pourraient affecter gravement l'économie libyenne, à condition qu'aucun pays ne cherche à tirer avantage du retrait américain. Ces sanctions concernent essentiellement l'arrêt des activités de quatre compagnies pétrolières (Occidental Petroleum, Conoco, Marathon, Amara Hess).

D'autre part, un important projet d'irrigation, estimé à 20 milliards de dollars, assuré par la firme texane Brown and Root, se-

rait compromis. Le colonel Kadhafi donnait une haute priorité à ce projet qu'il avait qualifié de « grand rêve » et de « huitième merveille du monde ».

Des « otages potentiels »

L'ordonnance présidentielle interdisant l'attribution ou l'extension de prêts au gouvernement libyen, ainsi que les transactions financières personnelles de ressortissants américains en Libye. A partir du 1^{er} février, il sera interdit aux citoyens américains de s'engager dans des opérations d'exportation ou d'importation ou de

contracter des accords commerciaux.

En outre, sous peine de sanctions pénales, les ressortissants américains en Libye devront cesser leur travail à la même date et quitter le pays. Tout en reconnaissant que ces Américains seraient des « otages potentiels », le président libyen serait tenu pour responsable de leur sécurité et de leur liberté de mouvement. Reste à savoir si cette exigence sera satisfaite par le colonel Kadhafi, dénoncé par le président comme un « barbare » et un « timbré ».

Tout à tour enjoué et menaçant, le président Reagan est apparu, au cours de cette conférence de presse, très soucieux de montrer à l'intention de l'opinion publique que, dans la lutte contre le terrorisme, il ne se contentait pas de paroles.

L'an dernier, a-t-il dit, les États-Unis ont fait échouer cent vingt-six missions terroristes. Mais, toujours pour des raisons de sécurité, il a refusé d'entrer dans les détails se bornant à révéler qu'un certain nombre d'entre elles devaient être accomplies sur le territoire américain.

HENRI PIERRE.

L'INSTITUTION DU FRANÇAIS
ESSAI SUR LE COLINGUISME DES CAROLINGIENS A LA RÉPUBLIQUE
Par René Balibar

L'identité française, c'est d'abord la langue. Avant d'en parler, il faut savoir ce qu'elle est dans son histoire: norme d'État, création littéraire, apprentissage de la démocratie.

Collection "Pratiques théoriques"
dirigée par Etienne Balibar et Dominique Lacour.
224 pages - 170 F.

puF

DES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

مكتبة الأمل

PROCHE-ORIENT

Egypte

Manifestations antigouvernementales après le suicide en prison du « policier fou du Sinaï »

De notre correspondant

Le Caire. — Soliman Khater, le policier égyptien qui a tué sept touristes israéliens dans le Sinaï le 5 octobre dernier, s'est suicidé mardi 7 janvier, selon un communiqué officiel de la prison militaire du Caire où ce sergent de vingt-trois ans purgeait depuis dix jours la peine de travaux forcés à perpétuité à laquelle il avait été condamné (le Monde du 31 décembre 1985).

Le communiqué, publié à la « une » des trois grands quotidiens égyptiens, indique que les gardiens ont découvert le corps à 10 heures du matin dans une cellule de l'infirmerie où Soliman Khater était soigné pour bilharziose. Le prisonnier avait utilisé le drap de nylon de son lit pour se pendre aux barreaux de la fenêtre. Le suicide a été confirmé par le rapport préliminaire du médecin légiste, et le parquet a ordonné l'inhumation.

L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS DONNE SA DÉMISSION

Washington (AP, Reuters). — L'ambassadeur des Etats-Unis en Egypte, M. Nicholas Veliotes, a fait connaître au département d'Etat son intention de quitter le service diplomatique, a annoncé mardi 7 janvier, un porte-parole de ce ministère. Selon certaines indications, M. Veliotes pourrait être nommé président de l'Association des éditeurs américains. Il quittera Le Caire en avril.

M. Veliotes, qui a été pendant deux ans sous-secrétaire d'Etat chargé du Proche-Orient et de l'Asie du Sud-Est, avant d'être envoyé comme ambassadeur américain en Egypte, était entré dans le service diplomatique il y a plus de trente ans. « Il a choisi de relever un nouveau défi dans le secteur privé. Il était l'un de nos diplomates les plus efficaces, il nous manquera beaucoup », a déclaré un porte-parole du département d'Etat.

Lors du détournement de l'Achille-Lauro, M. Veliotes s'était prononcé en termes vigoureux pour une action judiciaire contre les pirates, à l'égard desquels il s'était exprimé en termes peu diplomatiques. Ces déclarations avaient contribué à tendre passagèrement les relations, habituellement bonnes, entre Washington et Le Caire. Un porte-parole du département d'Etat a toutefois démenti que ces événements étaient à l'origine de la décision de l'ambassadeur.

Les funérailles, qui se sont déroulées mardi après-midi dans le village natal de Soliman Khater, à l'est du delta, ont dégénéré en violentes manifestations antigouvernementales. Quelques centaines de personnes ont mis le feu au poste de police du village, tandis que toute la région était bouclée par d'importantes forces de brigades anti-émeutes. La version officielle du suicide est contestée par l'hebdomadaire *Al-Ahali*, organe du Rassemblement progressiste, qui titre mercredi « Soliman Khater est mort en prison ». M. Abdel Kalam Ramadan, principal avocat du sergent lors de son procès à huis clos devant la cour martiale de Suez, parle, lui, ouvertement d'« assassinat ». Selon lui, le suicide est impossible « étant donné que le condamné était surveillé par onze gardiens ».

De son côté, M. Makram Mohamed Ahmad, rédacteur en chef du magazine officieux *Al-Moussawar*, qui avait longuement interviewé Soliman Khater dimanche 5 janvier moment où le condamné recevait la visite de douze membres de sa famille, a estimé que le jeune sergent était « serein et optimiste. Il espérait que sa peine serait réduite par le président Mubarak et a même demandé des livres pour préparer son examen de droit » (Khater était inscrit en troisième année de droit de l'université de Zagazig).

La mort de Soliman Khater embarrassait certes le gouvernement égyptien, mais ne semble pas l'inquiéter outre mesure. La campagne en faveur de Khater s'était heurtée à une contre-offensive de la presse officielle, qui tire à près de deux millions d'exemplaires par jour. Elle avait réfuté les arguments de l'opposition de gauche et islamiste, qui conféraient au policier

l'auréole du héros, et révélé à une opinion publique qui n'avait entendu qu'un seul son de cloche que les victimes de Soliman Khater étaient quatre enfants, deux femmes et un vieillard.

Un règlement de l'affaire de Taba ?

On estime au Caire que les retombées de la mort de l'assassin du Sinaï ne devraient pas, pour le moment, dégrader en désordres inquiétants pour le régime. Les étudiants, principale frange de la population à avoir manifesté en faveur de Soliman Khater, sont en pleine période d'examen de la mi-année. L'opposition de gauche et islamiste, qui a fait du policier un martyr, trouvera difficilement une base solide pour mener une action d'envergure.

Le détournement du drame du Sinaï, qui avait commencé à envahir les relations israélo-égyptiennes, pourrait aujourd'hui accélérer les progrès déjà enregistrés depuis quelques semaines dans l'affaire de Taba, ce kilomètre carré de plage revendiqué depuis avril 1982 par l'Egypte. Le Caire a discrètement accueilli, vingt-quatre heures avant le suicide de l'assassin du Sinaï, une délégation militaire israélienne chargée de retrouver le *Dakar*, un sous-marin israélien mystérieusement disparu en 1968 au large des côtes égyptiennes. C'était l'une des conditions posées par Israël pour l'acceptation du principe d'arbitrage réclamé par l'Egypte dans le litige de Taba. Enfin, on n'exclut pas dans les milieux officiels égyptiens le principe d'une rencontre Mubarak-Pérez, même si un tel sommet n'aurait lieu qu'après la restitution de Taba.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Israël

M. Chevènement a inauguré l'Alliance française de Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation, a inauguré, mardi 7 janvier, l'Alliance française de Jérusalem. L'ouverture de cet établissement comble un vide de plus en plus ressenti par la communauté francophone. La France avait fermé son centre culturel dans la capitale en juin 1970. « Ma présence ici, a souligné M. Chevènement, atteste l'importance que nous attachons à cette création et au développement des échanges culturels entre nos deux pays ».

Come parous ailleurs dans le monde, l'Alliance française de Jérusalem aura pour première vocation l'enseignement du français. A en juger par la réponse favorable du public de la capitale, elle répond à une réelle attente. Six cents élèves de tous âges fréquentent depuis début novembre les cours de français. L'Alliance abritera aussi les activités propres à un centre culturel : bibliothèque, théâtre, ciné-club, jardin d'enfants, ateliers de création, station de radio locale.

Le directeur de l'Alliance, M. Marc Agi, veut en faire « la vitrine en Israël de la communauté juive de France ». A en juger par la réponse favorable du public de la capitale, elle répond à une réelle attente. Six cents élèves de tous âges fréquentent depuis début novembre les cours de français. L'Alliance abritera aussi les activités propres à un centre culturel : bibliothèque, théâtre, ciné-club, jardin d'enfants, ateliers de création, station de radio locale.

L'ouverture d'une Alliance française au cœur de la Jérusalem juive revêt une indéniable portée politique. C'est un signe supplémentaire des bonnes relations franco-israéliennes. Le projet, activement soutenu par l'Élysée, a été entièrement financé par une subvention de l'Etat français (1,6 million de francs). A titre de comparaison, cette somme représente dix fois le budget de fonctionnement alloué annuellement aux Alliances du Mexique. Comme l'a dit M. Roger Gouze, délégué général de l'Alliance française — et un proche de M. Mitterrand — « la France a mis le paquet ». Après quelques années, l'établissement devra, comme c'est l'usage, s'autofinancer.

En marge de cette inauguration, M. Chevènement s'est entretenu avec son homologue israélien, M. Itzhak Navon, des moyens d'intensifier la coopération linguistique. Soulignant le rapide essor de l'enseignement de l'hébreu en France — auquel se consacrent plus de quatre-vingts professeurs de l'éducation nationale — M. Chevènement a souhaité qu'Israël développe à l'école l'enseignement du français. Trente-cinq mille élèves seulement choisissent notre langue comme matière à option.

J.-P. LANGELLIER.

ASIE

Chine

DIX ANS APRÈS SA MORT

Zhou Enlai est présenté comme le père de la politique d'« ouverture »

De notre correspondant

Pékin. — Il y a dix ans, le 8 janvier 1976, s'éteignait Zhou Enlai, rongé par le cancer. La révolution culturelle n'avait plus que neuf mois devant elle. Mao Zedong, vieillissant, mourut huit mois plus tard. Mais, dès le 5 avril de cette année-là, sur la place Tiananmen, les opposants à la « bande des quatre » se rassemblèrent pour un hommage public à l'ancien premier ministre, symbole de la modération, à l'occasion du « Qing Ming », la fête traditionnelle des âmes errantes, la Toussaint chinoise. C'était la première manifestation publique d'opposition à M. Jiang Qing, l'épouse de Mao, et à ses partisans.

Ce mercredi 8 janvier 1986 aura été précédé par la publication de nombreux articles à la mémoire de celui qui avait choisi M. Deng Xiaoping comme successeur. Plusieurs livres sont également sortis en librairie, dont un recueil de photos qui présente Zhou comme un homme simple, proche du peuple, et un ouvrage en anglais destiné au public étranger, *Zhou Enlai : un portrait*. Cependant, ce mercredi, aucun éditorial n'a rendu officiellement hommage à celui qui fut le chef du gouvernement chinois pendant plus d'un quart de siècle.

On a pu lire les mérites de Zhou Enlai diplomate, économiste et planificateur, administrateur, révolutionnaire ou ami du peuple, à travers des articles ou des souvenirs d'hommes qui l'ont connu ou qui ont travaillé avec lui. Mais son œuvre est

replacée dans le contexte actuel, pour soutenir la politique d'« ouverture » et des « quatre modernisations » de M. Deng. L'un des fils adoptifs de Zhou, M. Li Peng, nouveau membre du politburo de PCC et vice-premier ministre, et qui fait figure de futur premier ministre, vient d'avoir les honneurs de la photo de première page de la revue *la Chine en construction*. La veuve de l'homme d'Etat, M. Deng Yingchao, qui a démissionné l'an dernier pour raison d'âge du politburo, apparaît régulièrement à la télévision.

Seconde solution

On insiste beaucoup sur le rôle que joua Zhou au cours de la révolution culturelle. Un article, publié le 5 janvier par le *Quotidien du peuple*, défend la position qu'il prit pendant ces dix années difficiles. Il explique qu'il avait le choix entre deux attitudes : « se mettre à l'abri ou garder son poste pour tenter de limiter les dégâts ».

Il choisit bien entendu la seconde solution, ce qui, justifie, selon l'organe du PCC, certains de ses silences ou que, parfois, il ait aussi dit des choses qui allaient contre son cœur. C'est une réponse à certains Chinois qui pensent que « Zhou n'a pas été assez courageux à l'époque », ou à ceux qui, comme les auteurs de *Zhou Enlai : un portrait*, estiment qu'il a été trop facilement devant l'ultra-gauche, et qu'il ne s'est pas toujours montré assez ferme face au « Grand Timonier ».

Sur ce point, l'article du *Quotidien du peuple* nous apprend que « Zhou a obtenu le soutien de Mao... pour contrôler la situation pendant la révolution culturelle. Toujours selon le journal, Mao aurait aussi qualifié ses divergences avec M. Deng Xiaoping de « contradictions au sein du peuple », à un moment où son épouse le vilipendait comme « capitaliste ». Cependant, ajoute l'article, lorsque Zhou n'était pas d'accord avec les avis de Mao, il restait sur ses positions. C'est enfin de son lit d'hôpital, miné par la maladie mais aussi épuisé par près de dix années de lutte sans merci, que Zhou — qui est qualifié de « Timonier » — poursuivit son combat contre les « quatre » jusqu'à sa mort.

PATRICE DE BEER.

● *Espionnage au profit de Taiwan* — Deux personnes accusées d'espionnage au profit de Taiwan ont été arrêtées récemment dans le sud de la Chine, a indiqué le quotidien du Fujian, *Fujian Ribao*, dans son numéro parvenu mardi 7 janvier à Pékin. MM. Xiang Yuhong et Lin Zhao, arrêtés depuis novembre, sont accusés d'avoir fourni des informations aux autorités nationalistes chinoises sur les zones économiques spéciales (ZES) lors d'un séjour clandestin sur l'île de Jinmen (Quémou) contrôlée par Taiwan et située à proximité des côtes du continent chinois. Les deux hommes ont été arrêtés après être revenus en Chine populaire pour exécuter, selon le journal, une nouvelle mission d'espionnage. — (AFP.)

LE REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT EN CORÉE DU SUD

Lutter contre la récession

Séoul (Reuters). — L'important remaniement ministériel auquel a procédé, mardi 7 janvier, le président Chun Doo Hwan (*le Monde* du 8 janvier) a un caractère essentiellement économique, les autorités étant préoccupées par le ralentissement de la croissance.

Huit des vingt-deux ministres qui forment le Conseil d'Etat ont été remplacés. Le premier ministre, M. Lho Shin Yong, reste en place, mais le vice-premier ministre, M. Shin Byong Hyun, est remplacé par le ministre des finances, M. Kim Mahn Je, auquel est également attribué le portefeuille de la planification économique. Le successeur de M. Kim est M. Chung In Yong, gouverneur de l'Office de contrôle des banques. Le ministre de la construction, M. Kim Sung Bae, est rem-

placé par le vice-ministre de l'intérieur, M. Lee Kyu Hyo.

Le gouverneur de la Banque de Corée, M. Choi Chang Nak, devient ministre de l'énergie et des ressources à la place de M. Choi Dong Kyu. M. Chon Hak Za, directeur de l'Institut de la science et de la technologie, devient ministre de la science et de la technologie à la place de M. Kim Sung Jin.

L'ancien général Lee Ki Back devient ministre de la défense, l'un des principaux postes, remplaçant l'ex-général Yoon Sung Min. Le médiateur présidentiel, M. Chung Kwan Yong devient ministre de l'administration à la place de l'ancien général Park Seok Jik, lui-même nommé ministre des sports et du remplacement de M. Lee Young Ho. — (Reuters.)

Vietnam

● *Réunion du COMECON* — La trente-septième conférence des ministres du plan des pays du Conseil d'aide économique mutuelle (COMECON), marché commun des pays communistes, qui se tient pour la première fois au Vietnam, s'est ouverte, mardi 8 janvier, à Hanoi. Les présidents des comités

d'Etat au plan (ministres) des dix pays du COMECON discuteront jusqu'à vendredi du renforcement de la coordination entre les plans de leurs pays. Selon la presse vietnamienne, le Laos devrait assister à la conférence à titre d'observateur. — (AFP.)

Fuir Hongkong

RUINEUX MARIAGE BLANC

Hongkong (Reuters). — Le *Hong Kong Standard* a publié, mardi 7 janvier, une petite annonce matrimoniale valant bien plus que son pesant d'or : très exactement 10 millions de livres sterling (108 millions de francs). Elle est en effet libellée comme suit : « Gentleman anglais, début de carrière, cherche une mariée riche, opportunité de résider en Angleterre, dot requise 10 millions de livres. Prière envoyer des photographies, pour ne pas laisser passer cette occasion en or. » Suit une adresse dans le Surrey.

Ce distingué gentleman, qui a une idée si précise de sa propre valeur, sait à l'évidence que les habitants de Hong Kong cherchent féroceusement à obtenir des passeports étrangers, éventuellement par le biais de mariages blancs, avant que la colonie ne soit restituée à la Chine en 1997. Les annonces du genre « JF chinoise shte rencontrée JH célib. étranger vue amitié et mariage » n'y sont, en effet, pas rares.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPUB 45 57 21 F
Télécopieur : (1) 45 23 46 81
Tél. : (1) 42 47 97 27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Jacques Faure

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouss

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45 55 91 32 ou 45 55 01 71
Télécopieur MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; États-Unis, 1,25 \$; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,350 \$; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Yougoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75421 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 307 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les vœux propres de capitaux d'abonnement.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

LA RECHERCHE

en janvier :

L'EMPIRE MARITIME

DES CRÉTOIS

par Robin Hagg

COMMENT

CHANTENT LES OISEAUX

par Michel Delsaut

LA CATARACTE

par Otto Hackwin

LES ANNEAUX DES PLANÈTES

par André Brabie

L'EXAFS :

VOIR L'ENVIRONNEMENT

DES ATOMES

par Pierre Lagarde

DOSSIER :

LA CAO DANS

L'AUTOMOBILE

par Hervé Le Tellier

N° 173

25 F

EN VENTE

PARTOUT

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT d'un an, 11 n° : 219 F au lieu de 275 F

A servir à : Nom

Adresse :

Je règle aujourd'hui à l'ordre de LA RECHERCHE par chèque par mandat

LA RECHERCHE, 57, rue de Seine, 75280 Paris Cedex 06

*Prix de vente au numéro

EUROPE

Yougoslavie

Des officiers figurent
parmi les nationalistes albanais récemment arrêtés

De notre correspondant

Belgrade. — La situation au Kosovo, région autonome de Yougoslavie dont la population est à 75 % de souche albanaise, est l'un des thèmes de politique intérieure les plus discutés depuis les manifestations des « nationalistes et irrédentistes » albanais en avril 1981. Ces manifestations furent étouffées par une intervention des forces de l'ordre qui, faisant usage de leurs

armes, avaient provoqué une dizaine de morts et plusieurs dizaines de blessés.

Depuis, les désordres de rue ont cessé, mais les incidents n'ont pas pris fin pour autant, et l'on constate aujourd'hui qu'ils ont conduit à une profonde rupture entre la population albanaise d'une part, Serbes et Monténégrins de l'autre.

La tension est telle que ces derniers ont entamé un véritable exode vers le nord du pays, s'estimant

insuffisamment protégés. Ils abandonnent parfois leurs biens ou les cèdent, sous la pression de leurs voisins albanais, à des prix dérisoires. Une vingtaine de milliers de Serbes et de Monténégrins, avec femmes et enfants, sont ainsi partis depuis 1981, les forces de l'ordre n'ayant pas été en mesure d'empêcher ou de prévenir les incidents, surtout dans les villages perdus où les extrémistes albanais maltraitent leurs enfants, détruisent leurs récoltes et leurs vergers, empoisonnent leurs chiens. La presse a signalé maints cas de viols, des profanations de cimetières et des tentatives d'incendie de monastères orthodoxes.

Pour les autorités fédérales, l'objectif des extrémistes albanais est de faire du Kosovo une région albanaise « ethniquement pure », afin d'obtenir son rattachement à l'Albanie. La propagande de Tirana leur accorde un appui sans réserves. Elle dénonce quotidiennement « la révisionnisme et le chauvinisme serbes », ce qui ne fait qu'aggraver les rapports albano-yougoslaves déjà empoisonnés depuis près de quatre décennies par toutes les divergences politiques et idéologiques.

« génocide ». Seul *Kafizeme Nivine*, organe de l'Association des écrivains, en a reproduit le texte intégral. Celle-ci s'est d'ailleurs solidarisée avec les signataires de la pétition et a décidé d'exiger des dirigeants de la Fédération et de la Serbie la stricte application de la loi au Kosovo afin de protéger les enfants et les biens de ses habitants serbes et monténégrins.

D'autre part, un livre de Dimitrij Bogdanovic, membre de l'Académie des arts et des sciences, paru début décembre, contient des dures critiques à l'égard du Parti communiste yougoslave pour sa politique au Kosovo avant et après la guerre, et pour son soutien inconditionnel au Komintern — qui avait préconisé avec insistance la destruction de la Yougoslavie comme « une création artificielle de Versailles ».

PAUL YANKOVITCH.

Non-lieu pour deux dissidents

Belgrade (Reuter). — Le tribunal de Belgrade a conclu par un non-lieu le procès de deux dissidents yougoslaves inculpés de complot contre l'Etat et de diffusion de propagande hostile, a-t-on annoncé mardi 7 janvier de source juridique.

Le procès de Vladimir Mijanovic, trente-neuf ans, sociologue, et Gordian Jovanovic, vingt-cinq ans, étudiant en philosophie, et de quatre autres intellectuels dissidents de Belgrade s'était ouvert en novembre 1984, mais avait été reporté.

Mardi, le tribunal a informé MM. Mijanovic et Jovanovic que toutes les charges retenues contre eux avaient été annulées et que le procès était clos.

Les six dissidents étaient accusés d'avoir conspiré pour déstabiliser l'Etat, mais seul le délit, moins grave, de diffusion de propagande hostile à l'Etat avait finalement été retenu contre eux.

Un des six inculpés, le traducteur Pavluska Insirovic, trente-sept ans, a été libéré pendant le procès au mois de février dernier, alors que les trois autres étaient condamnés à des peines de prison allant jusqu'à deux

ans (le Monde du 6 février 1985). Toutefois, après le procès en appel, M. Dragomir Olujic, journaliste, était libéré et les deux autres dissidents — MM. Milan Nikolic, trente-huit ans, sociologue, et Miodrag Milic, cinquante-six ans, cinéaste, scénariste, ont bénéficié en août d'une réduction de leur peine à huit et dix-huit mois de prison respectivement, qu'ils n'ont pas encore commencé à purger.

URSS

« Décès du procureur général militaire. — Le général Artem Gorny, procureur général militaire de l'URSS, est décédé le mardi 7 janvier à l'âge de soixante-trois ans, annonce mercredi le quotidien de l'armée *Krasnaya Zvezda*. Le général Gorny, qui occupait ce poste depuis 1957, avait notamment été en mai 1973 procureur au procès d'Oleg Penkovski, un colonel du KGB (sécurité d'Etat) qui était un espion occidental et avait en particulier informé les Etats-Unis pendant la crise de Cuba. — (AFP).

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Les généraux espionnaient
pour la résistance

Islamabad. — Des sources diplomatiques occidentales au Pakistan ont confirmé, mardi 7 janvier, l'arrestation à Kaboul de quatre ou cinq généraux afghans (le Monde du 8 janvier) qui « espionnaient » pour le compte du commandant Massoud, qui est à la tête de plusieurs milliers de résistants dans la vallée du Panchir, au nord-est de Kaboul. Ils ont notamment été accusés de lui avoir « transmis des informations sur les mouvements de troupes soviétiques », a-t-on précisé de même source.

Des journalistes occidentaux qui se sont rendus récemment dans la vallée du Panchir ont indiqué que le commandant Massoud, âgé de trente-trois ans, disposait d'un bon réseau de renseignement, au sein des milieux proches des autorités afghanes.

Les diplomates occidentaux ont souligné que les Soviétiques ont été particulièrement irrités par cette affaire et ont perdu toute confiance dans les officiers afghans, même les plus hauts gradés. Un nombre important des jeunes officiers afghans sont déjà passés dans les rangs des moudjahidins. D'autres arrestations ont eu lieu récemment à Kaboul, après l'attaque par la guérilla d'un poste soviéto-afghan dans la vallée du Panchir, au cours de laquelle vingt-trois Soviétiques auraient été tués. D'intenses fusillades ont enfin été entendues, la semaine dernière, à Kaboul et pourraient signifier que des affrontements opposent les factions Parcham et Khat du Parti démocratique du peuple afghan, au pouvoir à Kaboul, a-t-on indiqué de même source. — (AFP).

RFA

Expulsion d'écologistes

Bonn. — Interrompus depuis Noël, les travaux de déboisement ont repris, le mardi 7 janvier, sur le site de la future première usine ouest-allemande de traitement nucléaire, à Wackersdorf, en Bavière. D'importantes forces de l'ordre ont procédé au cours de la journée à l'expulsion des manifestants antinucléaires qui s'y trouvaient encore et au démantèlement du village de huttes et d'abris en rondins qu'ils avaient construits. Près de dix mille personnes s'étaient rassemblées pendant le week-end sur le site, devenu le nouveau symbole du mouvement écologiste ouest-allemand. Les opérations d'expulsion se sont déroulées sans heurt. Soutenus par des habitants de la région, venus protester contre l'action de la police, les écologistes se sont contentés d'opposer une résistance passive. Certains d'entre eux, barricadés sur des plates-formes construites à la cime des arbres, ont dû être délogés par des policiers trouillés par hélicoptère. — (Corresp.)

ANGOLA

Le secrétaire d'Etat adjoint américain
se rend à Luanda

Luanda. — Une délégation américaine, dirigée par M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines, devait séjourner, mercredi 8 et jeudi 9 janvier, à Luanda, pour avoir des discussions avec les autorités angolaises. Celles-ci, qui seront menées, du côté angolais, par M. Alexander Rodrigues, ministre de l'Intérieur, porteront sur la situation en Afrique australe et, notamment, sur la question du retrait des troupes cubaines. Elles interviennent au moment où Washington étudie la possibilité de soutenir « de façon efficace » le mouvement de guérilla qui lutte contre le régime du président Dos Santos, l'UNITA de M. Jonas Savimbi. Selon des sources proches du Congrès américain, cette assistance pourrait dépasser 15 millions de dollars mais les déclarations ou « indiscretions » américaines concernant le montant de cette aide sont généralement interprétées comme une tentative de Washington d'obtenir des concessions de Luanda sur le retrait des troupes cubaines. M. Chester Crocker se rendra ensuite en Afrique du Sud, du 12 au 14 janvier.

Selon, d'autre part, la revue britannique *Jane's Defence Weekly*, spécialisée dans les questions militaires, les « conseillers » soviétiques, qui, jusque-là, se limitaient à un rôle « de planification et de conseil » auprès des troupes angolaises, ont pris le commandement direct de certaines opérations contre l'UNITA. La revue affirme qu'une unité d'infanterie, sous commandement soviétique, fait actuellement mouvement vers la ville de Jamba (sud du pays), où est situé le quartier général de M. Savimbi. *Jane's* précise que cette unité est appuyée par des véhicules blindés et des chars (soviétiques) T-62. — (AFP).

ONU

Les émissions de radio
sont devenues trop chères

New-York (Nations unies). — Pour la première fois depuis quarante ans, la radio des Nations unies vient de cesser d'émettre. La Voix de l'Amérique, qui louait ses émetteurs aux Nations-unies pour diffuser par ondes courtes, en quinze langues, des nouvelles hebdomadaires préparées par le département de l'information de l'ONU sur les activités de l'organisation internationale, a en effet décidé de sextupler le prix de location de ses émetteurs, qui est passé de 30 dollars l'heure à 179 dollars.

Le budget du département de l'information des Nations unies ne pouvant supporter une telle augmentation, tous les programmes de nouvelles par ondes courtes ont été temporairement supprimés. Les responsables des Nations unies, toutefois, ne désespèrent pas d'obtenir que la Voix de l'Amérique (VOA), réduise ses tarifs.

Selon des sources américaines, il est possible que VOA propose une légère baisse de ses nouveaux tarifs. Mais les Etats-Unis entendent aussi remettre en question certains programmes radio de l'ONU, dont ils contestent l'objectivité. — (AFP).

Organisations clandestines

Les mesures de répression au Kosovo ont déjà abouti à de nombreuses arrestations suivies de procès. L'une des opérations les plus spectaculaires a eu lieu le mois dernier après la découverte de deux organisations clandestines en collusion, selon les sources officielles, avec l'émigration albanaise anti-yougoslave à l'étranger. La rumeur publique ayant fait état de deux cents arrestations, dont celles de plusieurs officiers, un membre de l'Assemblée nationale de Serbie a demandé des précisions à ce sujet. Le ministre de l'Intérieur, M. Svetozar Lelovic, a déclaré que 94 personnes ont été incarcérées, précisant que « quatre d'entre elles exercent des fonctions de responsabilité dans les organes de sécurité ».

On peut considérer cette déclaration comme une confirmation indirecte que des militaires se sont trouvés en effet, pour la première fois, impliqués dans une affaire de ce genre. Il y a des raisons de croire qu'il s'agit de militaires d'origine albanaise, ceux-ci étant relativement nombreux dans l'armée cosovienne dans l'appareil de l'Etat, où en ce moment même un Albanais est vice-président de la direction collégiale de la Yougoslavie et un autre président de l'Assemblée nationale fédérale.

Parmi les 94 personnes incarcérées figurent entre autres 38 étudiants, 10 enseignants, 3 ingénieurs, 6 élèves de l'école secondaire, 2 directeurs d'entreprise et 2 économistes.

Une pétition

Les événements du Kosovo traumatisent les Serbes de Yougoslavie. Tout récemment, 2000 Serbes de cette région ont adressé une pétition aux autorités fédérales et à une dizaine d'organisations sociales, ainsi qu'à des hommes politiques, affirmant qu'ils étaient menacés de

RDA

« Décès d'un vice-premier ministre. — Le vice-président du conseil des ministres est-allemand, M. Gerhard Weiss, est décédé mardi 7 janvier, à l'âge de soixante-six ans, des suites d'une longue maladie », a annoncé l'agence officielle est-allemande ADN.

(NF le 30 juillet 1919 à Erfurt, M. Weiss était depuis dix-sept ans le représentant de la RDA auprès du COMECON, l'alliance économique des pays socialistes. Il était membre du comité central de SED (Parti communiste est-allemand). — (AFP).

Avant travaux d'embellissement
19, av. Victor Hugo 16*

SOLDES MONSTRES

TOUT DOIT DISPARAITRE

Barnett

Cheministe Habilleur

Manteau 75% Cashm. 1280F 1250F
Costume Ronelle 1600F 980F
Blazer Pure Laine 980F 800F
Bijou RAGLAN 800F 580F
Echarpes, gants, chapeaux, puits etc...

RAYON GRANDES TAILLES

Autre spécimen

RAYON MESURE INDUSTRIELLE

Pure Laine Peignée COSTUME 2000F

AMÉRIQUES

Brésil

Tempête sur un lac

De notre correspondant

Brasilia. — Brasilia retrouvée ! Petit à petit, la ville revient à son idéal d'origine. Lucio Costa et Oscar Niemeyer, les pères fondateurs, sont à nouveau à pied d'œuvre. Le nouveau gouverneur, M. José Aparecido de Oliveira, reprend les dossiers d'y il a vingt-cinq ans, quand fut créée la capitale, et corrige les erreurs commises depuis lors. Brasilia n'ayant pas tellement de charmes, c'est pour lui en donner un qu'un lac a été créé : du nord au sud, il étend ses bras filiformes, seul paysage bucolique d'un endroit surtout connu pour ses quadrilatères de béton et ses arches de ciment armé. Or le lac, au fil des ans, a été privé de sa fonction. C'est pourquoi le gouverneur, aujourd'hui, déprive-t-il.

Scandale au sommet. Campagnes dans les gazettes. Réactions en chaîne des rivaux qui avaient squatté le bord de l'eau. Rien n'y fait. Le gouverneur tient bon. Depuis quatre mois, ses bulldozers rendent au domaine public ce qui lui appartient.

Un mot a couru, pendant des mois, la polémique : celui de *ciclovia*. C'est le ruban de bitume hérité que le gouverneur a fait tracer sur les bords du lac, à la place des barbacues et des gazons anglais installés indument au ras des berges. Piste cyclable parce qu'on peut y faire du vélo, mais on peut aussi s'y promener.

Alors que le lac a plusieurs dizaines de kilomètres de périmètre, et que le *ciclovia* est prévue pour en faire le tour, le gouverneur a envoyé ses démolisseurs, dès le premier jour, dans la péninsule des ministres, non donné à l'endroit où vivent, dans des villas de fonction, les membres du gouvernement. Bien des ministres n'ont pas aimé. Celui de la mer — un amiral — voulait que le périmètre s'étende jusqu'à lui. Celui de l'armée de l'air — un

général — a poussé les hauts cris parce qu'on coupait son potager. Cette belle pelouse que les bulldozers n'ont pas encore fauchée, elle appartient à une villa du SNI — les services secrets.

Tout le monde, ici, s'est poussé du coude, a approché son grillage de celui du voisin, et allongé son jardin. Le périmètre a été expulsé du bord de l'eau, comme le pauvre a été chassé du « plan-pilote » et refoulé vers les cités-satellites. Le projet initial — celui d'une ville où toutes les catégories sociales cohabiteraient et se rencontreraient au bord du lac, à l'heure de la promenade — ce projet s'est effrit. La volonté des hommes a fait place à la logique des choses.

Rivierains irascibles

C'est une jeune femme, une architecte paysagiste du district fédéral, M^{lle} Elizabeth Machado de Carvalho, qui a dessiné la *ciclovia* et mené l'opération. Elle s'est heurtée à des rivaux irascibles, qui voulaient prendre leur fusil. D'autres ont ramené la presse à coups d'associations de défense. Des hommes politiques ont dénoncé la « dictature » du gouverneur, des ambassadeurs ont brandi la convention de Genève. Tout le « basu linge » de la capitale a été offensé de voir pénétrer ses plates-bandes, au nom d'un intérêt public dont il était peu habitué à entendre parler.

Que M. José Aparecido de Oliveira ait étonné son monde, c'est certain. Démocrate, opposant de la première heure au régime militaire, il était connu, jusqu'alors, pour sa modération, son sens du compromis. Et quand il prit son poste, en mai dernier, bien peu s'attendaient qu'il fasse tant de vagues.

Or il n'a cessé d'en faire. A peine installé, il a demandé une enquête sur certains crimes terribles, impliquant l'armée et la

police. Il a fait venir à sa table de travail Lucio Costa et Oscar Niemeyer, ainsi que le paysagiste Burle-Marx, ces rêveurs d'une capitale égalitaire, ou du moins fraternelle, qui n'ont cessé, depuis vingt ans, d'en dénoncer les trahisons. Poussant le mauvais goût jusqu'à s'intéresser au cadastre, le gouverneur a découvert des lotissements clandestins sur des terrains de l'Etat : cent soixante au total, souvent sous forme de copropriétés, et beaucoup de militaires au milieu, ce qui assurait l'impunité aux fraudeurs.

« Ce qui a été fait avec l'argent public doit revenir au public. Si on déloge les pauvres quand ils occupent illégalement un terrain, pourquoi ne ferait-on pas de même avec les riches ? »

Tel est le credo du gouverneur. Ici, dans certains milieux, il fait l'effet d'une douche froide. Les privilégiés n'y sont pas habitués : depuis longtemps, ils contournent les affaires publiques avec les leurs. Quand les sans-terre et les sans-logis envahissent une propriété, il leur donne volontiers la police. Mais quand eux-mêmes spolient les caisses et les biens de l'Etat, ils se considèrent intouchables.

L'affaire de la *ciclovia* a été un révélateur, un pavé dans la mare de la Nouvelle République. On a vu d'honnêtes représentants du nouveau régime s'irriter à l'idée de voir le bon peuple défilier devant leurs fenêtres. Des femmes ont pleuré au téléphone du gouverneur, elles lui ont demandé pourquoi ce ruban de bitume lui tenait tant à cœur, alors qu'il y avait tant d'autres problèmes prioritaires à résoudre !

Onze kilomètres de bitume, pour l'instant, mais qui dessinent, déjà, une petite révolution.

CHARLES VANHECKE.

Pérou

PÉNURIE ALIMENTAIRE ET HAUSSE DES PRIX
Le ministre de l'agriculture est contraint à démissionner

De notre correspondant

Lima. — La première crise politique au sein du régime social-démocrate que préside M. Garcia depuis le 28 juillet dernier s'est soldée par la démission du ministre de l'Agriculture, M. Mario Barturen, le mardi 7 janvier. Le ministre a été tenu pour responsable du manque d'approvisionnement des produits alimentaires et de l'augmentation des prix, théoriquement bloqués depuis la passation de pouvoirs. A la mi-décembre, en effet, plusieurs articles de première nécessité ont pratiquement disparu du marché, notamment le poulet, la viande, les pommes de terre, le riz, le sucre, etc. Et leur prix a triplé.

Le programme gouvernemental de contrôle de l'inflation, de relance du secteur agricole et d'amélioration de l'alimentation a donc été momentanément mis en échec. Quelques symptômes de désenchantement populaire se sont faits sentir dans la capitale. En réponse, le premier

ministre et ministre de l'économie, M. Alva Castro, a déclaré l'état d'urgence pour le secteur agricole, dimanche soir, et a invité le ministre Barturen à renoncer à ses fonctions.

M. Barturen a expliqué à la presse que son départ est dû à des « divergences de politique économique ». Il juge que le blocage des prix des produits alimentaires est trop strict — « ils ont été gelés en dessous de leur valeur réelle en juillet » — et comprime de façon trop rigide les marges bénéficiaires des producteurs. « Une nouvelle fois, a-t-il dit, nous défendons l'intérêt des consommateurs urbains au lieu de défendre celui de nos paysans. Il est impossible de faire décoller l'agriculture en gelant les prix. »

Eternel dilemme. La politique inadéquate des prix a largement contribué à faire trébucher la réforme agraire élaborée par le régime progressiste du général Velasco, le 24 juin 1969. Le ministre sortant souligne aussi les inconvénients et les limitations d'un

« régime de type policier » de contrôle des prix pour comprimer « de façon artificielle » l'inflation dont « le taux est élevé ».

Pour conjurer la crise d'approvisionnement, le gouvernement a donc décidé de rompre les principaux monopoles qui contrôlent la commercialisation des produits alimentaires. En ce qui concerne la viande, d'importantes quantités de mouton de Nouvelle-Zélande, du bœuf d'Argentine et d'Uruguay, vont être importées. Les commerçants de pommes de terre ont accepté de baisser de moitié leurs prix. Une vente promotionnelle de poisson a été organisée, et l'entreprise publique ECASA, le grenier de riz du pays, s'est engagée à régulariser la distribution du grain.

A court terme, ces mesures devraient permettre l'approvisionnement normal dans tout le pays. Mais les bienfaits d'un éventuel décollage de l'agriculture ne se feront sentir qu'à moyen terme.

NICOLE BONNET.

DANS LA

La nouvelle Charte nationale
mais rejetée

« La nouvelle Charte nationale, qui devait être adoptée par le Parlement tunisien le 7 janvier, a été rejetée par les députés. Les députés ont voté contre la Charte, qui était considérée comme une tentative de régression. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de décentralisation. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la justice. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de l'éducation. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la santé. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la science. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la technologie. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la communication. Les députés ont également voté pour la mise en œuvre de la loi de réforme de la culture.

AFRIQUE

Algérie

DANS LA PREMIÈRE PARTIE PUBLIÉE DU PROJET

La nouvelle Charte nationale se réclame davantage de l'islam mais rejette « extrémisme » et « formalisme »

De notre correspondant

Alger. - La presse nationale a commencé, mardi 7 janvier, la publication en français et en arabe du texte du projet de nouvelle Charte nationale que le congrès extraordinaire du Front de libération national (FLN) avait officiellement adopté le 26 décembre 1985 (le Monde du 28 décembre). Ce document de deux cent trente-quatre pages sera rendu public en trois jours, afin que le peuple algérien ait le temps d'en prendre connaissance.

avant de se prononcer lors du référendum du 16 janvier.

Fas de surprise à proprement parler avec cette première livraison, puisque le secrétaire général du parti, le président de la République, M. Chadli, avait, le 24 décembre, dans son allocution d'ouverture du congrès, largement évoqué ce qui constitue les temps forts de cette nouvelle Charte.

Un long avant-propos justifie l'opération d'enrichissement qui a pour souci de combler les lacunes constatées dans la formulation de

1976, et un préambule sur les fondements historiques de la société algérienne entend démontrer que l'Algérie avait une histoire avant son indépendance, remontant au grand adversaire des Romains, Massinissa, pour expliquer que ce dernier a su « exprimer son profond amour de l'indépendance de l'Etat numide ainsi que sa détermination dans la mobilisation du peuple contre les convoitises étrangères dans le mot d'ordre qu'il a lancé : l'Afrique aux africains ». Ainsi, le mot d'ordre lancé il y a quelques temps par le président Chadli : « Compter sur soi », se réclame-t-il de très vieux précédents, puisque « l'instauration de l'autorité de l'Etat numide est une illustration concrète de la capacité du peuple à remporter des victoires contre l'ennemi externe et sur lui-même (...) pour peu que l'arme essentielle réside dans le « compter sur soi », dans la mobilisation et la mise en œuvre judicieuse des personnalités propres ».

algérienne, du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, de l'Association des ulémas et du Comité révolutionnaire d'unité et d'action.

Ne modifiant en rien les options fondamentales, comme il a été dit et répété tout au long du débat sur l'« enrichissement », le titre premier des références « idéologiques » s'ouvre sur « l'islam et les exigences du siècle ». Quatre autres chapitres suivent : l'éducation de la société socialiste ; les grands axes de l'éducation du socialisme ; la défense nationale ; la politique extérieure de l'Algérie.

La place accordée à l'islam est beaucoup plus importante que dans la version précédente : d'emblée, il est précisé que « le peuple algérien est un peuple arabe et musulman », alors qu'il n'était jusqu'à présent que « musulman ». L'accent est mis dans ce chapitre sur le rapport entre la signification intellectuelle et « un extrémisme qui confine l'islam dans un ensemble de formalisme réclame de l'homme musulman l'observance de certaines apparences sans liens avec la véritable religion, freinant le recours à la réflexion ».

Le texte préconise de « renforcer les disciplines religieuses en tant que matières essentielles dans les programmes d'enseignement, et de perfectionner les méthodes de celui-ci ». Il précise que cet objectif « exige sans doute la formation de cadres religieux connaissant parfaitement l'histoire de la civilisation et de la spiritualité de l'islam ». Le lien est fait ensuite progressivement entre l'islam et le socialisme, qui sont compatibles car ils partent tous les deux de la justice sociale, et parce que le socialisme choisi par l'Algérie « ne s'inspire pas d'une doctrine étrangère ».

Les quatre autres chapitres semblent assez proches, quant au fond, du texte de 1976, la forme ayant été elle, copieusement remaniée. Le fil conducteur reste les méfaits de la « colonisation en Algérie », qui « a revêtu une forme d'oppression absolue confinant au génocide ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Tunisie

M. Habib Bourguiba junior est relevé de ses fonctions de conseiller spécial du président

De notre correspondant

Tunis. - Le président Bourguiba a mis fin par décret aux fonctions de conseiller spécial auprès de lui qu'occupait son fils, M. Habib Bourguiba junior, a annoncé mardi 7 janvier le premier ministre, M. Mohamed Mzali, à l'issue d'un entretien avec le chef de l'Etat. M. Mzali n'a fourni aucune explication sur les raisons de cette décision, dont l'annonce a fait sensation dans les cercles politiques et diplomatiques. Le « monsieur » ainsi observé, ajouté à la sécheresse de la formulation généralement utilisée pour annoncer une disgrâce, va, à s'en pas douter, s'émouvoir encore un peu plus le flot des rumeurs qui, en toutes occasions, circulent à Tunis. Des motifs personnels - on est porté à le croire - ou des divergences d'ordre politique sont-ils la cause de ce départ ?

Le président Bourguiba, ayant nommé l'an passé un ministre directeur de son cabinet -

M. Mansour Skhiri, - a peut-être considéré que cette nouvelle fonction faisait en quelque sorte double emploi avec celle qu'exerçait M. Bourguiba junior, qui avait également rang de ministre. Le fils du chef de l'Etat est aussi président-directeur général de la Banque de développement économique de Tunisie. Peut-être n'a-t-on simplement décidé qu'il devait se consacrer davantage à cette tâche. Jusqu'ici, il employait une partie de ses matinées, comme aujourd'hui M. Skhiri, à assister aux audiences présidentielles.

Agé de cinquante-neuf ans, M. Bourguiba junior demeure, pour le moment du moins, membre du bureau politique du Parti socialiste destourien, la plus haute instance politique du pays, au sein de laquelle il siège depuis 1964. Il était conseiller spécial du chef de l'Etat depuis 1977, poste dont les attributions n'ont jamais été définies avec une grande précision.

MICHEL DEURÉ.

« Un peuple arabe et musulman »

La partie concernant la colonisation et la lutte du peuple algérien pour son indépendance n'apporte rien de nouveau par rapport au texte de 1976. En revanche, les jeunes Algériens liront avec intérêt ce qui concerne la période allant de 1920 à la proclamation du FLN. Bon nombre d'entre eux découvrirent, ce faisant, l'existence de l'Etoile nord-africaine, du Parti du peuple

CELIBATAIRES

Aimeriez-vous changer vos rencontres ?



La Presse vous dit comment :

«... Les International, équipe de graphologues et de psychologues... établit pour chaque candidat son profil psychologique...»

«... Cette étude psychologique vise à faire se rencontrer des gens qui soient suffisamment semblables pour se comprendre, mais qui devront être également suffisamment différents pour se compléter...»

LE QUOTIDIEN DU MÉDECIN

«... On cherche à ce que le coup de foudre se produise sur des bases sérieuses...»

LE FIGARO

«... Multiplier les possibilités de choix, infimes dans la vie courante...»

Claude Berthod

ELLE

«... Donner plus de chances aux générations futures en les aidant à réduire par des moyens scientifiques les risques d'erreurs...»

Anne de Villedieu

Obscur

Un progrès sur les rencontres de la vie courante.

Ion International

Institut de Psychologie fondé en 1950 - PARIS - BRUXELLES - GENÈVE

GRATUIT

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau"

M. Mlle

Prénom

Adresse

ION FRANCE (M 14 84, rue Saint-Lazare, 75008 PARIS - Tél. 01 47 57 70 80)

ION BELGIQUE (M 14 14) r. du M. aux Herbes 105, BP 21 - 1000 BRUXELLES - Tél. 511.74.30

ION SUISSE (M 14 14) r. Pictet, CP 263, 1211 GENÈVE 11 - Tél. 022 27.79.01

LOI DE FINANCES 1986 :

ON BOIT DU PETIT LAIT

L'année commence avec un avantage de 3000 à 3400F net d'impôts !

Question : Bonne nouvelle mais en quel honneur ?
Ticket Restaurant : Le niveau d'exonération de Ticket Restaurant est relevé à partir du 1^{er} janvier 86. Il passe de 12 à 15F par ticket.
Question : Combien le montant maxi par ticket ?
Ticket Restaurant : Ça passe de 24 à 30F.
Question : Pour moi, salarié, avantage de 3000 à 3400F net d'impôts et de charges sociales. Parfait ! Mais on n'est pas tout seul. Quel est l'avantage pour le patron ?

Ticket Restaurant : Il peut réaliser une économie de charges sociales de près de 1700F par an et par salarié.

Question : C'est tout ?

Ticket Restaurant : Votre employeur qui paie les charges sociales, vous dira que c'est pas mal ! De plus, pour les entreprises ayant déjà adopté Ticket Restaurant, c'est la bonne occasion de révaloriser un avantage social qui perd tous les ans, un peu de sa valeur. C'est appréciable !

Question : En somme, tout bien considéré, c'est une nouvelle intéressante pour tout le monde. On peut en bénéficier à partir de quand ?

Ticket Restaurant : Immédiatement ! Il suffit à votre employeur de prendre contact avec Ticket Restaurant 62, Avenue de Saxe - 75015 Paris. Tél. (1) 45.67.55.88. Téléc. 200.016.

Ticket Restaurant : la meilleure façon de déjeuner pour les entreprises de 1 à 10000 personnes.

ticket restaurant



une division ACCOR.

ALLOUROT/HUI

NICOLE BONNET.

politique

DEUX POINTS DE VUE SUR LA COHABITATION

La fin d'une époque

par HUGUES PORTELLI (*)

A tout point de vue, les élections législatives de mars prochain marqueront la fin d'une époque. L'introduction de la représentation proportionnelle ne fera qu'accentuer l'atomisation d'un système politique français où, après la rupture officielle entre communistes et socialistes en 1984, l'apparition du Front national en 1983, les deux blocs qui s'affrontaient depuis le début des années 70 ont voté en éclats.

Si la proportionnelle n'avait pas été introduite, cette dissolution des forces politiques aurait pu être partiellement masquée : elle n'aurait pu l'être longtemps à une opinion qui ne se désintéresse pas fortuitement du jeu politique.

Gaullisme

et union de la gauche

Les institutions de la V^e République reposent sur un alliage constitutionnel défectueux que tous les juristes ont souligné : la coexistence des majorités présidentielle et parlementaire, et le système ne fonctionne de façon satisfaisante qu'aussi longtemps que la coïncidence se maintient. Mais, pour qu'il en soit ainsi, il est nécessaire qu'une majorité solide et stable de l'électorat se manifeste.

Comme l'enseignait René Capitant, le triptyque corps électoral-président-parlement, le premier est déterminant, et seule sa cohésion permet l'harmonie des deux autres. Or, c'est le fondement de la V^e République, pour qu'une majorité à long terme se dégage dans le pays, il faut à la fois un système électoral qui le permette, un projet

politique capable de rassembler l'électorat au-delà de telle ou telle fraction de la classe politique, et un homme d'Etat capable de symboliser ce rassemblement.

Jusqu'à ce jour, seuls deux projets politiques ont tenté de répondre à cette nécessité. D'abord, bien évidemment, le gaullisme, mais aussi, à sa façon, l'union de la gauche.

Du premier, on sait comment, durablement atteint par mai 1968, il n'a réussi à survivre qu'en se muant en un bloc modéré qui resta majoritaire en absorbant la droite non gaulliste ; la longue décadence qui le caractérise depuis 1968 a atteint aujourd'hui un point de non-retour. D'un côté, les grandes thèses gaulliennes sont devenues le patrimoine indivis de la nation, de l'autre le mouvement gaulliste, par une cruelle ironie de l'histoire, s'est réduit à n'être qu'un parti, puisant certes, mais auquel s'appliquent parfaitement les critiques acerbes que le général de Gaulle adressait à l'esprit de « fraction » et dont le programme tourne le dos sur des points essentiels (politique étrangère, institutions, économie) aux idées maîtresses du gaullisme présidentiel de 1958 à 1969.

Quant à l'union de la gauche, qui niera qu'elle tenta, à sa manière, de « rassembler » dans le cadre des institutions de la V^e République, après les avoir combattus ? Même si l'union de la gauche se construisait d'abord contre la V^e République, elle n'a connu d'essor qu'avec l'acceptation des institutions, notamment du leadership présidentiel.

Son drame aura été double. D'abord de fonder son projet politique sur une idéologie qui s'est effondrée en deux temps : lorsqu'il a fallu la traduire en programme (la fameuse réactualisation du « pro-

gramme commun » de 1977, qui marque la vraie rupture PC-PS), et lorsqu'il a fallu la traduire en politique gouvernementale (les « rigueurs » successives conduisant à son abandon et à l'ultime rupture entre communistes et socialistes).

Ensuite d'accéder au pouvoir au moment où son projet politique était déjà en déclin : la victoire de 1981 est bien une « divine surprise », alors que dans l'opinion et l'intelligence, la culture dominante a bécoté l'effort gauchiste et que la gauche politique est définitivement divisée (la présence communiste au gouvernement n'abusera personne).

Il a suffi que la gauche fasse mine d'agir comme si elle rassemblait vraiment — en prenant des mesures qui nécessitent un large consensus, comme les nationalisations — pour que le décalage avec le pays apparaisse. Et, depuis 1982, ce décalage, comme la décadence de la gauche (idéologie, programme, capacité à gouverner, « affaires internes »), n'ont fait que s'accroître, au point d'aboutir au choix par le président de la République, afin de terminer coûte que coûte son mandat, d'une stratégie de division de la classe politique (par la proportionnelle) aux lieux et places de la fonction de rassemblement pour laquelle il avait été élu.

Un combat d'arrière-garde

Tout le discours sur la « cohabitation » en découle fort logiquement. La cohabitation n'est que le jeu des institutions, programmé par les leaders des deux rassemblements qui, dans les années passées, ont réuni la majorité du corps électoral, et qui aujourd'hui, sachant l'un et l'autre incapables de renouer avec cette vocation, veulent avant tout empêcher que ne se constitue un nouveau projet politique, et autour d'un homme d'Etat qui n'appartient ni à l'une ni à l'autre de leurs fractions.

La cohabitation se fonde sur la division, sanctionnée par la proportionnelle, et s'oppose à tout rassemblement du corps électoral.

Un tel combat d'arrière-garde peut permettre un temps de retarder l'échéance. Il n'empêchera sûrement pas la recomposition en cours de l'opinion d'aller à son terme institutionnel : celui d'élections présidentielles où le peuple souverain retrouvera le droit d'exprimer une volonté positive et majoritaire.

(*) Professeur de science politique à l'université Paris-X-Nanterre.

Démocratie « hard » ou « soft »

par Olivier DUHAMEL (*)

Sur la question dite de la cohabitation, la gauche est silencieuse et la droite divisée. On prête une grande attention aux petites phrases des uns et aux scénarios des autres, mais sans guère s'interroger sur les conceptions de la démocratie qui les sous-tendent. La cohabitation n'est guère traitée que comme jeu.

L'une des confusions du mot cohabitation vient de ce qu'on l'utilise pour décrire au moins deux choses différentes : d'un côté, la coexistence institutionnelle entre un président élu d'une coalition et une majorité parlementaire, formée de la coalition contraire ; de l'autre, la coopération politique entre le parti du président et les partis de l'opposition devenue majorité de l'Assemblée. Il devrait aller de soi que ces deux réalités n'ont aucun rapport obligé et sont clairement dissociées.

Supposons donc, ce qui est d'ailleurs le plus vraisemblable, qu'il ne soit pas question d'un gouvernement tripartite ou de troisième force, que le RPR et l'UDF gagnent nettement les élections du 16 mars et qu'ils constituent le futur gouvernement, le Parti socialiste étant alors dans l'opposition. Faut-il que le président démissionne à la suite de victoire de ses adversaires ? Faut-il qu'il achève le mandat pour lequel il a été élu ?

Raymond Barre soutient qu'il doit partir ; Valéry Giscard d'Estaing qu'on doit le garder. Avant de donner raison à l'un ou à l'autre, ou d'éviter de trancher en se lançant dans les prévisions et autres considérations savantes sur ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, peut-être faudrait-il préciser qu'à ces deux positions antagonistes correspondent deux conceptions différentes de la démocratie.

Le jacobino-bonapartisme de Barre

L'annual des qualifications est qu'il est difficile d'en choisir qui ne paraissent pas impliquer jugement de valeur. Telle n'est pourtant pas l'intention ici. Il n'y a rien de déshonorant à être jacobin et bonapartiste. Des personnes aussi estimables que le général de Gaulle ou René Capitant voyaient la V^e République avec ces yeux du jacobin, attaché au pouvoir du peuple, du bonapartiste, convaincu qu'il doit s'incarner dans un chef.

Dans cette vision, la démocratie se définit avant tout, sinon exclusivement, par la souveraineté du peuple, exprimée par le vote. La V^e République n'est une démocratie achevée que par la responsabilité du président

devant le corps électoral. En cela, elle est supérieure au régime américain lui-même, qui laisse le président trop indépendant du peuple durant l'exercice de son mandat.

Ainsi le président se doit d'accepter d'être renvoyé en cause lors des élections législatives. C'est lui qui a dirigé la politique de la France, c'est cette politique qui est jugée lors de l'élection des députés, c'est sa majorité qu'il souhaite voir confirmée. C'est donc lui qui est condamné en cas d'échec. Il ne peut que se retirer. Sinon, le démocratie subirait une dérive ultra-représentative dans laquelle le président perdrait un peu de son honneur, et le peuple beaucoup de son position.

Comme de Gaulle naguère. Barre va plus loin et reprend l'idée du référendum engagement de responsabilité présidentielle. Capitant l'estimait indispensable en cours de mandat. Barre l'annonce dès le lendemain de son élection à l'Elysée — ce qui est moins risqué, mais représente un premier pas vers la remise en vigueur du référendum gaullien.

Le démo-libéralisme de Giscard

Dans cette conception hard de la démocratie, le monarque ne saurait régner paisiblement entre deux élections présidentielles. Législatives et référendum interviennent en cours de mandat et peuvent toujours y mettre un terme. Le pouvoir repose sur l'unité majoritaire entre le président et sa majorité à l'Assemblée, fondement de la souveraineté relative, qui n'en seront que mieux assurées par cette dissolution politique entre président et Parlement.

Il appartient évidemment à chacun de choisir sa conception de la démocratie. La première peut sembler plus conforme à la tradition française, et plus brutalement majoritaire. La seconde paraît plus en harmonie avec les autres démocraties occidentales, où la question de la cohabitation ne se pose même pas. Mais l'on aimerait que ce choix soit discuté en lui-même, au lieu de le confondre avec d'autres qui n'ont guère de rapport et viennent obscurcir la réflexion (comme, par exemple, l'acceptation ou le refus de la bipolarisation entre droite et gauche), ou, pis encore, de les réduire à des calculs de pré-campagne présidentielle. Faute de quoi, la cohabitation, qui n'est pas le meilleur des mots, risque de devenir le pire des choses.

Chaque élection est laissée à sa place. Les législatives ne sauraient remettre en cause la présidence, puisque le président a été élu pour sept ans et que la Constitution ne prévoit nulle part la mise en jeu de sa responsabilité devant le peuple en cours de mandat. Le référendum plébiscitaire n'est pas davantage sou-

haitable — et pas davantage prévu par le texte de 1958. Aussi le référendum sera-t-il délaissé, sauf à pouvoir l'utiliser sans y lier son sort, ce qui n'est pas facile.

Si l'opposition d'hier devient majoritaire à l'Assemblée, le président ne doit pas partir pour autant, mais simplement l'inviter à gouverner et à appliquer la dernière volonté exprimée par le corps électoral. La démocratie sera alors respectée sans crise institutionnelle. La question des pouvoirs exacts que conserve le chef de l'Etat reste ouverte. En 1977, Giscard estimait que le président confronté à une majorité parlementaire hostile devrait continuer à remplir « deux fonctions. Il doit assurer le bon fonctionnement des institutions. Il est en même temps le protecteur des libertés des Français. Quelles que soient les circonstances, je serai donc le garant des institutions et le protecteur des libertés des Français » (1). En 1986, il voit le chef de l'Etat dépourvu de tout pouvoir, sauf du droit de dissolution. Ces petits ajustements, probablement inductibles lorsque l'on change d'emplacement par rapport au pouvoir, permettent d'entretenir les débats. Ils ne remettent pas vraiment en cause la conception d'ensemble de la démocratie.

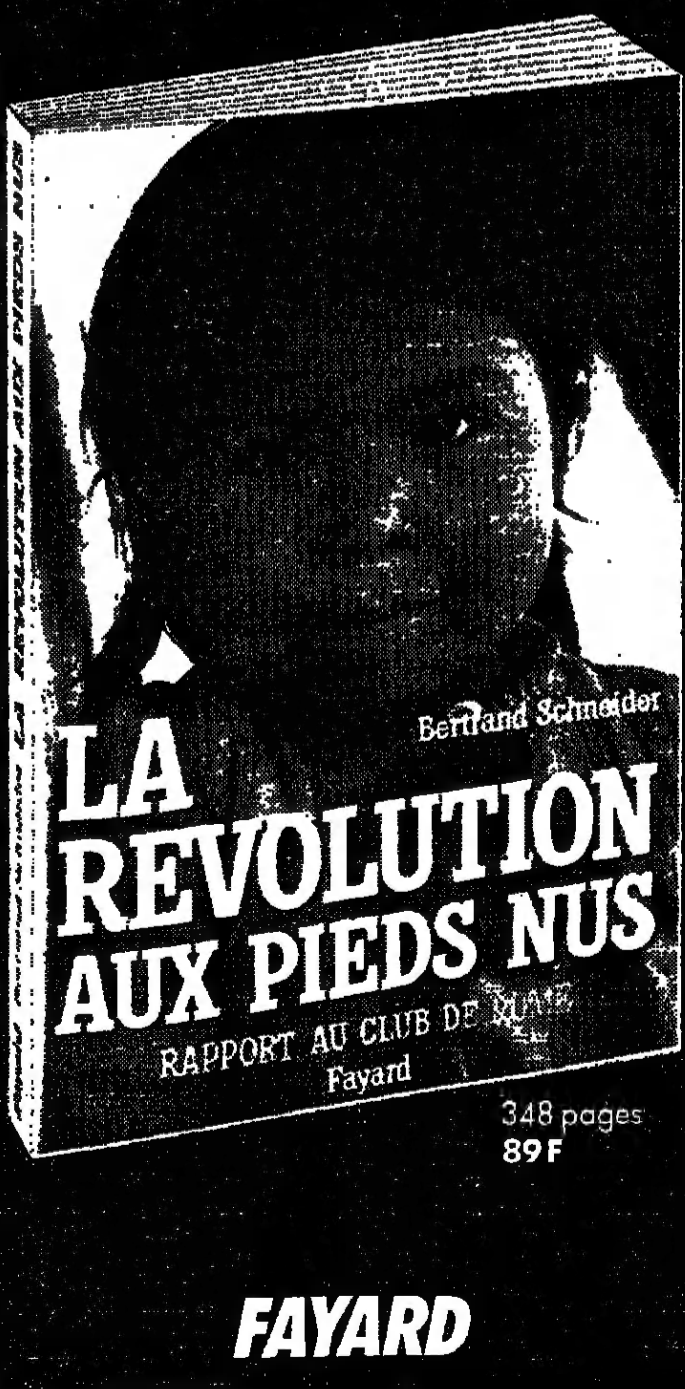
Le pouvoir du monarque varie inégalement selon que le corps électoral lui donne ou lui refuse sa majorité à l'Assemblée, mais le monarque ne doit pas être changé parce que la majorité des députés change. La démocratie implique d'ailleurs une certaine séparation des pouvoirs, et une doctrine de la souveraineté relative, qui n'en seront que mieux assurées par cette dissolution politique entre président et Parlement.

Il appartient évidemment à chacun de choisir sa conception de la démocratie. La première peut sembler plus conforme à la tradition française, et plus brutalement majoritaire. La seconde paraît plus en harmonie avec les autres démocraties occidentales, où la question de la cohabitation ne se pose même pas. Mais l'on aimerait que ce choix soit discuté en lui-même, au lieu de le confondre avec d'autres qui n'ont guère de rapport et viennent obscurcir la réflexion (comme, par exemple, l'acceptation ou le refus de la bipolarisation entre droite et gauche), ou, pis encore, de les réduire à des calculs de pré-campagne présidentielle. Faute de quoi, la cohabitation, qui n'est pas le meilleur des mots, risque de devenir le pire des choses.

(*) Professeur de droit public, directeur de la revue *Pouvoir*.

(1) Conférence de presse du 17 janvier 1977. *Le Monde* daté 19-20 janvier 1977.

Les deux milliards de paysans du Tiers Monde sont-ils condamnés irrémédiablement à la malnutrition, à la famine, à la mort ?



« Le Bal des dupes » ou l'instruction civique sans effort

Encore de la politique-fiction, dira-t-on. Oui, à ceci près que la politique-fiction s'apparente cette fois à la politique tout court. Non que les auteurs aient engagé le pari stupide de décrire à l'avance l'exacte vérité. Ils se sont attachés à brosser un tableau perfectionniste, crédible, minutieux, documenté, précis, jusque dans les dialogues et les comportements des hommes, de ce qui pourrait nous attendre au lendemain des élections législatives de 1986.

Fine dancœur, Alexis Liebert et Claude Weill, orchestrent leur *Bal des dupes* (1) de telle sorte que le lecteur, d'une page à l'autre, ne sera jamais tenté d'aller faire banquette. Jacques Chirac — deux fois en arrière — refuse de devenir premier ministre de François Mitterrand au lendemain de la victoire de l'opposition. Jacques Chaban-Delmas, toujours d'attaque, engage un furieux tour de piste, mais disparaît aussi vite, englué « dans le triangle des Bermudes » Barre-Giscard — Chirac. Valéry Giscard d'Estaing, premier ministre en attendant mieux, dansera donc la gigue pendant neuf mois et deux cents pages, jusqu'à extinction des feux par dissolution de l'Assemblée nationale.

Ils sont tous adroitement croqués. Raymond Barre, pour bien marquer tout l'intérêt qu'il porte aux interminables négociations sur la constitution du gouvernement, s'en va promener au Japon et en revient la moue plus désagréable que jamais. Jean-Marie Le Pen fait enfin rive en affirmant qu'il n'est pas « en

quête d'un marabout ». Et François Mitterrand plus impénétrable que nature se nourrit, au beau milieu des tempêtes, de la *Géographie universelle*, d'Élisée Reclus. Laurant Fabius peut enfin prononcer à l'Assemblée nationale des discours de gauche bien sentis, si bien que nul ne le compare plus à Valéry Giscard d'Estaing, lequel n'est plus au pays « quatre libérations » avant d'être ligoté par les ambitions de ses propres amis et l'estuaire du chef de l'Etat.

Complices en journalisme, Claude Weill et Alexis Liebert ont adopté une écriture simple, directe, limpide et rapide. Leur livre — que Jean-Pierre Chevènement pourrait avantageusement distribuer dans les écoles afin de parfaire sans effort l'instruction civique des petits Français — a des qualités didactiques. Les institutions y sont observées à la loupe, expliquées sans digressions savantes, exercices pratiques à l'appui.

Chez le même éditeur, le *Derrière Donné du président* va, sur le même sujet, de pair avec le premier (2). Si l'un fait dans le sérieux malgré la malice des auteurs, l'autre hâle entre la fiction réaliste et le roman débridé. Il y perd.

J.-Y. L.

(1) *Le Bal des dupes*, par Alexis Liebert et Claude Weill, Alain Moreau éditeur, 228 pages, 69 F.
(2) *Le Derrière Donné du président*, par Michel Chamard et Christian Duranta, Alain Moreau éditeur, 228 pages, 69 F.

● Le bureau de l'Association de la presse présidentielle a réélu à sa présidence M. René Maurits de la *Dépêche du Midi*, qui a été nommé en décembre chevalier de la Légion

d'honneur au titre du secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication. Le secrétaire général de l'Association M. Jean Favre de l'A.F.P.

M. Fabius repart en guerre...

(Suite de la première page.)

L'évolution de l'opinion pendant la première année de fonction de M. Fabius à l'Hôtel Matignon avait été fluctuante, la confiance diminuant jusqu'en décembre 1984 (47 % d'opinions positives, 37 % de négatives), puis remontant pour atteindre un sommet en avril 1985 (59 % contre 32 %), avant de baisser de nouveau. En juillet, le premier ministre retrouvait sa cote de décembre (47 %), mais avec, cette fois, 44 % d'opinions négatives. Ce retour à ce qui semblait être son « plancher » était la conséquence directe de son affrontement avec M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, pour la conduite de la campagne électorale, et de son échec, le président de la République n'ayant pas tranché le conflit en faveur de son premier ministre.

Dès cette époque, selon l'institut BVA (pour *Paris-Match*), le capital de confiance du chef de gouvernement, sur les deux axes qu'il s'était fixés — « moderniser » et « rassembler » — était en nette régression. En août 1984, déjà, les Français étaient plus nombreux à lui faire crédit sur le premier point (56 %) que sur le second (41 %), mais, onze mois plus tard, ces chiffres étaient tombés, respectivement, à 42 % et 29 %. Le thème de la modernisation restait relativement « payant », de façon cohérente avec la jeunesse et la compétence qui lui étaient reconnues, mais le potentiel proprement politique de M. Fabius, loin de s'être renforcé, était, au contraire, gravement entamé.

La comparaison de la cote d'avenir de M. Fabius avec celle de M. Michel Rocard est, à cet égard, éclairante, puisqu'une des missions imparties au premier ministre était de récupérer au bénéfice du pouvoir la faveur dont bénéficiait l'ancien rival de M. François Mitterrand dans l'opinion. Or M. Fabius n'est jamais parvenu à devancer

M. Rocard, même si le départ de ce dernier du gouvernement a créé un trouble qui a profité momentanément au premier ministre et explique, sans doute, le succès de celui-ci en avril 1985.

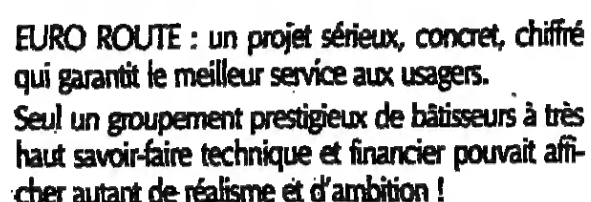
Favorisé, au départ, par le contraste avec son prédécesseur, M. Pierre Mauroy — usé par trois ans de gouvernement et atteint personnellement par la querelle scolaire — M. Fabius n'était pas encore parvenu à s'imposer comme un dirigeant politique d'avenir lorsque l'affaire Greenpeace est venue tester ses capacités d'homme d'Etat. Les péripéties fâcheuses de la fin de l'été laissaient, cependant, une chance au premier ministre de se rétablir, grâce à ses talents de communication, à l'occasion de son débat avec M. Chirac.

L'occasion a été manquée, et la tentative de M. Fabius pour s'affirmer en se démarquant de M. Mitterrand, lorsque celui-ci a reçu le général Jaruzelski, s'est inscrite au passif du premier ministre. Elle a contribué, paradoxalement, à renforcer, s'il était nécessaire, l'autorité du président, dont l'engagement dans la campagne électorale s'accompagnait d'un certain regain de confiance dans l'opinion.

PATRICK JARREAU.

● M. Léotard : mot d'ordre. — M. François Léotard, secrétaire général du PR, a lancé, mardi 7 janvier, un appel aux militants de son parti et aux « forces libérales » de l'opposition pour qu'elles « participent au combat de l'opposition, seule tâche qui compte ». Pour le député du Var, « le PR doit être le parti de la mobilisation ». « Dans les mois qui viennent, a-t-il ajouté, nous serons le petit tambour de l'opposition [et] le mot d'ordre doit être : tout le monde sur le pont ». Il a souhaité que, le 16 mars, la France devienne « majeure » et « adulte », le socialisme étant, selon lui, « la maladie infantile de la France ».

Au service de tous les usagers du lien fixe France-Angleterre.



EURO ROUTE: UN SYSTÈME OÙ RAIL ET ROUTE SONT INDÉPENDANTS.

■ Une autoroute ininterrompue pont/tunnel/pont de 37 km, doublée d'une liaison ferroviaire totalement indépendante.

Plus qu'un tunnel, mieux qu'un pont, EURO ROUTE cumule les avantages des deux systèmes.

■ Il offre une capacité double de celle de ses concurrents répondant ainsi aux besoins de l'Europe de demain.

**EURO ROUTE: LE MEILLEUR SERVICE A TOUS
LES USAGERS.**

- Liberté de choix: rail ou route.
- Sécurité assurée: 24 heures sur 24 par tous les temps.
- Rapidité: 30 minutes par autoroute.
- Simplicité: pas d'attente, pas de rupture de charge.
- Efficacité: la plus courte distance de traversée (37 km par autoroute).

■ Grâce à son double système rail/route, EURO ROUTE garantit la libre circulation, quoi qu'il arrive. Seul de tous les projets, il est soutenu par un grand nombre de transporteurs regroupés au sein de l'association "EURO ROUTE, Rail et Route".

EURO ROUTE: UN INVESTISSEMENT RENTABLE, LES TARIFS LES PLUS BAS.

■ **EURO ROUTE** est le seul projet dont les prix soient fermes et définitifs.

Son coût, (53 milliards de francs 85 maximum) sera couvert par l'appel aux marchés financiers internationaux, sans recours aux contribuables.

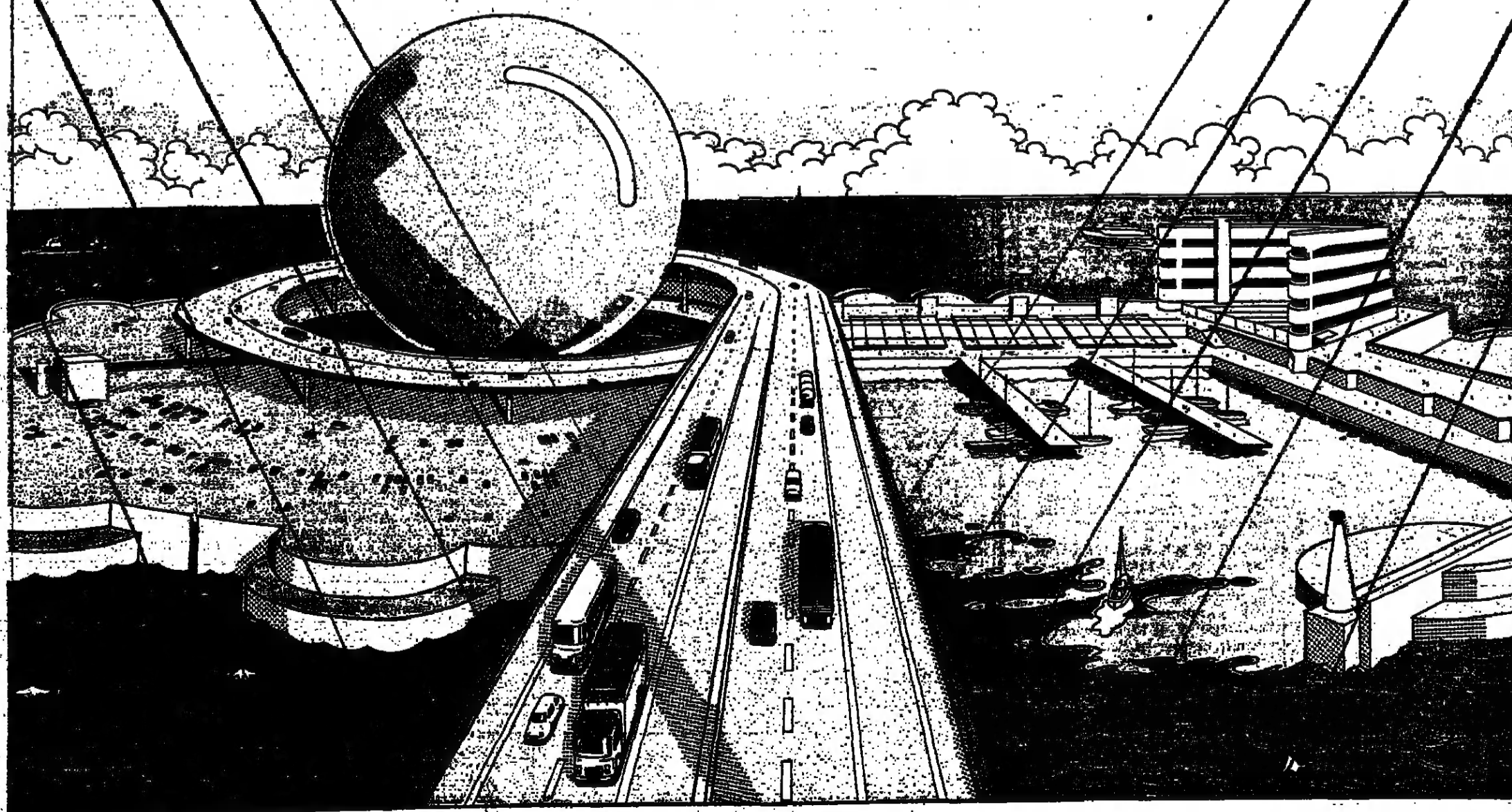
■ Grâce à des charges d'exploitation réduites, EURO ROUTE pourra offrir aux usagers les tarifs les plus compétitifs.

EURO ROUTE est le système le plus créateur d'emplois: 80 000 pour la France et l'Angleterre dont la moitié pour notre pays!

Une chance à ne pas laisser passer...

Pour la France: **ALSTHOM, BANQUE PARIBAS, CGE, GTM ENTREPOSE, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE** et **USINOR** en sont les maîtres d'œuvre.
Ce sont les bâtisseurs d'ambition.

EURO ROUTE



PATRICK JARREAU

Léotard : mon d'ordre -
 Léotard, secrétaire
 du PR, a lancé, mardi 11
 appel aux militants de
 forces libérales, et
 pour qu'elles participent
 de l'opposition
 qui compte. Pour
 Var, le PR doit être
 la mobilisation, a-t-il
 que viennent, a-t-il
 le petit tandem de
 [et] le mot d'ordre du
 le monde sur la France
 le 16 mars, la France
 majeure - et adulte -
 étant, selon lui, le
 de la France.

POLITIQUE

SITUATIONS 86

Amorce de scission au MRG

Plusieurs dirigeants de fédérations du Mouvement des radicaux de gauche viennent de rendre public leur décision de créer une association : Renouveau radical et républicain (RRR), que préside M. Bernard Charles, député du Lot. Ce dernier, qui a reçu le soutien de sa fédération départementale provoquant ainsi la démission de M. Maurice Faure de ses fonctions de président de la fédération, refuse l'application de l'accord signé en novembre dernier entre le PS et le MRG qui prévoit la constitution d'une liste unique conduite pour les législatives par M. Martin Malvy (PS), secrétaire d'Etat chargé de l'énergie, et pour les régionales par M. Charles.

Le bureau national du RRR qui assure, dans une déclaration du 3 janvier, regrouper trente fédéra-

tions et avoir reçu plusieurs demandes d'affiliation émanant de divers clubs et associations, comprend des personnalités comme MM. Alain Dutoya, vice-président du conseil régional d'Aquitaine, qui menace de constituer une liste pour les législatives dans les Landes, ou M. Jean Girardon, qui envisage lui aussi de mener une liste législative dans son département de Saône-et-Loire bien que l'accord PS-MRG ne les y autorise ni l'un ni l'autre.

Si le RRR regroupe un certain nombre de responsables hostiles aux termes de l'accord PS-MRG, il se propose aussi de réfléchir « à la façon de donner un sens et un contenu au radicalisme ». Cet objectif peut apparaître comme l'indice d'une possible tentative - ou tentation - scissionniste. - A. Ch.

A GAUCHE

Tentative de regroupement alternatif

« Face à la droite et à ses extrêmes, une alternative à la politique menée depuis 1981 est nécessaire... et possible ! » Tel est le titre d'un « appel » signé par des responsables de plusieurs organisations d'extrême gauche et des intellectuels qui a été présenté, mardi 7 janvier à Paris, au cours d'une conférence de presse (le Monde daté 5-6 janvier 1986).

Parmi les signataires, figurent notamment M. Alain Krivine, responsable de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui n'a finalement pas passé d'accord électoral avec Lutte ouvrière (LO) ; M. Jean-Claude Le Sornet, secrétaire national du PSU ; M. Pierre Bauby, secrétaire politique du Parti pour une alternative communiste (PAC, ex PCML), M. Bernard Dréano, membre de la direction de la Fédération

de la gauche alternative (FGA), ainsi que MM. Claude Bourdet, Robert Davesies, Félix Guattari, Albert Jaquard, Robert Lafont, Michel Leiris, Gérard Molina, Daniel Richter, Pierre Vidal-Naquet et le Père Jean Cardonnel. Le texte dont ils sont les cosignataires entend soutenir « tous les mouvements, associations et militants à la recherche d'une autre façon de faire la politique, pluraliste, créative et ouverte, à la recherche d'une alternative d'ensemble à la crise ».

Cet « appel », qui se veut « une caisse de résonance » et non la création d'un « cartel d'organisations », met en exergue le plein emploi et l'opposition à la politique d'austérité, l'égalité des droits et l'antiracisme, la défense de l'environnement, le non-alignement, le droit à l'indépendance des DOM-TOM et le « désarmement, en particulier du nucléaire ».

Des lieux de débats baptisés « collectifs » ont été créés dans treize départements autour de ces thèmes par des adhérents d'extrême gauche, des écologistes, des syndicalistes et des militants associatifs. Ces regroupements devraient présenter une quinzaine de listes aux élections régionales de mars prochain et quelques-unes aux législatives, notamment en Seine-Saint-Denis, sous la conduite d'un écologiste, M. Alain Lipietz.

GARD : le RPR exclut le maire du Grau-du-Roi, allié de M. Bousquet

M. Jean Bousquet, maire (sans étiquette) de Nîmes, investi par l'UDF pour conduire la campagne des élections de mars dans le Gard, vient de former ses listes, baptisées « On y va ». Le PDG de Cacharel dirige la liste des candidats aux élections législatives, qui comprend, au quatrième rang, M. Olivier Lapiere, adjoint au maire de Saint-Gilles, président des Clubs 89 du département, et, au quinzième rang, M. Jean Agot, conseiller municipal de Nîmes, tous deux membres du RPR. C'est aussi un membre du RPR, M. Etienne Mourut, maire du Grau-du-Roi, qui dirige la liste pour les élections régionales.

La présence de trois membres du RPR sur les listes de M. Bousquet a été aussitôt dénoncée par M. Jacques Toubon, secrétaire général du mouvement. M. Toubon a indiqué que « ne peuvent plus, à quelque titre que ce soit, se réclamer du RPR ou s'exprimer en son nom » et qu'il engageait « une procédure d'exclusion définitive » à leur encontre. M. Toubon a critiqué particulièrement le maire du Grau-du-Roi, qui s'est allié avec M. Bousquet « malgré un appel personnel de Jacques Chirac lui demandant de ne pas créer l'irréparable ».

Le RPR a investi, pour sa part, comme têtes de liste dans le Gard, pour les élections législatives, son secrétaire fédéral, M. Alain Boule, adjoint au maire de Nîmes, privé de sa délégation par M. Bousquet l'été dernier, et, pour les élections régionales, M. Francine Gomez, membre du Parti républicain, PDG de Waterman. L'UDF n'a pas encore fait connaître son attitude vis-à-vis de M. Gomez. Les listes complètes du RPR doivent être rendues publiques vers le 15 janvier, et M. Chirac viendra soutenir leur campagne dans le département.

OISE : deux socialistes se retirent de la compétition

(De notre correspondant.)

Beauvais. - La constitution des listes socialistes dans l'Oise ne se fait pas sans remous. Pour les législatives, d'abord, M. Jean-Pierre Braine, député sortant (Saint-Just-en-Chaussée), qui devait partir en quatrième position derrière MM. Jean Anciant, Roland Florian et Guy Vadeplid, également députés sortants, a fait savoir qu'il se retirait.

Cet été, les militants du courant A (mitterrandiste) du département avaient placé en deuxième position, mais les instances nationales du PS imposèrent un recadrage, M. Florian. En septembre, la fédération du PS de l'Oise écartait donc la liste suivante : 1. M. Anciant ; 2. M. Florian ; 3. M. Braine ; 4. M. Vadeplid. Mais, le 10 novembre, sans aucune explication, ces mêmes instances nationales rétrogradèrent M. Braine à la quatrième place, lui préférant M. Vadeplid.

« Personne n'a été consulté », s'insurge aujourd'hui le député de Saint-Just-en-Chaussée. « J'ai écrit à Lionel Jospin et les militants de ma circonscription se sont mobilisés en ma faveur... Nous avons été reçus fin novembre par Popere. Celui-ci a été assez évasif, mais il a semblé nous comprendre. Cependant, il n'a rien pu faire ».

M. Jean-Pierre Braine est d'autant plus déçu qu'il estimait être le seul député socialiste qui avait une chance d'être réélu dans le cadre d'élections législatives au scrutin majoritaire. Il rappelle d'autre part qu'il avait été le seul homme politique de l'Oise à avoir battu M. Robert Hersant aux cantonales de 1973 à Saint-Just-en-Chaussée.

La crispation est également sensible en ce qui concerne les élections régionales. Les négociations avec le MRG n'ayant pas abouti, l'expresident du conseil général de l'Oise, M. Henri Bonan, a préféré lui aussi se retirer de la liste PS. Une façon pour lui de ne pas abandonner M. Raymond Laffoley (MRG) dont la voix avait permis à la gauche d'obtenir la majorité au conseil général et à M. Bonan de devenir président.

Ph. L.

M. FRÉDÉRIC-DUPONT NE SERA PLUS DÉPUTÉ

M. Edouard Frédéric-Dupont, membre du CNIP, député de Paris (septième arrondissement), vient d'indiquer qu'il ne serait pas candidat à la liste du Front national à Paris où il devait figurer en deuxième position derrière M. Jean-Marie Le Pen. Il précise qu'il sera cependant membre du comité de soutien du Rassemblement national. M. Frédéric-Dupont, qui a été récemment souffrant, avance des raisons de santé pour expliquer son retrait.

Né en 1902, il a été élu pour la première fois en 1933 conseiller municipal de Paris et en 1936 député du septième arrondissement.

M. Le Pen indésirable en Suisse

De notre correspondant

Berne. - M. Jean-Marie Le Pen n'alimente pas seulement la polémique en France. Il dérange aussi en Suisse, du moins à chaque fois qu'il est convié à s'exprimer sur le territoire de la confédération. En novembre 1984, déjà, divers incidents et des protestations avaient marqué son passage à Lausanne et dans le Valais. En mars dernier, les autorités du canton de Genève lui avaient retiré l'autorisation de prendre la parole par crainte de troubles de l'ordre public. Maintenant, c'est la participation du chef de file de l'extrême droite française à un débat télévisé qui suscite de nouveaux remous.

Jusqu'au dernier moment, des incertitudes avaient plané sur le maintien de l'émission « Le défi » dont M. Le Pen devait être la vedette ce mercredi 8 janvier. Finalement, la direction de la Télévision suisse romande a annoncé que la confrontation se déroulerait en direct comme prévu, mais que le président du Front national interviendrait en duplex d'un studio parisien et non sur le plateau à Genève.

Cette formule tient compte des objections exprimées par le gouvernement cantonal genevois. Initialement programmée pour le 27 novembre, l'émission avait déjà été reportée en raison de la proximité des élections régionales. Cette fois-ci, les autorités de Genève avaient menacé d'appliquer à M. Le Pen un arrêté fédéral de 1948 soumettant à autorisation tout orateur étranger s'exprimant sur un thème politique lors d'une réunion

privée. Or aucune démarche en ce sens n'aurait été entreprise en faveur de M. Le Pen, et le gouvernement genevois craignait des incidents, les syndicats ayant appelé à manifester contre sa présence.

L'attitude des autorités du canton de Genève a été ressentie par la direction de la télévision suisse romande comme « une ingérence inacceptable » dans la réalisation d'une émission. C'est la première fois au cours de trente années que cette disposition est utilisée contre la télévision. « Jamais nous n'avons demandé d'autorisation de parole pour nos hôtes et jamais nous n'en demanderons », a déclaré son directeur, qui a rappelé que la télévision suisse avait pris soin d'inviter des personnalités politiques de toutes tendances. Interrogé par le journal suisse suisse, M. Le Pen n'a évidemment pas manqué de se dire « choqué » par la réaction du gouvernement genevois, qu'il a mise « sur la compte de milieux subversifs ».

Les syndicats et les organisations humanitaires n'en ont pas moins décidé de maintenir la manifestation prévue au moment de la diffusion de l'émission. D'après un sondage réalisé par le journal la Suisse, la majorité des habitants des cantons de langue française seraient hostiles à la venue du président du Front national à Genève. Enfin, la section helvétique de la LICRA a invité les téléspectateurs à boycotter l'émission et à exprimer leur désapprobation en allumant une bougie à leur fenêtre.

J.-C. B.

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Ukeiwé « n'accepte pas » que M. Joxe vienne à Nouméa

M. Pierre Joxe doit commencer le vendredi 10 janvier un voyage de huit jours dans les trois territoires de la République. Après une escale en Polynésie et à Wallis-et-Futuna, le ministre de l'Intérieur se rendra en Nouvelle-Calédonie, où il envisage de séjourner quatre jours.

De retour à Nouméa, après avoir passé les fêtes de fin d'année en métropole, M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR, président du Congrès du territoire, s'est

vivement opposé, mardi 7 janvier, à cette visite : « La venue du ministre de l'Intérieur en Nouvelle-Calédonie serait une très grosse erreur, et il l'a déclaré. C'est une provocation à l'égard des Calédoniens. Nous ne voulons pas dans ce territoire la venue d'un ministre qui n'a plus de légitimité. Nous n'accepterons pas que M. Joxe vienne. Sa visite pourrait faire l'objet d'incidents graves ».

« Resserrer les boulons »

Dans son « rapport au président de la République » (le Monde daté 17-18 novembre), M. Edgard Pisani avait insisté sur la nécessité de poursuivre la mise en œuvre de son plan pour la Nouvelle-Calédonie « avec méthode et acharnement ». Cette directive solennelle s'adressait à la postérité en général mais aussi, plus particulièrement, au haut commissaire de la République en poste à Nouméa, M. Fernand Wibaux, ancien ambassadeur à Beyrouth. Celui-ci avait en effet donné, jusqu'alors, l'impression de soutenir sans modération les orientations du ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie.

Avec la bénédiction de M. François Mitterrand, M. Pisani avait donc balisé la mission du délégué local du gouvernement. Et après avoir pris le relais, fin novembre, M. Pierre Joxe avait aussitôt affirmé sa volonté de marcher sur les traces de M. Pisani : « Il faut maintenant donner aux régions les moyens de fonctionner et de développer la vie démocratique afin de permettre à tous les habitants de la Nouvelle-Calédonie, quelle que soit leur origine ethnique ou culturelle, de définir pas à pas un mode de vie démocratique à la fois la violence et l'exclusion », déclarait-il le 2 décembre devant l'Assemblée nationale. « Tel est notre but et nous chercherons à l'atteindre avec détermination ». Comme le ministre de l'Intérieur aime enfoncer lui-même les clous lorsque c'est nécessaire, M. Joxe va se rendre à Nouméa pour vérifier si la réforme régionale entre en application au rythme voulu par le pouvoir exécutif et le Parlement. Histoire, au besoin, de « resserrer », au passage, quelques « boulons ».

Ses services, renforcés par plusieurs des anciens conseillers techniques de M. Pisani, ont, pour leur part, fait diligence. Neuf des quatorze décrets à prendre pour faire entrer dans les faits les nouvelles dispositions législatives ont déjà été publiés au Journal officiel. Trois l'ont été dès le 29 décembre. Ils ont fixé les règles de formation des assesseurs du tribunal du travail en Nouvelle-Calédonie, précisé le fonctionnement du fonds spécial créé pour financer le développement économique du territoire, modifié les limites territoriales des quatre subdivisions administratives afin que celles-ci coïncident avec les nouvelles régions.

Six autres décrets sont parus au Journal officiel du 5 janvier. Ils modifient la composition des collèges électoraux de la chambre d'agriculture, de la chambre des métiers, de la chambre de commerce et d'industrie de la Nouvelle-Calédonie, afin d'assurer une meilleure représentation des zones de brousse dans ces organismes professionnels ; ils fixent les règles de fonctionnement du centre de formation du personnel administratif du territoire, cette sorte d'ENA calédonienne instituée par le nouveau statut. Les décrets d'application des ordonnances qu'il s'agit de mettre en œuvre visent à faciliter la promotion des Mélanésiens dans la fonction publique ; ils fixent les statuts-types des sociétés coopératives d'exploita-

Financé par l'Etat et la Ville

UN INSTITUT DU JUDAÏSME VA ÊTRE CRÉÉ À PARIS

Le Mois du judaïsme, organisé à l'initiative du peintre et écrivain Marek Halter, par le Centre Rachi (centre universitaire d'études juives) et l'université Paris-I (voir le supplément « le Monde aujourd'hui » dans le Monde daté 5-6 janvier), a été ouvert, le mardi 7 janvier, au Centre Rachi, en présence de MM. Alain Pober, président du Sénat, Louis Mermat, président de l'Assemblée nationale, de plusieurs ministres (MM. Gaston Defferre, Jack Lang, M. Catherine Lalumière et M. Roger-Gérard Schwartzberg), du grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, et de M. Théo Klein, président du CRIF, ainsi que de l'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovadia Soffer, de MM. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, Jean Tiberi député (RPR), adjoint au maire de Paris, et Lionel Stoléru (UDF).

M. Lang a annoncé à cette occasion la signature prochaine entre l'Etat et la Ville de Paris, d'une convention sur la création d'un institut du judaïsme. Cet institut, qui sera financé pour moitié par l'Etat, sera installé dans l'hôtel de Saint-Aignan, dans le Marais, bâtiments mis à disposition par la Ville. Cet accord est l'aboutissement d'un souhait ancien de la communauté juive et de discussions qui avaient commencé sous le septennat précédent entre l'Etat, la Ville de Paris et les représentants de la communauté.

EURE : crise municipale à Louviers

(De notre correspondant.)

Evreux. - La crise municipale de Louviers (Eure) vient de connaître un nouvel épisode avec la démission de M. Odile Proust (maire RPR depuis 1983) et de quinze de ses adjoints. Dans une déclaration, M. Proust déplore que ses adversaires (dix dissidents RPR, UDF et sans étiquette) n'aient pas pris les devants : « Mais puisqu'ils ne l'ont pas fait, c'est nous qui partons ». Elle annonce cependant qu'elle se présentera à nouveau.

Le conseil municipal de Louviers comprend trente-trois membres : vingt-cinq représentants de l'opposition, deux socialistes, un communiste et cinq membres des comités d'action de la gauche.

C'est une question de personnes qui a ouvert les hostilités. L'adjoint à l'information (RPR) a dénoncé l'attitude autoritaire de M. Proust, lui reprochant de ne pas faire confiance à ses collaborateurs. Le maire a réagi en retirant leur délégation aux adjoints dissidents.

Une nouvelle étape fut franchie début 1985 avec le refus du budget primitif, les dissidents faisant cause commune avec la gauche (dix-huit voix contre quinze). A la veille de Noël, par seize voix contre quinze (deux absents n'ayant pas donné de pouvoir), l'assemblée municipale a une nouvelle fois mis en minorité M. Proust.

Après la démission de M. Proust et de ses amis, on s'oriente vers des élections. Seront-elles complémentaires (pour seize postes) ou totales ? Le Parti socialiste se propose pour des élections générales, qui pourraient avoir lieu fin février.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA MEDECINE AU FUTUR

Envoyer 33 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 130 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

PRIX SPECIAUX JANVIER

DES EXEMPLES :

COSTUME pure laine	1975 F	1300 F
BLAZER pure laine	1390 F	950 F
PANTALON 60% laine		
40% polyester	480 F	325 F
PULL-OVER laine d'agneau	395 F	295 F
fabriqué en Ecosse		
CHAUSSURES semelle cuir	625 F	450 F

MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris

مکان ارجل

POLITIQUE

LA REPRISE DU « PROGRÈS » ET DE « L'UNION » PAR LE GROUPE HERSANT

Riposte judiciaire du gouvernement

Les premières décisions judiciaires visant le rachat du groupe Le Progrès par M. Robert Hersant ont été prises par le gouvernement. Dans la soirée du mardi 7 janvier, le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication a indiqué dans un communiqué mis au point avec les services du garde des sceaux et ceux du premier ministre qu'il avait « satisfait la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, qui est chargée de veiller à l'application de la loi du 23 octobre 1984 visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse ».

Celle-ci, présidée par M. Henri Caillavet, doit se réunir le 9 janvier dans la matinée, afin d'étudier le rachat du Progrès par M. Robert Hersant et la décision du tribunal de commerce de Reims de confier la location-gérance de l'Union de Reims à son fils Philippe.

« D'autre part, indique le communiqué du secrétaire d'Etat, le parquet de Paris a requis ce jour l'ouverture d'une information pour

infraction à l'article 15 de la loi du 23 octobre 1984 qui fait obligation, sous peine de sanctions pénales, de déclarer préalablement à la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse toute cession ou acquisition de propriété ou de contrôle d'une entreprise éditant un quotidien. Les poursuites visent toutes les personnes ayant participé à l'opération. M. Claude Grélier, juge d'instruction, a été désigné pour instruire ces faits ».

En l'occurrence, seul M. Jean-Charles Lignel pourra être entendu. M. Robert Hersant bénéficie de son immunité de parlementaire européen. Cependant, le garde des sceaux, M. Robert Badinter, a déclaré le 5 janvier sur TF 1 lors de l'émission « Sept sur sept » que la justice française demanderait la levée de cette immunité.

Enfin, le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication a précisé que « la désignation de Robert Hersant comme président de la société éditrice du Progrès et du Progrès SA apparaissent comme la

conséquence d'opérations illicites, le parquet de Paris demande, par voie de référé, au président du tribunal de commerce de Paris, la désignation d'un administrateur provisoire pour les sociétés propriétaires et exploitantes du groupe ».

Cette action au civil n'a pas à tenir compte du statut de parlementaire de M. Hersant, le tribunal se prononçant sur le caractère licite de l'opération.

Outre ce tir groupé en provenance du gouvernement, l'Association des usagers de l'information Interpelle la presse, dont le siège est à Grenoble, a assigné, mardi 7 janvier, MM. Jean-Charles Lignel, Robert Hersant, André Audinat et Jean Caburet (ces trois derniers étant les nouveaux responsables du Progrès) à comparaître (le 31 janvier) devant le tribunal correctionnel de Lyon pour non-respect des seuils de diffusion des quotidiens nationaux et régionaux fixés par la loi du 23 octobre 1984. L'association a également saisi le juge des référés de Lyon d'une demande d'expulsion des surplis du Progrès pour « occupa-

tion illégale » et réclame 50 000 francs de dommages-intérêts.

Ni le Figaro, ni France-Soir, ni le Progrès à Lyon ne donnent d'information, ce mercredi 8 janvier, sur les poursuites judiciaires engagées par le gouvernement et annoncées mardi 7 : en revanche, le Dauphiné libéré, Lyon matin et le Journal quotidien Rhône-Alpes, trois autres journaux du groupe de M. Hersant distribués à Lyon, donnent cette information.

M. CAILLAVET : « NOUS ALLONS STATUER TRÈS VITE »

« Nous allons statuer très vite sur le le Progrès de Lyon et l'Union de Reims, nous a déclaré M. Henri Caillavet, président de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse. Nous allons constater pour le Progrès que la déclaration préalable à toute transaction concernant une entreprise de presse n'a pas été faite : il est donc vraisemblable que la commission, constatant cette irrégularité de la procédure, en informe le parquet et en avertisse M. Jean-Charles Lignel et Robert Hersant. Quant au pluralisme, M. Hersant est déjà en infraction. En ce qui concerne la transparence, la commission a déjà préparé un questionnaire portant sur les capitaux qui ont servi à monter l'opération financière du Progrès : quel est le montage, quels sont les prête-noms, les sociétés écrans, les débiteurs, etc. Si nous statuons dans un délai très bref sur ce point, le tribunal pourra lui aussi en prendre acte et statuer très vite ».

Quant à la reprise en location-gérance par M. Philippe Hersant de l'Union de Reims (l'édition du quotidien champion de ce mercredi 8 janvier indique dans son « ours » que M. Philippe Hersant est « directeur de la publication »), la commission Caillavet donnera également son avis. Elle devra notamment préciser, en regard de l'avis déjà rendu contre M. Philippe Hersant concernant le pluralisme, si la location-gérance est « un artifice de droit ou une novation par rapport au plan présenté antérieurement par le fils de M. Robert Hersant ». Les avis de la commission Caillavet à propos de ces deux journaux passés récemment sous le contrôle du groupe Hersant devraient être connus jeudi.

Le livre qui a déjà "troublé" 200 000 Français

Matignon comme si vous y étiez ou presque. Télérama

La gauche au pouvoir vue de l'intérieur. La Croix

Le portrait au vitriol de quelques-uns des hauts dignitaires du régime. Le Monde

Il raconte avec humour et en détail la comédie du pouvoir. Le Nouvel Observateur

Une décapante liberté de ton (...) un véritable "polar" politique. Le Point

Apprenez dans ce livre comment nous sommes gouvernés. Actual

Un livre impitoyable. Paris Match

Les hommes politiques y sont croqués sans fard. Le Nouvel Economiste

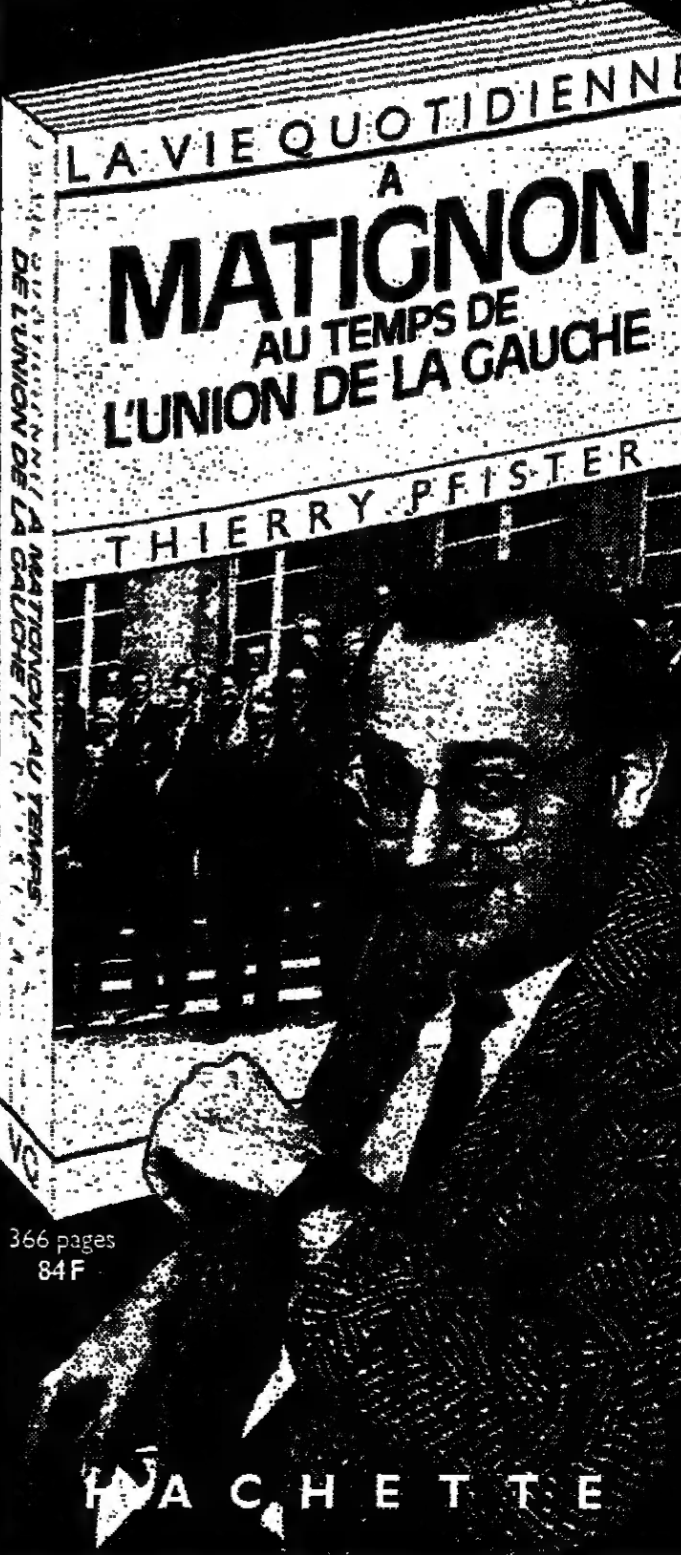
Enfin un livre politique qui se lit avec plaisir. Libération

Thierry Pfister vient de lancer, sans en avoir l'air, un incroyable brûlot. Le Figaro

L'homme par lequel le scandale arrive s'appelle Thierry Pfister. Le Matin

L'auteur égratigne méchamment toute une brochette de vedettes du Parti Socialiste. Le Canard Enchaîné

Bref, si vous voulez vous livrer au trouble plaisir des commentaires acides, lisez Pfister, mais prévoyez des pincettes... L'Unité



NOUVELLES RÉACTIONS

« M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, a exprimé le souhait « qu'on arrive à un vrai pluralisme qui ne repose pas sur l'intervention de la puissance publique, et qui soit simplement la fixation de règles de concurrence évitant une trop forte concentration dans un domaine précis ». Toutefois, a-t-il ajouté, « si la loi qui a fait voter M. Léotard s'appliquait à ce cas-là, le Progrès disparaîtrait ».

« M. Philippe Meistre, député UDF de la Vendée, ancien directeur du cabinet de M. Raymond Barre et PDG de Presse-Océan (groupe Hersant) : « Il y a un groupe de presse qui s'est rendu acquiescent à un journal qui était en péril (...) Un certain nombre d'hommes et de femmes se trouvent en danger si M. Hersant n'était pas intervenu ».

« La Fédération de la Marne du Parti socialiste a condamné « avec vigueur » l'installation de M. Philippe Hersant à la tête de l'Union de Reims. Le PS marne est aussi l'un des douze associés propriétaires du quotidien régional.

Appel à la grève des journalistes

De notre correspondant

Lyon. — Les syndicats de journalistes CFDT et SNJ du Dauphiné libéré et du Progrès appellent à la grève pour un jour, à compter du jeudi 9 janvier à 8 heures, afin de défendre le « droit d'informer », estimant que la démocratie est menacée depuis le rachat du Progrès de Lyon par M. Robert Hersant.

Le mot d'ordre de grève prend place à la date même où la commission Caillavet pour la transparence et le pluralisme de la presse doit évoquer pour la première fois l'affaire Lignel-Hersant. Il est vraisemblable toutefois que ce mouvement social — le premier lancé simultanément dans les deux tiers au moins depuis 1975 — n'empêchera pas, vendredi matin, la parution des journaux lyonnais et grenoblois. En effet, si elle condamne l'opération de rachat du Progrès par M. Hersant et demande une enquête sur la pro-

vince des fonds utilisés, la CGT (ouvriers, cadres, techniciens et journalistes) a finalement résolu, mardi 7 janvier, à Lyon, de ne pas s'associer à l'arrêt de travail prévu par les organisations de journalistes CFDT et SNJ.

Séparés sur le principe de la grève, les différents syndicats se retrouvent sur un constat incriminant à mots couverts ou explicitement les pouvoirs publics de n'avoir pas su s'opposer à la politique d'expansion du groupe Hersant. « Ceux qui se déclarent aujourd'hui surpris doivent d'abord prendre conscience de leur responsabilité », estime CFDT et SNJ. « Nous prenons acte de la déclaration d'intention des pouvoirs publics [visant à l'annulation de la transaction] en espérant qu'elle ne restera pas lettre morte », déclare la CGT, tandis que la commission Caillavet et le Parlement « prétendent défendre de la liberté de la presse ». G.B.

POINT DE VUE

L'échec de la gauche

La gauche aborde finalement les législatives avec un bilan catastrophique : un nombre de pluralisme dans la presse écrite. Le meilleur allié d'Hersant étant le pouvoir lui-même qui, en se voulant trop habile, a systématiquement eu pour ligne de conduite d'appliquer le principe, bien connu : pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué.

Faire simple, c'était avant tout laisser agir la justice. Mais les magistrats dire le Droit.

Les principales organisations de journalistes avaient, en 1977, porté l'affaire devant les tribunaux. L'ordonnance du 26 août 1944 interdisant à une même personne d'être propriétaire de plusieurs journaux quotidiens, inculqué en 1978, Robert Hersant adopta le moyen de défense suivant : le loi dit « une même personne ne peut posséder... » sans préciser s'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale. L'ordonnance ne concerne que des personnes physiques, déclare M. Hersant. Un particulier n'a par conséquent pas le droit de posséder plusieurs quotidiens mais une société commerciale peut parfaitement le faire. Ce qui est soutenu « une ébauche juridique et historique : le général de Gaulle et le Conseil national de la Résistance n'entendaient pas donner un privilège exorbitant aux sociétés financières (1).

Une thèse aussi audacieuse a bien peu de chances d'être entendue par les tribunaux. Robert Hersant et ses conseillers le savent fort bien. Aussi ont-ils multiplié les moyens dilatoires pour retarder ou éviter au « pape » et à ses prête-noms de comparaître devant le tribunal correctionnel.

Depuis huit ans, les diverses tentatives de justice d'instruction, ont d'appel, Cour de cassation — ont été amenées à rejeter d'innombrables recours déposés uniquement pour freiner la procédure.

Pour sa part, la Cour suprême, avant même que le jugement soit intervenu, a, ce qui est sans exemple dans l'histoire judiciaire, repoussé trois pourvois successifs.

On aurait pu penser que l'arrivée de la gauche au pouvoir aurait accéléré le procès de la justice. Il n'en fut rien. La première acte du garde des sceaux fut au contraire de tenter d'inscrire dans la loi d'amnistie du 4 août 1981 les infractions à l'ordonnance du 26 août 1944.

Cette tentative échoua uniquement grâce à la réaction indignée du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. En mars 1985, les derniers recours étant épuisés, le juge d'instruction, M. Claude Grélier, a communiqué le dossier au parquet pour règlement, cette formalité précédant le renvoi devant le tribunal correctionnel. Le juge d'instruction est libre de suivre ou non l'avis donné par le parquet sur la suite à donner à l'affaire. Mais le parquet n'en a pas moins un pouvoir redoutable : le magistrat instructeur ne peut prendre aucune ordonnance de clôture tant que le procureur de la République ne lui a pas retourné le dossier avec ses réquisitions.

On aurait pu penser que dans une affaire aussi importante et dans laquelle se sont impliqués des députés à paralyser la marche de la justice, le parquet aurait eu à cœur de faire diligence et à tout le moins de respecter les impératifs de la loi, l'article 175 du code de procédure pénale précisant que le procureur « doit adresser ses réquisitions au juge d'instruction dans les trois jours au plus tard ». Il n'en fut rien. Ce magistrat garda le silence. M. Robert Hersant mit à profit ce mutisme pour introduire un nouveau recours. L'immunité dont il bénéficie en tant que député européen interdit, déclare-t-il, de le faire comparaître en correctionnelle. Le juge d'instruction refusa cette prétention, car il est de jurisprudence constante que l'immunité ne peut être invoquée lorsque l'inculpation est antérieure à l'élection. Sur appel de l'inculpé, le chambre d'accusation doit se prononcer dans le courant de ce mois, et, selon toute vraisemblance, rejeter à son tour le recours d'Hersant qui n'attend que cela pour faire un pourvoi en cassation. Ce qui le mènera jusqu'après les élections, où, devenu député de l'Oise, il pourra invoquer, à tort, sa qualité de député dans les trois jours au plus tard. Le parquet invoque maintenant ce nouveau recours pour justifier son inaction.

Même les esprits les moins prévenus sont obligés de convenir qu'est pour le moins troublante cette inaction du procureur de la République à un moment décisif de la procédure. Si ce magistrat avait répondu en temps utile, l'instruction aurait pu être définitivement close, et tout nouveau recours était rendu impossible.

Tout s'est passé comme si l'on s'était répété les rôles. L'activisme procédurier de l'inculpé s'est opposé au bon sens du juge d'instruction, il y a eu ou bien faute lourde par négligence ou bien volonté délibérée de bloquer définitivement la marche de la justice. Ce qui incite les organisations de journalistes à considérer qu'elles sont victimes d'un véritable déni de justice, déni réprimé par l'article 185 du code pénal.

Les Français, en leur qualité d'électeurs, sont directement concernés par ce procès. Il met, en effet, en lumière la conception que l'on se fait de la fonction du député, qui est essentiellement utilitaire. L'immunité parlementaire a signifié impunité et constitue un moyen de se mettre au-dessus de la loi. En 1982, un des inculpés a prétendu qu'il ne pouvait être inculpé puisqu'il était député de la Somme. Il ne fut pas suivi dans son raisonnement par le magistrat instructeur, la Cour d'appel et la Cour de cassation, mais cette argumentation spéculative permit à elle seule de gagner plus d'un an.

Si quelques parlementaires européens ont été invoqués par M. Hersant aussi bien dans le procès intenté par les syndicats de journalistes que comme parade dans les affaires actuelles du Progrès de Lyon et de l'Union de Reims. En réalité, cette immunité n'est pas. Dans un cas, il ne peut en bénéficier car il a été inculpé en 1978 et a été élu en 1984. Dans l'autre, le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes en date du 8 avril 1965 stipule que l'immunité ne peut être invoquée en cas de flagrant délit. Or, le flagrant délit ne fait aucun doute, l'intéressé proclamant lui-même qu'il s'est délibérément placé dans l'illégalité. La vérité est plus glorieuse : la cause des journalistes a été délibérément sacrifiée dans la perspective d'un accord avec l'inculpé, le journal France-Soir étant cédé à des amis de la gauche. Mais même ce troc n'a pas été réalisé. Ce qui fait que l'Elysée a perdu sur tous les tableaux.

DENIS PERIER-DAVILLE
(Secrétaire général de la Fédération française des sociétés de journalistes).

(1) Voir le Monde des 22 octobre 1982 et 29 mars 1983.

« Une sorte d'hypertrophie du moi... »

Les dévorantes ambitions de Robert Hersant ne sont pas, dans l'histoire de la presse, sans précédents : par exemple, Jules Sauvevin, dans ses souvenirs Mémoires (1), évoque quelques « papivores » du début du siècle, et d'abord le redoutable Bureau Varilla, son patron au Métro, qui finit par l'acculer à la démission en exigeant qu'il ne citât jamais le nom d'Armand Briand dans ses articles.

« J'avais eu sous les yeux bien des exemples, écrit-il, de ce qu'un homme peut produire sur une cervelle humaine le pouvoir gigantesque dont dispose le directeur d'un grand journal. Une sorte d'hypertrophie du moi qui avait fait germer dans l'âme de Varilla une ambition sans borne ; et, surtout, que quelque un se mettait en travers de ses plans, une sorte de sauvegarde apparaît en lui qui ne connaissait ni pudeur ni contrainte. Il voulait devenir avec profit un bienfaiteur de l'humanité en exploitant des panacées médicales et contraignait ses collaborateurs à quelques minutes de marche sur la pointe des pieds chaque matin.

« Le parfumeur Coty, fondateur de l'Ami du peuple, en était arrivé à vouloir conquérir le pouvoir en France. Lord Rothcliffe, directeur du Times de Londres, sombre dans une sorte de démence. Son frère lord Rothemann, directeur du Daily Mail, rêvait de régner sur le Hongrie. Gordon Bennett, directeur du New York Herald, était capable des excentricités les plus incongrues : il avait obtenu que son reporter Stanhope couchât à Hambourg dans un lit où venait de mourir un cholérique pour démontrer que le choléra n'était pas contagieux... »

« Ces hommes étaient arrivés à leur position élevée par des qualités réelles. Ils avaient le sens aigu de ce qui peut intéresser et séduire le public et le goût des entreprises audacieuses. Malheureusement, ils furent grisés par l'immensité de leur pouvoir. »

(1) Trente ans à la « une », par Jules Sauvevin, préface de Pierre Lazareff, Plon, 1962.

par l'Etat et la Ville

INSTITUT
JUDAÏSME
CRÉE A PARIS

Le judaïsme, organisé à la peinture et à l'écriture, par le Centre Raché, Université d'études universitaires Paris-1 (voir le 10/11).

Le Monde

Le Centre Raché, en présence d'Alain Poirer, président de l'Association nationale, de M. Roger-Gérard (voir le 10/11), du grand rabbin M. René Samuel Sirat, de M. Klein, président de la Ligue de l'enseignement, de M. Ovidio Sol, de M. Jospin, premier ministre, de M. Tiberi, député, et au maire de Paris, M. Duret (UDF).

Le Centre Raché, en présence d'Alain Poirer, président de l'Association nationale, de M. Roger-Gérard (voir le 10/11), du grand rabbin M. René Samuel Sirat, de M. Klein, président de la Ligue de l'enseignement, de M. Ovidio Sol, de M. Jospin, premier ministre, de M. Tiberi, député, et au maire de Paris, M. Duret (UDF).

pas »
humée

à cette visite : « La... en Nouvelle... erreur, a-t-il... de l'égard des... ce territoire la... de légitimité. Ne... vienne. Sa vie... graves. »

sur la constitution... en grande partie... des mesures...

decrets doivent être... 14 janvier en conseil... en principe, se... tard. Si le calendrier... ministère de l'intérieur... tous les décrets d'ap... auront été pris...

central a subi... disposition des... population, d'un 29... assistance humaine et... indispensable pour... Réunions. Chaque pri... s'est notamment... disposition des fonction... catégorie A. Chaque... dispose également... à leur rétro.

« Hier, il ne manque... en tout la place Beaura... des quatre régions... a reçu une dotation de... de 1 million de... le tiers du budget des... communes et une con... de 25 millions de... développement écono... pour les besoins de... Bref, M. Josep... place que le nouveau... peut corriger... et, surtout, à évi... d'un changement... nationale dans... certains domaines... à attirer les pieds, vers... cette réforme complexe... d'horizon.

ALAIN ROLLAT.

libérés — La loi... concernant la Nouvelle... (le Monde du 2 janvier)... mardi 7 janvier, a... du territoire, et du... été immédiatement... application de ce ten... doit être prochain...

volés. — Cinq... et quatre... de mise à l'or... 4 ou dimanche... d'un cargo de... CGM, dans le... Le bateau... mais il n'a été... lundi. Le vol a eu lieu... matériel, destiné à la... se trouvent... sans se... de cargo.

Le Monde EDUCATION

Quand les filles apprennent l'électronique

Le lycée technique Branly de Boulogne-sur-Mer et le lycée de Liévin attirent les visiteurs de marque. En moins de deux mois, deux personnalités politiques, le ministre des Droits de la femme, M^{me} Yvette Roudy, et le secrétaire d'Etat chargé des enseignements techniques et technologiques, M. Roland Carraz, leur ont rendu visite. Un honneur dû à leur esprit d'innovation en ce qui concerne la réorientation des jeunes filles vers des filières d'avenir telles l'électronique (F2) et l'électrotechnique (F3).

Depuis 1983, le lycée de Liévin possède une classe de première F2 accueillant vingt-quatre élèves dont la moitié de filles recrutées, alors qu'elles étaient au chômage ou engagées dans des voies sans débouchés. Et le lycée Branly a ouvert en 1984 une classe de seconde réservée aux jeunes filles mal orientées pour les

Dans les lycées de Boulogne-sur-Mer et de Liévin on accueille des jeunes filles dans des formations habituellement réservées aux garçons, comme l'électronique et l'électrotechnique.

sections industrielles les plus performantes sont entièrement masculines, alors que les sections tertiaires, souvent moins porteuses d'emplois, sont très féminisées. En 1984, il y avait 1,9 % de jeunes filles préparant un BTS mécanique automatique et 3,1 % un BTS électronique. Or la France a besoin de diplômées scientifiques et techniques. Pourquoi donc ne pas essayer de stimuler des vocations féminines ? « Considérant que la transformation économique et technologique du pays nécessite une meilleure prise en compte du potentiel intellectuel et professionnel que représentent

Celles-ci étant rarissimes en technique industrielle — préparation la plus logique pour les F2 — le proviseur du lycée, M. Michel Boitel, a convoqué toutes les élèves de son établissement pour leur expliquer son projet : accueillir celles qui désirent apprendre l'électronique, quelle que soit leur formation d'origine, pour qu'elles aient le niveau d'une première ; une lettre a également été envoyée aux parents.

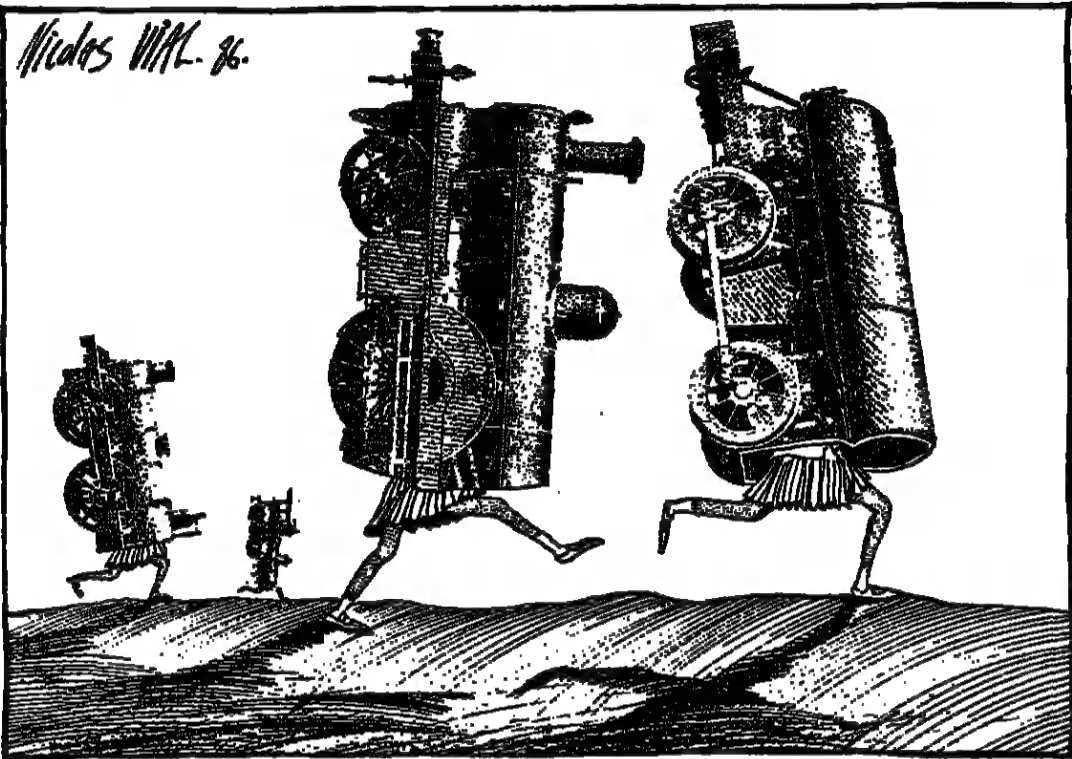
Treize d'entre elles ont été retenues : deux venaient d'une seconde technique industrielle ; deux d'une seconde sciences et

suite elles rejoignent les garçons. Le recrutement, organisé par le centre d'information et d'orientation, visait surtout des jeunes filles n'ayant pas de place en première d'adaptation (G1, G2, G3), ou ne trouvant pas d'emplois.

Là aussi les résultats de cette première promotion ont été très irréguliers, et il faudra attendre quelques années pour tirer un enseignement définitif. Déjà cependant les enseignants unanimement reconnaissent à leurs élèves une grande maturité, et une immense volonté de bien faire et d'apprendre. Les handicaps se révèlent aussi nombreux que ceux d'origine. En général ce sont surtout les mathématiques et le dessin industriel qui soulèvent des difficultés... Les filles auraient en effet plus de difficultés que les garçons à percevoir l'espace et les responsables d'ateliers se plaignent de la pauvreté de leur vocabulaire en ce qui concerne les outils ou le bricolage.

A Boulogne, les enseignants ont constaté que les jeunes filles éprouvaient quelques problèmes lorsqu'elles se retrouvaient parmi les garçons en première. Préservées et « chouchoutées » pendant un an, elles sont déconcertées quand elles ne font plus l'objet d'attentions. Un mal qui devrait bien vite trouver remède...

CHRISTIANE CHOMBEAU.



préparer à entrer l'année suivante en première F2 ou F3.

Ces initiatives, chaudement encouragées par le recteur de l'époque, M. Claude Durand-Prinborgne, actuellement directeur des enseignements au ministère de l'Éducation nationale, correspondent aux efforts du gouvernement depuis 1982 pour élargir le champ de formation et les secteurs d'activités des femmes.

La répartition des filles est en effet très inégale selon les spécialités professionnelles. Dans le cycle court, elles représentent 86,5 % des effectifs du secteur tertiaire (plus de 90 % dans le secrétariat, le commerce et les soins personnels) et 16,5 % du secteur secondaire (essentiellement textile et habillement). Dans l'enseignement long, ce sont les sections littéraires et économiques qui les attirent le plus. En revanche, elles sont très peu nombreuses dans l'enseignement technique long industriel (moins de 12 %).

Cette tendance s'amplifie dans les formations supérieures : les

jeunes filles », le ministre de l'Éducation nationale et celui des Droits de la femme ont signé une convention, le 20 décembre 1984, dans laquelle ils font « de l'amélioration de l'orientation, de la formation et de l'insertion professionnelle des jeunes filles » un de leurs « objectifs prioritaires ».

Le 5 novembre 1985, ils ont installé dans chaque académie un ou (une) « chargé de mission » qui devra proposer un programme d'activités annuelles allant dans ce sens et rendre compte régulièrement des progrès accomplis.

Mise à niveau

Mais, à Liévin comme à Boulogne-sur-Mer, on n'a pas attendu ces décisions pour aller de l'avant, et chacun des établissements a mis en place des structures originales et différentes. A Liévin, on a ouvert une classe de première électronique dans laquelle pour moitié les effectifs seraient réservés aux jeunes filles,

techniques de laboratoire ; trois d'une seconde d'initiation économique et sociale ; trois étaient titulaires d'un BEP ; deux venaient d'une terminale A et G1 ; une venait d'obtenir un baccalauréat A.

Des cours de soutien et des préparations spécifiques ont été mis en place. Deux ont abandonné en chemin, et quelques-unes ont redoublé une classe, mais deux au moins préparent actuellement un BTS. Un bon résultat, estime-t-on dans l'établissement, pour cette première fournée de filles qui, après tout, ont essuyé les piliers. Aujourd'hui, c'est avec enthousiasme que toutes participent aux « campagnes » d'information organisées par leur lycée pour stimuler les vocations et faire comprendre à leurs camarades que les filles peuvent également réussir dans l'électronique.

A Boulogne, a été créée une seconde préparant à une première F2, mais aussi à une première F3. A la mixité on a préféré une classe de filles seulement — du moins pour la seconde, car par la

● **ENJEUX SCOLAIRES.** Les Actes de ce colloque par Ecole et Société, les revues *Esprit*, *Intervention*, *Politique* aujourd'hui, *Projet*, *Raison* présente et par l'université de Paris-III, et dont nous avons rendu compte dans *Le Monde* du 21 mai 1985 (« Entre Jean-Jacques Rousseau et Jules Ferry »), viennent de paraître. On y trouve notamment les interventions de Jacques Delors, Marcel Gauchet, Françoise Mayeur, Evry Schatzman, Paul Thibaud. Diffusé par Le Seuil, cet ouvrage est en vente en librairie ou par correspondance à Ecole et Société, 16, rue Laplace, 94110 Arcueil (103 p., 50 F).

LIVRE

La fièvre pédagogique des psychanalystes

Si le livre que publient Mireille Cifali et Jeanne Moll sous le titre *Pédagogie et psychanalyse* est une utile, c'est d'abord de nous rappeler que la pédagogie fut la première discipline à avoir été sérieusement investie par Freud, Adler, Ferenczi, Reich, sans oublier, à Zurich, le brave pasteur Pfister. Témoin des effets nocifs d'une éducation coercitive qui ignorait la sexualité infantile et réprimait les pulsions, les premiers psychanalystes se posèrent en défenseurs de l'enfant, qu'ils voulaient, selon le mot d'Otto Rank, « protéger de tous les maux considérés jusqu'à présent comme inévitables ou inéluctables ».

C'est dans cet esprit de croisade que fut créée, en 1926, la *Revue de pédagogie psychanalytique*, éditée à Berlin et à Zurich, qui, pendant onze années, s'attaqua à une conception rétrograde de l'éducation en traitant, avec la plus grande liberté, aussi bien des carences de l'institution scolaire, de l'évolution dynamique du psychisme humain, de l'obéissance, de la sexualité que des vertus éducatives des contes de fées. Souvent réédités en Allemagne, ces textes n'étaient pas connus en France. Mireille Cifali et Jeanne Moll ont sélectionné une vingtaine, signés notamment de Wilhelm Reich, Fritz Redl, Siegfried Bernfeld, Imre Hermann, August

Aichhorn, Editha Stern. Avec le recul, on les lira comme des témoignages passionnants de cette fièvre pédagogique qui saisit la psychanalyse lorsqu'elle aspirait encore à troubler le sommeil du monde.

Je recommanderai tout spécialement l'article de Wilhelm Reich, « Les parents comme éducateurs », où, à partir de l'exemple d'une petite fille dont le père est proche des milieux psychanalytiques, Reich montre comment les sentiments de haine contre l'enfant s'insinuent inévitablement dans les soins qui lui sont prodigués. Il ne s'agit hélas pas de connaître la théorie pour agir correctement : « Tous les conflits réprimés tels que l'ambition avortée, l'insatisfaction sexuelle, les querelles de ménage, en un mot, tout ce qui fait partie de l'inventaire d'une névrose, se répercutent sur l'enfant à travers l'éducation ».

Peut-être, suggère encore W. Reich, un des motifs essentiels de la compulsion à éduquer vient-elle de l'ambition insatisfaite des parents... alors que la meilleure solution serait de laisser la vie elle-même créer les formes d'éducation qui lui sont nécessaires.

ROLAND JACCARD.

* *Pédagogie et psychanalyse*, de Mireille Cifali et Jeanne Moll. Dunod, Coll. « Sciences de l'éducation », 250 p., 130 F.

L'ombre du sénateur McCarthy

« *L* a gauche est si petite aux États-Unis qu'on a du mal à la trouver », déclarait un jour George McGovern, chef de file de l'aile libérale du Parti démocrate et candidat malheureux à la Maison-Blanche. Mais, selon le groupe Accuracy in Academia (AIA), « dix mille professeurs marxistes imposent leurs vues aux étudiants américains ».

Sans grand succès, semble-t-il, quand on constate l'évolution des étudiants contestataires dans les années 60, aujourd'hui dépolitisés dans leur grande majorité et beaucoup plus préoccupés de leur carrière que d'idéologie. Ici et là cependant, dans quelques campus, de petits foyers d'agitation subsistent, tandis qu'un certain nombre d'enseignants maintiennent leurs convictions « libérales » (de gauche pour employer leur terminologie).

L'AIA se propose justement d'extirper ces dernières mauvaises herbes. L'organisation créée l'été dernier par un conservateur militant, Reed Irvine, ne se préoccupe pas tant de l'exactitude (*accuracy*) ou de la partialité de l'enseignement universitaire que de décoder les professeurs « libéraux » en mesure de compromettre intellectuellement la jeunesse. Auparavant, Irvine avait créé Accuracy in Media, dont l'objet était de détecter les tendances à gauche des journalistes. Ce mouvement avait patronné et financé partiellement le procès malheureux en diffamation engagé par le général Westmoreland contre la chaîne de télévision CBS.

Mais l'AIA est allé trop loin. Le groupe a recruté des étudiants volontaires chargés de surveiller les professeurs et de rapporter leurs déviations subversives. Ainsi, d'après son directeur, environ deux cents étudiants sont répartis dans cent soixante collèges et universités pour jouer les indicateurs et pratiquer une sorte « d'espionnage idéologique », selon la formule d'un professeur de Chicago. Jusqu'à présent, les résultats sont modestes, puisque, de son propre aveu, l'AIA n'a relevé que six cas de subversion idéologique active. Sa cible préférée est un professeur de

Un mouvement s'est créé aux États-Unis pour chasser les professeurs « marxistes » des universités. Mais même les conservateurs trouvent que cette chasse aux sorcières rappelle de trop mauvais souvenirs.

sciences politiques de l'université de l'Arizona, accusé de mener une campagne trop forte contre la guerre nucléaire... Selon un informateur anonyme, il aurait même dit un jour que « la menace de l'Union soviétique était insignifiante par rapport aux visées impérialistes des États-Unis ».

Le professeur ne voit tenu de telles paroles impies, tout en soulignant qu'il avait le droit d'exprimer son opinion. D'autre part, selon un étudiant de l'université Yale qui « espionne » pour l'hebdomadaire *New Republic* infiltré dans l'AIA, le directeur de ce groupe affirme avoir une liste de mille professeurs « commies » (abréviation familière pour désigner les communistes). Comment l'a-t-il établie ? En relevant les noms des professeurs ayant participé à des manifestations de protestation contre la politique américaine en Amérique centrale.

« Dangereuse et perverse... »

Il était inévitable que le zèle de l'AIA provoque de fortes réactions hostiles de la part des universitaires. Mais la droite politique, et plus particulièrement les néo-conservateurs, sur laquelle l'AIA pensait pouvoir s'appuyer, a réagi non moins vigoureusement. Ce groupement embarrassé par ses excès risque de discréditer les néo-conservateurs. Ces anciens hommes de gauche qui ont renié leur passé libéral mènent avec la foi du converti le bon combat contre les libéraux, accusés de faire le jeu des communistes.

Ils ont jugé nécessaire de prendre leurs distances. Pour le mini-

tre de l'éducation, l'AIA est une « mauvaise idée ». Pour l'Institut des problèmes éducatifs, créé par le professeur Kristol, un des leaders du néo-conservatisme, qui distribue 150 000 dollars par an à une quarantaine de publications universitaires orientées à droite, les activités de l'AIA pourraient empêcher le débat universitaire. Midge Decter, qui dirige le Comité pour le monde libre, estime également « dangereuse et perverse » l'action de l'AIA et met en garde contre le danger de créer un délit d'opinion. Elle n'en pense pas moins que la gauche libérale, qui, dans les années 60, était un foyer « d'anti-américanisme stupide et irresponsable », maintient son emprise dans les universités.

Selon l'*Economist* de Londres, les groupes conservateurs sont particulièrement actifs et aident financièrement les étudiants orientés à droite. Ainsi, le Parti républicain distribue 100 000 dollars par an à l'organisation Colleges Republicans, qui disposerait de 200 000 dollars spécialement pour rallier de nouveaux électeurs étudiants. D'autres fondations financées par des industries sont également disposées à financer des programmes de conférence. Par comparaison, les activités du parti et des organisations démocrates dans les universités apparaissent insignifiantes.

Malgré le dédain affiché à son égard par ces maîtres à penser, l'AIA est optimiste : « Nous ne manquons pas de volonté », a dit son directeur, et l'attitude stérile des professeurs ne nous fera pas reculer. Dans un an ou deux, notre activité sera acceptée comme légitime. » Pour les croisés du néo-conservatisme, l'action de l'AIA dessert autant leur cause que celle du sénateur McCarthy, dans le passé, embarrassa les militants de l'anticommunisme. Mais des groupes et, des fondations ne manquent pas pour aider financièrement l'AIA, à condition que cette organisation corrige ses excès, repense son activité et abandonne des pratiques rappelant trop les mauvais souvenirs de maccarthysme.

HENRI PIERRE.

E.G.P. Ecole de Gestion de Paris

SÉMINAIRES PROFESSIONNELS

Gestion Financière, Comptabilité, Fiscalité (3 mois) et préparation au D.E.C.S.

Informations - Inscriptions

3, impasse Royer-Collard, 75005 Paris (métro Luxembourg)
Tél. : (1) 46 34 66 06

Association d'éducation à but non lucratif - Établissement Libre d'Enseignement Supérieur

IL NE FICHE RIEN. QUE FAIRE ?

L'arsenal des remèdes pour affronter le retard scolaire de ses enfants

Le Monde L'Éducation

NUMÉRO DE JANVIER EN VENTE PARTOUT

مكتبة النور

SPORTS

RUGBY

Un XV dans le désordre

Les sélectionneurs de la fédération de rugby ont concocté le XV de France le plus bisonnien qui soit sorti de la Cité d'Antin depuis longtemps pour disputer le 11 janvier le premier match du Tournoi des cinq nations contre l'Ecosse.

Ainsi Daniel Dubroca, sans doute le meilleur pilier du championnat, est improvisé pour la circonstance. Et, pour peu plus les choses, on a cousu sur les épaules de ce gaillard, plutôt timide en match international, les couleurs de capitaine. Cela fait deux pour 1986 : Bernard Herro, le talonneur de métier, qu'on sur le banc des remplaçants, et le camarade du club Jérôme Gallion, qu'on a trouvé trop talentueux pour en faire un capitaine.



Tamanrasset. - Ce n'était pas un mirage ! Après une journée de traversée du Hoggar par les pistes escarpées des gorges de l'arak, à l'ouest de la Transsaharienne, Tamanrasset est apparue au creux d'un cirque montagneux. Dernière étape avant l'Afrique ou le paradis du Sahara, la métropole du Touareg algérien, toujours rêver les voyageurs, est le parfum d'aventure s'estompant peu à peu d'une villégiature grande comme deux fois et demie la France, dans les vallées peuplées de quelques dizaines de milliers d'habitants. Tamanrasset se situe à l'extrémité ouest de l'Algérie, mais on ne collabore pas toujours en parfaite harmonie avec les Touaregs.

C'est dans une tente improvisée que les hommes bleus, les plus en plus sédentarisés, ont installé leur campement. Ils font partie d'une équipe de secours qui est venue en France pour les secours aux pilotes de l'armée de l'air. Ils ont été envoyés en France pour les secours aux pilotes de l'armée de l'air. Ils ont été envoyés en France pour les secours aux pilotes de l'armée de l'air.

Au milieu de la mêlée

L'originalité des hommes bleus réside surtout dans la participation au rallye de Jean-Claude Olivier, leur directeur général, qui a été élu directeur général de la compétition. Il a été élu directeur général de la compétition. Il a été élu directeur général de la compétition.

La japonaise et l'« homme bleu »

Tamanrasset. - C'était presque une journée de récupération programmée mardi 7 janvier. D'abord, jeudi, le Ténéré. La boucle de 390 kilomètres à partir de Tamanrasset, avec comme point de départ l'Assekrem (2 728 mètres), jusqu'à l'ermitage du Père de Foucauld, a pourtant provoqué les plus gros dégâts depuis le départ du Rallye Paris - Alger - Dakar. En cassant sa boîte de vitesses, tout comme son coéquipier écossais Andrew Cowan, Patrick Zanardi (Mitsubishi Pajero) y a perdu sa première place au classement au profit de Jean-Pierre Gabreau (Range Rover). Pierre Lartigue (Lada) s'est offert un « tonneau » en rattrapant Jacky Ickx (Porsche 968).

Changement de leader aussi chez les motards, où le Belge Guy Huynen (Yamaha Ténéré) cède sa place à l'italien Andrea Balbani (Honda). Le Belge Gaston Rahier (BMW) a perdu près d'une heure après trois chutes et une panne d'embrayage. L'étape a aussi été marquée par l'accident de l'hélicoptère d'Antoine 2 au sommet de l'Assekrem. Le pilote et ses quatre passagers sont miraculeusement sortis indemnes.

Longtemps, il a commencé à importer les deux-roues japonais, le plus en plus sédentarisés, ont installé leur campement. Ils font partie d'une équipe de secours qui est venue en France pour les secours aux pilotes de l'armée de l'air.

importateur. Il n'est pas venu investir dans un matériel spécial pour le Dakar.

Sonauto a dû développer la monocylindre de la « Ténéré », qui représente, avec douze mille unités en 1985, le modèle le plus vendu, toutes marques et tous modèles confondus. Les mécaniciens français ont aussi mis au point le moteur d'une 750 de chez qui a déjà été utilisé par Christian Sarron au Bol d'Or. - Cette année, je fais l'impression que mes chances sont meilleures, dit le directeur de Sonauto. Je ne sais pas si c'est la nouvelle technologie pour Yamaha ou diversifier.

« Bol » en plein désert

Jean-Claude Olivier attendait avec impatience le Ténéré, où sa moto la plus rapide de la course, pourrait pleinement s'exprimer. « Je n'ai plus peur de faire du moto en France, dit-il, j'ai trop de grands espaces. Le désert est un territoire perpétuel, et le motard est tellement attentif qu'il photographie absolument tout ».

Une fois d'attention lui a permis de se concentrer sur le sable, après un superbe « soleil » à l'arrivée de l'étape d'In-Salah. Depuis, une alimentation en essence a été ratée sans que les pilotes n'aient pu y remédier. Le pilote a été tué avec seulement les ligaments du bras gauche écrasés, grâce à multiples protections qu'il porte : prothèse qui longe la colonne vertébrale, pare-pierres sur le bras, les bras, coudières, jambières complètes qui englobent le bras et le genou. Ce qui a dit au directeur général de Sonauto-Yamaha : « Heureusement que je suis le motard le mieux protégé du Dakar ! ».

● **BOXE :** Ancien journaliste de boxe, Rodolfo Sabbatini, qui est devenu promoteur de boxe en 1964, a été élu directeur de la boxe à Paris. Il a été élu directeur de la boxe à Paris. Il a été élu directeur de la boxe à Paris.

ESPACE

Rendez-vous manqués

Le départ de Columbia vient d'être ajourné pour la cinquième fois. De reports en reports (le 11 décembre), le lancement de la navette spatiale, prévu pour le 18 décembre, a finalement été fixé au lundi 8 janvier. Mais, ce jour-là, à cause de la dégradation d'une valve dans le circuit de carburant des moteurs principaux, le vol doit être retardé de vingt-quatre heures. Mardi 9 janvier, pendant la nuit, il restait à nouveau cloué au sol, en raison de conditions météorologiques « inacceptables » à Cap Canaveral ainsi qu'à Moron (Espagne) et Dakar (Sénégal), les deux aéroports de décollage en cas d'incident. C'est donc jeudi 9 décembre, à 13 h 05 (heure française), que les astronautes de Columbia devraient enfin décoller. Ces faux départs auront coûté très cher à la NASA tant en heures supplémentaires qu'en carburant perdu : de 4,5 à 7 millions de francs.

D'autre part, le lancement par Ariane du satellite Spot a été repoussé du 11 au 17 janvier, à 2 h 44, à la suite d'un incident qui n'a en principe, rien à voir avec ce tir. En décembre dernier, un défaut de fonctionnement est apparu lors d'un essai au sol des propulseurs d'appoint du futur lanceur Ariane-4. L'analyse a mis en cause un turbopompe. Des turbopompes analogues équipent le lanceur Ariane qui doit lancer Spot, mais elles fonctionnent dans des conditions très différentes : température et de pression, et des essai ont été effectués. Les sociétés Arianeespace et Arianeespace ont été chargées de l'étude et de la construction du satellite.

GÉOGRAPHIE

L'IGN s'internationalise

L'Institut géographique national (IGN) va passer en place une loi sur l'IGN-France International, qui sera son opérateur privé. L'IGN-France International, qui sera son opérateur privé. L'IGN-France International, qui sera son opérateur privé.

L'IGN, associé au cadastre, va également commencer cette année un plan « topofoncier », c'est-à-dire une nouvelle carte de base du 1:5000, où seront portées les limites du cadastre et des données topographiques.

SCIENCES

Du blé artificiel commercialisé

Une variété de blé, le Florin, vient d'être inscrite au catalogue officiel français. Son originalité est d'être issu de culture in vitro, ce qui est une première mondiale pour le blé. La variété Florin est issue de semences artificielles, créées au laboratoire d'agriculture des plantes de l'université Paris-Sud (le blé de la 11e année). Un processus de sélection mené par un établissement privé a ensuite conduit à la variété, qui a subi avec succès les deux années de tests officiels requis pour l'inscription au catalogue.

TOURISME

Le nouveau village de M. Trigano

M. Trigano, président-directeur général du Club Méditerranée, a annoncé le mardi 7 janvier à Paris que les travaux de construction du village d'Opio (Alpes-Maritimes) seront achevés le 15 janvier. Les travaux de construction du village d'Opio (Alpes-Maritimes) seront achevés le 15 janvier. Les travaux de construction du village d'Opio (Alpes-Maritimes) seront achevés le 15 janvier.

LE CARNET DU MONDE

Décès

— Saint-Julien-Beycheville.

M. et M^{me} Frédéric, Bertram.

M. et M^{me} Anthony, Frédéric Barthe.

M. et M^{me} Michel Sarron.

M. Thomas Paul Barthe.

ont la douleur de faire part du décès de

M. et M^{me} René BARTON, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, commandeur de la British Empire.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 9 janvier 1986, à 14 h 30, en l'église de Saint-Julien-Beycheville.

— M. et M^{me} Gilbert G. Gouard, Gilles et Valérie.

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne BORD, née Gaudin Argentin.

leur mère, belle-mère et grand-mère, survenue à Biarritz, le 7 janvier 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 janvier, à 10 h 15, en l'église Saint-Martin de Biarritz, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

35, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

— Les amis de

Jean BOUDET

ont la douleur de faire part du décès, survenu à son domicile, 3, avenue de Breteville, à Neuilly.

— Les enfants de

M^{me} Françoise BRES, magistrat, ancien avocat au barreau de Paris, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, survenue le 5 janvier 1986, suites d'une longue maladie.

La levée du corps aura lieu le jeudi 9 janvier, à 15 heures, à la clinique Jean-Carré, 55, rue de Lourmel, 75015 Paris. L'inhumation se déroulera le vendredi 10 janvier, à 11 heures, au cimetière de Claurac, 46230 Lalbenque. Ni fleurs ni couronnes. — On nous prie d'annoncer le décès de M. Maxime CERRALDI, ancien président-directeur général de la Compagnie des appareils de maintenance mécanique (C.A.M.M.), survenue à Saint-Mandé, le 4 janvier 1986, dans sa quatre-vingt-deuxième année. 2, boulevard de Reuilly, 75012 Paris. — On nous prie de faire part du décès de M. Jean JOUFFREAU, ancien chef de division de préfecture, M. Joffreau, successivement directeur général adjoint de la Société immobilière du département de la Réunion, puis directeur du Crédit maritime national à Saint-Denis de la Réunion, est décédé le 11 décembre 1985, aux Salles-d'Ollioules, dans sa soixante et onzième année. De la part de M. et M^{me} enfants, gendres et petits-enfants. M. et M^{me} Didier Petit, à Brest. M. et M^{me} Gérard Silvain, à Homblières. M. et M^{me} Daniel Charrier, à Bruguères. M. et M^{me} Patrick Nabe, à Saint-Denis de la Réunion. — Compagnie. Le docteur Jean Ortholan, son épouse, M^{me} Marie-Anne Ortholan, M^{me} Marie-Laure Ortholan, M^{me} et M^{me} Olivier Martin, Le docteur et M^{me} Antoine Ortholan, M^{me} Natalie Ortholan, M^{me} et M^{me} Meunier, Isabelle, Catherine et Caroline Tiert, Alexis et David Martin, Claire Ortholan, François, Jean-Baptiste et Meunier. Ses enfants et petits-enfants, Les familles Hiss, Alex, Lagrange, Souppault, Olivé, Touvet, de Larre de la Dorie. Sont part du rappel à Dieu M^{me} Jean ORTHOLAN, née Odile Hiss, survenue à Compiegne, le 6 janvier 1986, à l'âge de soixante-neuf ans. Ses obsèques auront lieu le jeudi 9 janvier, dans l'intimité familiale, suivies de l'inhumation au cimetière de Mirande (Gers). Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

31, rue des Réservoirs, Carnot 5, 60200 Compiègne.

— M^{me} Remy Peignot, son épouse, M^{me} Suzanne Peignot Lathou, sa mère, M^{me} Sophie Peignot, sa sœur, M. Jérôme Peignot, son frère, Ses beaux-fils, Thierry et Barstier, Ainsi que M. et M^{me} Jean de Ponsarville, ont la douleur de faire part du décès de

Remy PEIGNOT, graphiste, survenue le 11 janvier 1985.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière de Barbizon, dans la plus stricte intimité.

Tour de Seine, 39, quai de Grenelle, 75015 Paris.

Né en 1924 à Paris, Remy Peignot a travaillé à la fondation Debray et Peignot. Créateur de « Diversissements typographiques », il a été directeur d'imprimerie, le Centre, à côté du Centre d'étude et de création typographique de l'imprimerie nationale. En 1982, il a publié l'« Imprimerie nationale, avec son fils Jérôme et sa femme, l'ouvrage intitulé « De plantin, d'anson et de kerning ».

— M^{me} Raymond, son épouse, M. et M^{me} Cécile, M. et M^{me} Clement, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert REYNAUD, directeur général de la STEF, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, survenue à Marseille le 5 janvier 1986.

Selon la volonté du défunt, son corps sera incinéré à Marseille dans la plus stricte intimité.

Une cérémonie sera célébrée à Paris.

— Le président, Les membres du conseil d'administration et le personnel de la STEF, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert REYNAUD, directeur général de la STEF, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, survenue à Marseille le 5 janvier 1986.

Selon la volonté du défunt, son corps sera incinéré à Marseille dans la plus stricte intimité.

Une cérémonie sera célébrée à Paris.

18, rue de la Ferme, 92280 Neuilly-sur-Seine.

Remerciements

— Michel Crozier et ses enfants

très sensibles aux nombreux témoignages de sympathie et d'amitié qu'ils ont reçus à l'occasion du décès de leur épouse et mère,

Cristina CROZIER, née Ortega-Sallan, prient tous ceux qui se sont associés à leur chagrin de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

— M^{me} René Gaillard, Françoise Gaillard, Jean-Marie et Jean-Philippe, ainsi que Yves Mora, Catherine, Pierre, Geneviève et Gérard Perrin, Claire, François, Marie, Catherine et Jacques Avousta, Laurent et Yvanick, Jean-Pierre et Monique, M^{me} Guillevet et sa famille, Les familles Gaillard et Mannant, remercient bien sincèrement les personnes qui ont manifesté leur sympathie par l'envoi de cartes, de fleurs, par leur présence aux obsèques de

René GAILLARD, maire de Niort, député des Deux-Sèvres, à l'Assemblée nationale.

— Les adjoints au maire, Les conseillers municipaux de la ville de Niort, très sensibles aux multiples témoignages de sympathie à l'occasion du décès de

René GAILLARD, maire de Niort, député des Deux-Sèvres, remercient leurs très sincères remerciements à tous ceux et toutes celles qui se sont associés à leur peine.

Anniversaires

— Il y a juste un an

Léon ROUDINE nous quitte.

Ceux qui nous aiment et nous ont pensés pour lui.

Services religieux

— Une cérémonie religieuse à l'intention de

Père François de L'ESPINAY, sera célébrée en la cathédrale de Luçon le samedi 11 janvier 1986, à 15 h 30.

Mgr Paty, évêque de Luçon et les prêtres du diocèse, Le général et M^{me} de L'Espina, M. et M^{me} Robert Neyrand, M. l'abbé Henri de L'Espina, vous invitent à partager leur prière.

(Publicité)

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT

dans son travail de réinsertion sociale, donnez matériel, vêtements, appareils de chauffage, déplaçables, radio, livres et tout objet encore utilisable ou réparable... non certes vendus à votre avantage.

APPELEZ : 45-83-54-40

(Publicité)

Aujourd'hui, les derniers fonds de

COMMERCE

BOUTIQUES - LOCAUX - BUREAUX

utilisés, créés, libérés, divers

dans le journal spécialisé depuis 40 ans

LES ANNONCES

En vente partout, 4,00 F et 28, rue de Malte, 75011 Paris - Tél. : 48-06-30-30

LANVIN

mercredi 8 et jeudi 9 janvier

de 9 h 30 à 12 h 30

et de 14 h à 17 h 30

SOLDES

22, rue de la Fg-Saint-Honoré 75008 Paris

mercredi 8 et jeudi 9 janvier

de 9 h 30 à 12 h 30

et de 14 h à 17 h 30

SOLDES

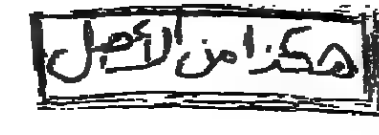
22, rue de la Fg-Saint-Honoré 75008 Paris

LE LABORATOIRE

Le Laboratoire de la Santé est un laboratoire de diagnostic et de traitement des maladies. Il est situé à Paris, 10, rue de la Santé, 75013 Paris. Le Laboratoire de la Santé est un laboratoire de diagnostic et de traitement des maladies. Il est situé à Paris, 10, rue de la Santé, 75013 Paris.

LE LABORATOIRE

Le Laboratoire de la Santé est un laboratoire de diagnostic et de traitement des maladies. Il est situé à Paris, 10, rue de la Santé, 75013 Paris. Le Laboratoire de la Santé est un laboratoire de diagnostic et de traitement des maladies. Il est situé à Paris, 10, rue de la Santé, 75013 Paris.





AU MUSÉE

la collectionneuse

HENRI LANGLOIS FUT AU CINÉMA

Musée des arts déco, a œuvré pour le rapprochement des deux collections, la nôtre et la leur, qui abritaient, si tout allait bien, la naissance d'un véritable musée. Ce musée pourrait s'installer au sommet du Pavillon de Marsan, qui n'avait jamais été occupé. C'était un chapeau. Un chapeau de gendarme, paraissait tout indiqué pour un musée du costume. Mais Mollard m'a vivement recommandé de garder, en tout état de cause, mon indépendance. Il préchait une sagesse : je n'étais que trop persuadée de la stupide lourdeur qui entrave l'initiative des musées nationaux.

Un exemple : une jeune femme, Lise Soubrier, attachée culturelle à Beigrade, nous informe que les Yvonnes raffolent de la mode française. Elle veut organiser une exposition. Nadine Gasc, qui dirige la collection des Arts décoratifs, et moi-même lui recommandons d'envoyer sa demande avant le 22 mars, date à laquelle se réunit la commission accordant les prêts. La lettre est arrivée le 25 mars. Les Arts décoratifs n'ont rien répondu. Nous, si. Étant une société privée, nous sommes à même de jouer le rôle que devrait tenir le service public.

Arrive mai 1981. Très vite, Mollard m'a dit : « Il faut que Jack Lang vienne voir le local espéré pour le musée ». Le ministre prend l'avis de M^{me} Edmonde Charles-Roux, qui lui affirme : « Il ne faut prendre aucune décision avant d'avoir rencontré M^{me} Deslandes ». Bien. C'est ainsi que M^{me} Charles-Roux est devenue notre bonne marraine, après une visite irrésistible sur le chantier. Jack Lang et Edmonde Charles-Roux, d'une escalade périlleuse, étaient perchés sur une passerelle branlante, et moi, je faisais mon numéro de cirque d'en bas. La décision de créer le musée a été prise sur-le-champ. C'est alors que je me suis écriée : je suis tombée très très malade. On a pris les dispositions pour me remplacer. Et puis, je leur ai joué un sale tour, j'ai survécu. Pour l'amour du costume, j'ai dû survivre par la costumothérapie.

Combien de pièces comporte désormais votre collection ?

Je n'ai pas perdu beaucoup de temps à faire des fiches. J'ai eu raison, puisque nous allons bientôt être introuvables, mais je pense que nous possédons neuf

mille complets et environ cinquante mille accessoires. Sans compter les livres et les revues de la bibliothèque.

Vous récolez ?

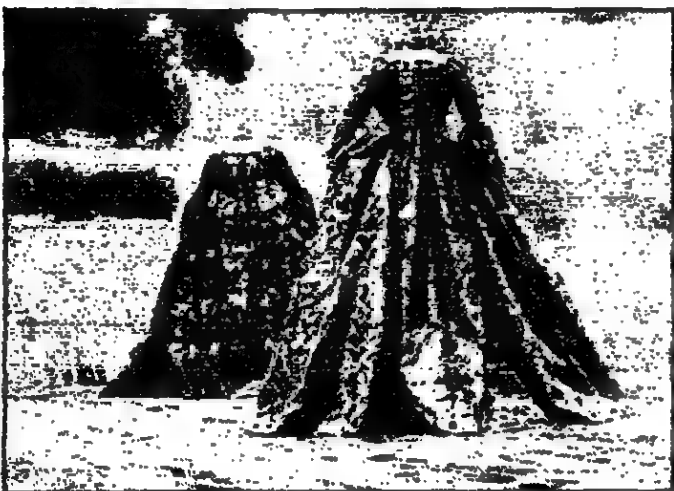
Tout. Un seul critère me guide : la recherche de pièces françaises. On me propose une tunique militaire, je la renvoie aux spécialistes. Vous savez, j'ai été formée par un homme admirable, Georges Henri

Comment enrichissez-vous vos collections ?

Tous les moyens sont bons ! Je drague, je fouille, je mendie, je rends service, on m'en récompense... Hubert de Givenchy avait remarqué une exposition à New-York, une première organisée par Diana Vreeland, robe de Vionnet que je lui avais prêtée. Rentré à Paris, il vient me voir : « Il paraît que

une tunique grise plissée... Du Mariano Fortuny à mes débuts, Marie-José en avait pleuré d'émotion.

Parfois, très rarement, je vais aux Puces. L'an dernier, j'ai acheté Saint-Germain, j'ai acheté une douzaine de tabliers 1925, tout neufs. L'antiquaire veut faire quelques cadeaux : « Tenez, prenez cette chemise, je ne la vendrai jamais. » J'ai refusé le



Rivière, qui me dit : « J'ai vu mon placard, il tombe en ruine. Me supplie de lui en prêter quelques-unes. » J'ai dit : « Prenez-les, mais elles sont construites ». N'étant pas un musée national, je prête. Il m'a rendu tout plus tard rapportant les robes de Vionnet et autant de pièces de collection. Courrèges m'a également confié quatre vêtements de sa collection historique de 1965, me disant : « C'est tout ce que j'ai quand on voudra les voir, pas moi. » Je les prête à la télé ou à l'étranger au moins six fois par an.

Combien possédez-vous de jeans ?

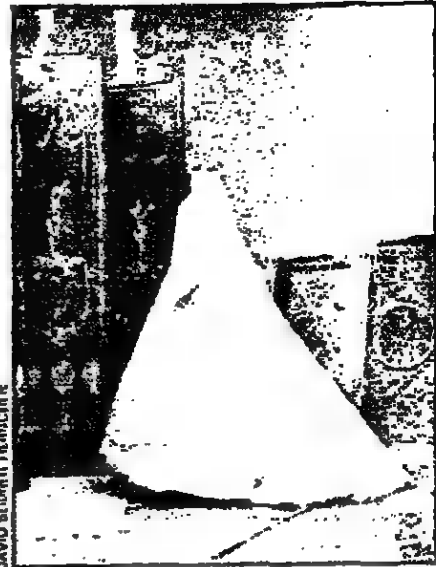
Pas plus d'une vingtaine, c'est très difficile de les arracher aux fesses des garçons qui les portent. J'ai pour les blousons, les accessoires qu'il faut en faire pour s'en séparer.

C'est fragile, les costumes ?

Ceux de laine ont pratiquement disparu. Les mites aiment bien ça, la laine. Mais les vêtements de lin et de coton (les colorants naturels) tiennent le coup. Il faut simplement les mettre à l'abri de la poussière et de la lumière. Un vêtement fragile ! Eh bien, on le couche pour qu'il ne se fatigue pas... Et on ne l'expose pas plus de trois mois consécutifs.

À gauche : robe volante vers 1730-1735 (lampas de soie vert)

À droite : robe volante vers 1720-1725 (lampas broché de soie rose)



Robe à crinoline vers 1860

COMMISSAIRE ET DIPLOMATE

BRUNE, haut chignon et robe à la ruque, la teinture d'Edmonde Charles-Roux, en tailleur de haute gris et chemisier de soie olive, perles aux oreilles, reporté son salon aux murs de l'Union française des arts du costume.

Le rôle de commissaire général de l'exposition « Moments de mode », organisée par l'Union française des arts du costume, a été confié à M^{me} Yvonne Deslandes, s'ajoutant à celui de l'Union des arts décoratifs, la tâche d'organiser la mise en scène par M^{me} Arie, à l'époque, dans les décors qui mettent le charme en scène.

Commissaire général de l'exposition, Edmonde Charles-Roux n'oublie pas d'être écrivain.

À l'origine sceptique sur le site (tout en pente, situé au pied d'un immeuble), Edmonde Charles-Roux a voulu faire du Pavillon de Marsan en veste grenier de grand-mère, comme l'avait aimé Colette.

Le début, Edmonde Charles-Roux a associé à l'exposition ses collègues de l'académie Goncourt. Ils ont réuni une somme de citations littéraires issues des époques des XVIII^e et XIX^e siècles : des prémices du XVIII^e siècle à l'Émile, trop tôt démodé et éliminé, le premier initial s'est transformé en théâtre de la mode, à l'instar de celui réalisé en 1946 par le peintre Christian Bérard et par Christian Dior, qui proposait à l'émerveillement du monde entier les pre-

mières créations des couturiers parisiens de l'après-guerre.

De son pigeonier de la rive gauche, M^{me} le commissaire général prend le recul pour choisir, voire trancher. On lui doit l'articulation de certains modèles-clés en

Ces cent douze robes - les plus importantes des collections de l'UFAC (Union française des arts du costume), - amassées au cours de sa carrière par M^{me} Yvonne Deslandes, s'ajoutent à celles de l'Union des arts décoratifs, la tâche d'organiser la mise en scène par M^{me} Arie, à l'époque, dans les décors qui mettent le charme en scène.

M^{me} Charles-Roux a écrit les angles pendant ses années de travail avec M. Robert Borda, président de l'Union des arts décoratifs, et

M. Daniel Janicot, président délégué. Elle a également écrit la préface du livre publié par les éditions Herscher, qui sert de catalogue, avec trois études confiées à Dominique Fernandez pour le XVIII^e siècle, Patrick Maurières pour le XIX^e et François Nourissier pour le XX^e.

Cet apport littéraire sera enrichi à partir du 11 janvier au public comme aux chercheurs et aux stylistes. Il annonce les futurs programmes de l'Institut de la mode, en apportant une vue d'ensemble de la création française, merveilleusement illustrée par les photos de David Seidner et les dessins de F. P. Nourissier.

NATHALIE MONT-SERVAN.

LA MODE

dres

COSTUME CE QUE

Les archives de sa banque, nous avons séduit un professeur, M. Conquet, de l'enseignement de la mode de commerce. Finalement, qu'il pouvait, à la taxe d'apprentissage de quoi nous nous sommes abrités pendant nos études dans un local situé au-dessus de la chambre de commerce. On nous dépose sur les collections cependant en continu d'augmenter, la bibliothèque prenait bonne

Vous devenez la même profession.

En effet, M. Cardin, quand de bonne humeur, dit aux amis le Langlois (1) du co-

Mais vous étiez sans abri. À l'époque, la Ville de Paris, son propre musée, se trouvait en est le conservateur. Ce n'est pas la calomnie de dire que le costume ne l'intéressait pas. La Ville de Paris a refusé le prêt. M^{me} Vionnet, tout modèle, tout beau, tout bon, et toute sa bibliothèque, j'ai récupéré M^{me} Vionnet, elle est devenue ma grande favorite. Quand M. Borda, en 1967, je me suis mise de me rapprocher de la Ville de Paris, qui m'a répondu d'accord pour me prêter plus beaux costumes, quant à moi et à mes collègues, on pouvait toujours passer dans un panier... Hérédité, M. Borda, président de la Fédération française féminine, plus quelle entourage, de quoi s'en faire. M. Conquet, tailleur de la mode, a convaincu le directeur des arts décoratifs de me prêter le grenier du musée de Camondo. Il y a eu un peu de place. Pas par hasard.

Quand nous avons débordé de Camondo, Robert Borda, président de l'administration de la mode des arts décoratifs, nous a dit : « Vous savez, Claude Mollard, qui a accepté la transformation de

7 JANVIER 8 FEVRIER
CERTAIN AGE
DE DOSTOIEVSKI
EN UN DENIS
PHILIPPE
CHATELAIN
18H30

simon
DEUX ETATS
M. Glatz, Pierre Housnot,
M. van Thadden
à partir du 7-17-86
de Cherche-Midi, 5006 Paris

CARRE SILVIA MONFORT
BAJAZET
de Jean RACINE
RESERVATION
45.31.28.34
fnac et agences
106, rue Brancion 75015 PARIS - PARKING GRATUIT

LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE
LIDO
NOUVELLE REVUE
20 h. Dîner dansant
Champagne et Revue 440 F
22 h et 0 h 15
Champagne et Revue 300 F
SERVICE COMPRIS
1001 CHAMPS-ÉLYSÉES - 50011 ST-ET AGENCES

THÉÂTRE DE LA VILLE
20 h 45
du 14 janvier
LAPIN LAPIN
D'ELIE BOURQUIN
EN SCÈNE
BENNO EESSCH
DÉCOR ET COSTUMES
JEAN-MARC STEHLE
production Théâtre de la Ville
Comédie de Genève
LOC. 2, F. DU CHATELET
42 74 22 77

ON DANSE A
L'OPÉRA-COMIQUE
du 15 au 25 janvier 1986
Le Groupe de Recherche
Chorégraphique
de l'Opéra de Paris
présente
deux programmes
et aussi... à 18h30, les 16, 17, 23, 24 janvier
« 39 ans DE MÉMOIRE »
Follet/Galzerix
Opéra-Comique 5, rue Favart - Métro Richelieu-Drouot
Renseignements : 42.96.06.11

SUCCÈS! Reprise au
PALAIS DES GLACES
« LE GRAND MEAULNES »
30 représentations exceptionnelles
du 9 janvier au 9 février
46-07-49-93

(Publicité)
Mairie de Marne-la-Coquette
(Hauts-de-Seine)
« Souvenir d'Henri DUPARC »
(Voir Le Monde du 28-12-85.)
Exp. prolongée jusqu'au 1^{er} fév. incl.
(Té. du 9 h à 12 h/14 h à 17 h,
sauf le lundi - Tél. : 47-41-06-36).

Centre Georges Pompidou
du 10 au 19 janvier
ITALO SVEVO
LE THÉÂTRE COLSINES
MISE EN SCÈNE : LAURENCE FÉVRIER
avec Martine Bertrand - André Chammau - Laurence Février
Anita Plessner - Catherine Raffalli - Rodolfo de Souza - Patrice-Thomier
Réservations : 42 74 42 19 et 3 ENAG

L'homme qui... C'est... nous sommes dit...
Robert Musil
VINCENT ET L'AMIE DES PERSONNALITES

Sélection

« Le Soulier de satin », de Manoel de Oliveira

Inscrite dans l'univers entier, le mythe du cosmos, la magie du conquérir, la tragédie de deux amants qui ne se rejoignent pas, l'Espagne d'Afrique en Amérique et l'Espagne du seizième siècle, le portugais Manoel de Oliveira nous offre une œuvre d'art totale. Le maître du cinéma portugais nous offre une œuvre d'art totale. Chaque scène est un lumineux tableau. C'est un marathon : 11 heures cinquante minutes. Qui le tente y trouve sa récompense. — C. D.

ET AUSSI : L'effacement de Claude Miller (les tournements de Charlotte Gainsbourg, adolescents) ; *Curse* de Comencini (les enfants, l'école, la guerre) ; *Trois hommes et un couffin*, de Coline Serreau (un bébé, trois hommes et un miracle) ; *Sans toit ni loi*, d'Agnès Varda (Sandra Bono-maire sur la route).

THÉÂTRE

« Voyage d'hiver » à la Cité internationale

Il n'est qu'une bicyclette pour trois, mais c'est un vieux modèle, solide. Grimpés à l'arrière, ils traversent le continent africain, s'arrêtant chaque soir près d'un point d'eau où éléphants et girafes viennent prendre à leur tour de leurs tragédies familiales. Teresa Demery et Daniel Demery, deux incroyables, inventent les malheurs de Sophie et les voyages de Babar de l'âge des puceaux informatiques. — M. C.

Zingaro

18, avenue Jean-Jaurès

Bien que l'affaire ait été sous un chapiteau, il y a eu des chevaux, une histoire de l'art, des attractions, ce n'est pas du cirque. Le cirque est d'un « equestre » musical, disent-ils, d'un théâtre plutôt, et l'espèce la plus rare, la mise en scène d'un climat farouche et orgueilleux, rêve d'une Europe orientale de charme tzigane et d'humour à la Kafka. — C. G.

MUSIQUE

Festivités à Lille

Après le chômage technique quasi complet, la musique sort lentement de sa léthargie. Lille, cependant, a eu affaire avec trois jours

de festivités, pour le dixième anniversaire de l'Orchestre de Lille, dirigé par J.-C. qui donnera cinq concerts, allant de Berlioz, Dutilleul, Ravel, Prokofiev, Stravinski — et Stocks, Dibango, Lavilliers, Higelin, tandis que se déroulera un important Forum des musiques du présent, le tout s'achevant par un grand bal (les 8, 10 et 11 janvier : rns. : tél. 20-31-03-22). — J. L.

ET AUSSI : Stravinski, Ligeti, Schönberg, Webern, par l'Ensemble intercontemporain et l'Ensemble orchestral de Paris, dir. P. Boulez (Playel, le 10) ; *Così fan tutte* (Marsolles, les 10, 12, 15 et 18) ; *Quatuor Talich* (Mandelstam, les 11, 15 et 18) ; *Suites de Bach*, par M. Halsey (Th. de la Ville, le 12, 13 et 14, 18 h 30) ; *Van Dam* (Athènes, le 13) ; *Almeida* (Marsolles, le 13, 18 h 30) ; *Shirley Verrett* (Maison de la culture de Soligny, le 14) ; *Les Femmes de Figaro*, dir. J. Mercier, mise en scène D. Krief (Cité, le 15 et 18) ; *La Dame de pique*, dir. S. Klobucar, mise en scène P. Tesson (Nica, les 15, 17, 18 et 21 janvier). — J. L.

DANSE

Un petit tour à Tours

On commence à parler du Ballet de Tours, créé en septembre 1983 sous l'impulsion de Michel Jarro au sein du Grand Théâtre. Il est dirigé par Jean-Christophe Maillot, jeune chorégraphe, qui a travaillé pendant quatre ans au Ballet de Hambourg. En 1984, il a quitté John Neumeier, emmenant dans ses bagages un des meilleurs éléments de la troupe, Ronald Darden. Rentré à Tours, il a commencé à monter son œuvre, son acte de ballet dont les titres — *Le Sacre du printemps*, *Renard*, *Illuminations*... — témoignent de son ambition et de

sa vitalité. Ses treize danseurs subjugués suivent...

■ janvier, ■ heures. — M. C.

ET AUSSI : Melvina au Théâtre du Rond-Point (un *Ramona new-look*, Bernadette Donnau au Théâtre 18 (soirée, du 8 au 19, 20 h 30, Soirées de la danse différente au passage du Bureau, 11^e des Indes du Sud au baroque). A partir du 7 janvier, 20 h 45.

EXPOSITIONS

Dessins de Rodin au musée Rodin

Une cinquantaine de feuilles sont exposées à l'occasion de la parution du deuxième volume de l'inventaire des dessins de Rodin, en fait le tome III (le IV est sorti en 1984, les I, II et V sont à venir). Il comporte surtout des dessins d'architecture, murales, façades et intérieurs d'églises et de châteaux. S'y glissent des choses mieux connues : *Le Christ aux liens*, *Le Christ en prison*, quelques nus, des œuvres autour de la *Porte de l'Enfer*.

Paul Delvaux au centre Wallonie-Bruxelles

Delvaux, sa mythologie — trains, gares et nus, mais pas seulement — en vingt-quatre tableaux et une trentaine d'œuvres sur papier, aquarelles et dessins. On découvre des œuvres de jeunesse du peintre réaliste, alors sous le coup de sa découverte de Chirico, et retrouve quelques grandes toiles de la maturité. — G. B.

ET AUSSI : *Constructions et papiers collés* de Henri Lacroix au Musée national d'art moderne ; *Valerio Adam*, aux Galeries contemporaines ; *Emile Galle*, au musée de Luxembourg ; *François Morellet*, à l'abbaye de Fontenay ; *Antoni Gaudí*, à Nîmes.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h, sam. et dim., 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 16 février. (42-77-12-33).

NOUVELLE PRÉSENTATION DES COLLECTIONS PERMANENTES. Musée national d'art moderne.

LAURENCE. La collection, en papier collé 1915-1919. Jusqu'au 16 février.

VALERIO ADAMI. Microscopie. TONY OUSLER. Sphères d'illusions. *Les Femmes de Figaro*, de M. Halsey. Jusqu'au 16 février.

ACHILLE CASTIGLIONI. De design au ready-made. Jusqu'au 3 février. — LE BATEAU BLANC. *Scènes de la vie*. Jusqu'au 16 février.

ACHILLE CASTIGLIONI. De design au ready-made. Jusqu'au 3 février. — LE BATEAU BLANC. *Scènes de la vie*. Jusqu'au 16 février.

AFP : 199 ans d'agence de presse. Jusqu'au 20 janvier. RFL.

Musées

PICASSO : *Données cubistes*. Musée Picasso, 5, rue de Dantone (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

ANCIENS ET NOUVEAUX. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

ANDREA SOLARIO EN FRANCE. Jusqu'au 3 mars. — HOMMAGE À JEAN-BAPTISTE PICASSO. 1714-1788. Jusqu'au 10 février. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée par la Cour Carrée (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

MAITRES MODERNES DE LA COLLECTION THYSSEN-BORNE-MESSE. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

DISPOSITIF-SCULPTURE. *Dispositif-Sculpture*. F. INFORMATION-FICTION-PUBLICITÉ. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 février.

AUTOCHTONES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

SCULPTURES FRANÇAISES DU XIX^e SIÈCLE. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

LE PASSÉ. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

PAUL BELMONDO. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

KOMAR ET MELAMID. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

LE JOUTET. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

LE GAIN DE PARIS - HENRI CARTIER-BRESSON. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

IMAGES INÉDITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

LE VIEUX MONTMARTRE. Musée de Montmartre, 12, rue de Montmartre (46-06-61-11). Sauf lundi, de 14 h 30 à 17 h 30 ; Dim. de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 juillet.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

CONCERT
Fa2
Ensemble Orchestral de Paris
Ensemble Inter-Contemporain
Pierre Boulez
Jard Van Nes
Vendredi 10 janvier 20h30
Salle Playel
Loc. 45.62.67.57
et aux caisses de l'Opéra
et agences

CHAILLOT
THÉÂTRE NATIONAL
LUCRECE BORGIA
VICTOR HUGO - ANTOINE VITEZ
GRAND THÉÂTRE
Du 27 NOVEMBRE 1985 au 18 JANVIER 1986

Le Piccolo Teatro di Milano
IL TRIONFO DELL'AMORE
Le Triomphe de l'Amour, en langue italienne
MARIVAUX - ANTOINE VITEZ
THÉÂTRE GÉMIER
6 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
Les 16, 17, 18, 19, 21, 22 JANVIER 1986

ALIAS
MARTINE DRAI - ANTOINE VITEZ
GRAND FOYER
Du 22 JANVIER au 15 FÉVRIER 1986
RENSEIGNEMENTS - RESERVATIONS - 47-27-81-15

BONAPARTE - UGC BIARRITZ - CINÉ BEAUBOURG
PATRICIA BARZYK - LUIS MIGUEL CINTRA - ANNE D'AMICO
LE SOULIER DE SATIN
de PAUL CLAUDEL
en l'honneur de MANOEL DE OLIVEIRA
LION D'OR SPECIAL
FESTIVAL DE VENISE 1985

Cernuschi, 7, avenue Villeneuve (45-63-30-75). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 16 février.

ARTS AFRICAINS. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

AUTO-PORTRAITS CONTEMPORAINS. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

JUGENÉ REJOY, graveur de Paris (17-1831). Jusqu'au 12 janvier. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

BAZAC ET LE MONDE DES COQUINS. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

EMILE GALLÉ, 1866-1904. Musée de Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-35-35). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

FÊTES - THÉÂTRES EN INDE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

PIERRE BALMAIN. Quarante années de création. Jusqu'au 6 avril. — *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

LES FRANÇAIS ET LA TABLE. Musée national d'art moderne, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

INTERFÉRENCES. Deux siècles de la collection de la ville de Paris. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

CENTENAIRE DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE. Musée de Montmartre, 12, rue de Montmartre (46-06-61-11). Sauf lundi, de 14 h 30 à 17 h 30 ; Dim. de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 juillet.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RETRAITES. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

JOSÉ CLEMENTE OROZCO. *Œuvres de la collection de la ville de Paris*. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Dim. : 8 F.

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

Information-Censure

Enfin ! On ne verra plus se chevaucher, le même jour à la même heure, les deux grands magazines d'information de TF1 : A2, Suite aux demandes répétées de la Haute Autorité, la première chaîne a avancé le début d'une bonne chose pour le public. Un pari difficile pour TF1 face à deux films de cinéma.

« Infovision », 20 h 35, Ethiopie... famine, guerre civile, déplacements forcés, exode sans fin de populations exténuées vers des camps de secours, images déjà montrées, vues et revues. Mais le reportage que propose Jean-Daniel Blosch marque une différence : on n'est plus simple spectateur du drame. C'est de l'intérieur qu'on le perçoit. A travers le témoignage d'une jeune femme de trente ans qui a fui son village avec ses trois enfants.

« Je m'appelle Saba... » Les images sont simples malgré l'angoisse. Des images qui emmenent mari. Elle redoute le pire. Son bébé est petit, si fragile, son garçonnet de quatre ans qui ne mange plus, ne rit plus. « devenu », dit-elle, « tout », dit-elle, « pas encore », dit-elle, « ceux qui y travaillent ? » « Je ne sais pas pourquoi ces gens sont venus nous voir... »

« Infovision », 20 h 35, Ethiopie... famine, guerre civile, déplacements forcés, exode sans fin de populations exténuées vers des camps de secours, images déjà montrées, vues et revues. Mais le reportage que propose Jean-Daniel Blosch marque une différence : on n'est plus simple spectateur du drame. C'est de l'intérieur qu'on le perçoit. A travers le témoignage d'une jeune femme de trente ans qui a fui son village avec ses trois enfants.

« Je m'appelle Saba... » Les images sont simples malgré l'angoisse. Des images qui emmenent mari. Elle redoute le pire. Son bébé est petit, si fragile, son garçonnet de quatre ans qui ne mange plus, ne rit plus. « devenu », dit-elle, « tout », dit-elle, « pas encore », dit-elle, « ceux qui y travaillent ? » « Je ne sais pas pourquoi ces gens sont venus nous voir... »

« Infovision », 20 h 35, Ethiopie... famine, guerre civile, déplacements forcés, exode sans fin de populations exténuées vers des camps de secours, images déjà montrées, vues et revues. Mais le reportage que propose Jean-Daniel Blosch marque une différence : on n'est plus simple spectateur du drame. C'est de l'intérieur qu'on le perçoit. A travers le témoignage d'une jeune femme de trente ans qui a fui son village avec ses trois enfants.

« Je m'appelle Saba... » Les images sont simples malgré l'angoisse. Des images qui emmenent mari. Elle redoute le pire. Son bébé est petit, si fragile, son garçonnet de quatre ans qui ne mange plus, ne rit plus. « devenu », dit-elle, « tout », dit-elle, « pas encore », dit-elle, « ceux qui y travaillent ? » « Je ne sais pas pourquoi ces gens sont venus nous voir... »

Mercredi 8 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 30 Football : Bordeaux-Standard de Liège. En direct de Bordeaux (à 21 h mi-temps et Loto).
- 22 h 15 Document : Barbis. Enquête de L. de Hoyos. Images A. Retz.
- 22 h 45 Performances. Magazine d'actualités culturelles de M. Carozza.
- 23 h 15 Journal.
- 0 h 25 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 21 h 35 L'heure de la culture : Laurent Fabius. Le premier ministre répond aux questions de P.-H. de Vries, A. Dukowski, A. du Roy, P. Sazzer et à celles des téléspectateurs.
- 21 h 55 Magazine : Mol... Je. Au sommaire : châtiment... un sujet bien délicat, qui fait fureur aux USA ; cameraman (portrait de ceux qui rapportent des quatre coins du monde des images à leur sorte) ; gay (comment « faire de l'homme l'homme ») ; Paris-cuillettes (remplacer des plantes sauvages à Paris ?) ; vidéo-enfants (enfants caméra au poing).
- 22 h 20 Journal.
- 23 h 45 Soirée les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Au nom de l'amour : Bonjour dimanche. Magazine de P. Bellemare et J.-P. Rouland (et à 22 h 50).
- 21 h 40 Thalassa. Magazine de la mer de Georges Pernoud. Mini-coques et maxi-milles.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h, Une vie en chansons : Luis Mariano ; 17 h 15, A deux sur la route (Ex. 11) ; Fragile rock : Bizarro, comme c'est bizarre ; Intrigues et pizzas à Hahli ; Il faut le faire ; Croq's (excl.) ; 18 h 55, Le panthère rose ; 19 h 5, Alost PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

- 21 h, Rolling Thunder (légitime violence), film de J. Flynn ; 22 h 35, Ostland, film de P. Hyams ; 0 h 35, Partisans, film de C. d'Anna ; 1 h 35, A la recherche des guerriers normans.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Pour aller dire.
- 21 h 30 Pulsations : Djangologie.
- 22 h 30 Nuits magiques.
- 0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné le 23 septembre 1985, occasion internationale de composition pour orgue, Grand Prix de Saint-Rémy-de-Provence) : anonyme du dix-septième siècle, Chemins à suivre, de Bodson ; Tiento sur l'orgue, de Cabanilles ; Cycles différents, de Bodson ; Prélude et fugue en ut mineur, de Mendelssohn ; Quatre altitudes, de Loeuville ; Prière des orgues, de Suter ; Études pour agrès, de Loeuville, par D. Bodson, A. Loeuville, A. Loeuville.
- 22 h 30 Les soirées de France-Musique : poisons d'or ; à 23 h 5, jazz club, en direct du Sunset.

Jeudi 9 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Infovision. Magazine d'A. Desviers, R. Pic, J. Decrocy, M. Albert, B. Laine.
- 21 h 35 L'heure de la culture : Laurent Fabius. Le premier ministre répond aux questions de P.-H. de Vries, A. Dukowski, A. du Roy, P. Sazzer et à celles des téléspectateurs.
- 21 h 55 Magazine : Mol... Je. Au sommaire : châtiment... un sujet bien délicat, qui fait fureur aux USA ; cameraman (portrait de ceux qui rapportent des quatre coins du monde des images à leur sorte) ; gay (comment « faire de l'homme l'homme ») ; Paris-cuillettes (remplacer des plantes sauvages à Paris ?) ; vidéo-enfants (enfants caméra au poing).
- 22 h 20 Journal.
- 23 h 45 Soirée les clips.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Cinéma : Le père Noël est une ordure. Film français de Jean-Claude Poiré (1982), avec Anne-Marie, T. L...
- 21 h 35 L'heure de la culture : Laurent Fabius. Le premier ministre répond aux questions de P.-H. de Vries, A. Dukowski, A. du Roy, P. Sazzer et à celles des téléspectateurs.
- 21 h 55 Magazine : Mol... Je. Au sommaire : châtiment... un sujet bien délicat, qui fait fureur aux USA ; cameraman (portrait de ceux qui rapportent des quatre coins du monde des images à leur sorte) ; gay (comment « faire de l'homme l'homme ») ; Paris-cuillettes (remplacer des plantes sauvages à Paris ?) ; vidéo-enfants (enfants caméra au poing).
- 22 h 20 Journal.
- 23 h 45 Soirée les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Au nom de l'amour : Bonjour dimanche. Magazine de P. Bellemare et J.-P. Rouland (et à 22 h 50).
- 21 h 40 Thalassa. Magazine de la mer de Georges Pernoud. Mini-coques et maxi-milles.

- Magazine : Direct ; 14 h, Documentaire : Sauvage et beau ; 15 h 25, Garçon, film de C. Sauter ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Mésalliance (et à 20 h 35) ; 20 h 5, Zénith ; 20 h 40, Tout s'achève ; 20 h 15, Coluche ; 20 h 25, La Fugue, film de A. Penn ; 22 h 28, The Little Shop of Horrors, film de R. Corman ; 23 h 25, Le téléphone sans fil ; 23 h 35, Les affaires sont les affaires ; 23 h 45, Orfeo, film de C. Goretta ; à 23 h 55, Ascaristes, grâce à D...

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Wittgenstein : « L'Inassouvissement ou le Pantône torturé par un psychanalyste amateur », de Koukou Chanska. Avec J. Berger, Y. Pennean, M. Chev...
- 21 h 30 Mésalliance : Kumar Ghandharva (Festival d'Avignon 1985).
- 22 h 30 Nuits magiques.
- 0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (en direct de la Herkulesaal de Munich) : Carnaval (ouverture), de P...
- 21 h 30 Mésalliance : Kumar Ghandharva (Festival d'Avignon 1985).
- 22 h 30 Nuits magiques.
- 0 h 10 Du jour au lendemain.

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (Le Monde du 4 janvier).

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 8 JANVIER

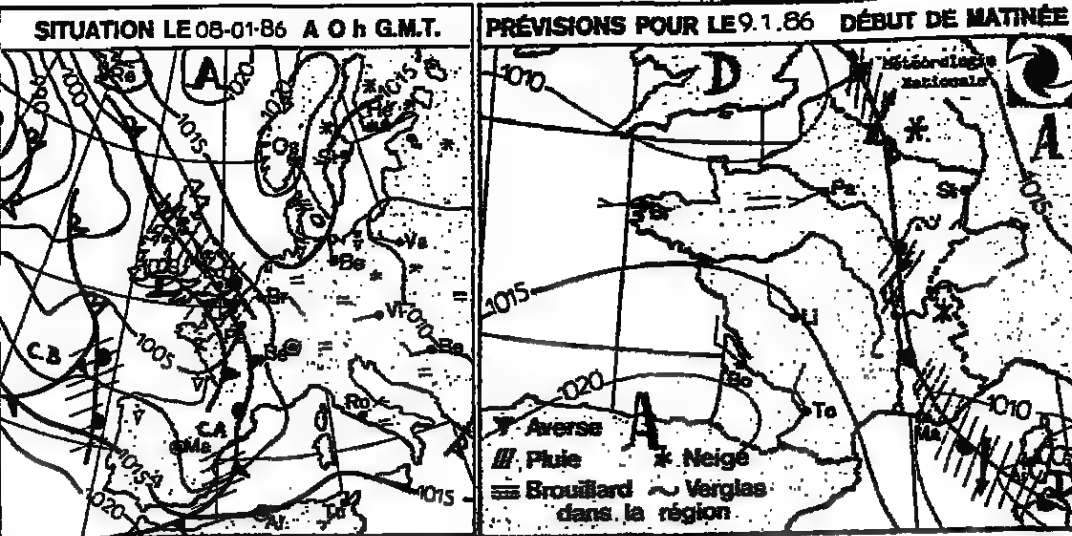
- « M. Delebarre, ministre du travail, l'emploi » la formation professionnelle, est reçu à l'émission « Découvertes », sur Europe 1, à 18 heures.

JEUDI 9 JANVIER

- « M. J.-P. Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, est l'invité de l'émission « Parions vrai », d'Europe 1, à 8 h 15.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 08-01-86 A 0 h G.M.T.

Evolution probable du temps en France le mercredi 8 janvier à 9 heures et le jeudi 9 janvier à 9 heures.

Situation générale :

Une dépression se développe sur le proche Atlantique, et une perturbation très atténuée traversera demain les régions de l'ouest.

Jour de pluie : Un temps froid et couvert avec gélées dans l'intérieur se maintiendra dans les Flandres et de la Lorraine à la Provence et à la Corse ; quelques faibles précipitations neigeuses seront observées, en particulier des Vosges aux Alpes.

Plus à l'ouest, un temps peu nuageux mais avec brumes prédominera, avec des températures minimales voisines de 0 degré dans l'intérieur. Les nuages, plus abondants le matin sur la Bretagne, s'éclairciront au cours de la journée de la Normandie et du Nord à l'Aquitaine ; quelques faibles précipitations sont probables près des côtes.

Une amélioration sera attendue de l'après-midi sur les régions de l'Est, avec développement d'éclaircies en particulier sur le Centre et près de la Méditerranée où le mistral et la tramontane souffleront.

Les températures maximales seront voisines de 1 à 4 degrés sur l'Est et le Nord-Est, 7 à 12 degrés du Nord au Sud-Est.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 7 janvier, le second le minimum de la nuit du 7 janvier au 8 janvier) : Alsace, 13 et 9 degrés ; Biarritz, 12 et 7 ; Bordeaux, 10 et 5 ; Brétat, 11 et 6 ; Bourges, (n.c.) ; Brest, 10 et 5 ; Cambray, 13 et 2 ; Caen, (n.c.) ; Cherbourg, 8 et 3 ; Clermont-Ferrand, 7 et 1 ; Dijon, 0 et -1 ; Dinard, 11 et 6 ; Embrun, -2 et -5 ; Grenoble-St-Martin, 3 et -1 ; Grenoble-Saint-Genès, 3 et -2 ; La Rochelle, 10 et 6 ; Lille, 1 et 0 ; Limoges, 7 et 3 ; Lorient, 11 et 2 ; Lyon, 1 et 0 ; Marseille-Marianne, 8 et 5 ; Nancy, 1 et -1 ; Nantes, 9 et 4 ; Nice, 12 et 5 ; Paris-Montsouris, 3 et 2 ; Paris-Orly, 2 et 2 ; Pau, 12 et 4 ; Perpignan, 12 et 4 ; Rennes, 9 et 5 ; Rouen, 1 et 1 ; Saint-Etienne, 5 et 0 ; Strasbourg, 4 et -1 ; Toulouse, 9 et 4 ; Tours, 6 et 5.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 6 ; Genève, 0 et -3 ; Lisbonne, 16 et 10 ; Londres, 3 et 1 ; Madrid, 6 et 0 ; Rome, 12 et 1 ; Stockholm, -8 et -14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 11 JANVIER

- « Solario », 11 h, Louvre pavillon de Flore (G. Caneri).
- « L'hôtel de Lassay », 14 h 30, 126, rue de l'Université (la France et son passé).
- « Le musée de Belzart, le village de Puy », en passant par l'hôtel de Lamballe, 15 h, métro Puy (M. Ragnou).
- « Une heure au Père-Lachaise », 10 h 11 h 30, porte principale, et « Un quartier de Charonne », son cimetière, 14 h 30, métro A-Dumas (V. de Langlade).
- « Les impressions de la ville de la joie de vivre, de la lumière et du monde », 14 h 30, entrée musée Jeu de paume (P.-Y. Jassier).
- « Des chapelles (fortement recommandées) autour de la rue Mouffetard, les jardins suspendus », 14 h 30, métro Mingo (M. Bascassan).
- « Trésors de la cathédrale russe. Pastoralisme de Sacha Guiry. L'Alchimie de l'or », 15 h, 12, rue Daru, métro Courcelles (J. Haubler).
- « Décor royal de Charles X au Louvre », 14 h 30, devant église Germain-l'Auxerrois (C.A. Messer).
- « L'hôtel de Madame Sans-Gêne », 15 h, 60, boulevard Saint-Michel, et « Les salons de l'hôtel Potocki », 15 h, 27, avenue de Friedland (Paris et son histoire).
- « Exposition « Deux cents nouvelles acquisitions », 16 h 30, Grand Palais (Approche de l'art).
- « Les appartements de l'hôtel Sobieski », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (D. Bouchard).
- « Clemenceau, dans sa maison et son jardin de Puy », 11 h, 8, rue Franklin (M. Hager).
- « Emile Gellé au Musée du Luxembourg », 10 h 30 et « Le musée du Gauguin au Musée du prioué, à Saint-Germain », 14 h, 14, h, tél. : 47... (Clio).
- « Les impressions de la ville de la joie de vivre, de la lumière et du monde », 14 h 30, entrée musée Jeu de paume (P.-Y. Jassier).
- « La Sainte-Chapelle et ses jardins », 15 h, entrée (M.-C. Lasserre).
- « Les convertis de la Grange-Batelière », 14 h 30, métro Le Peletier.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 8 janvier :

- DES LOIS**
- « N° 86-16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils régionaux ».
- « N° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale de la matière et du monde en matière d'aide sociale et de santé ».
- « N° 86-18 du 6 janvier 1986 relative aux conditions de jouissance à temps partagé ».
- « N° 86-19 du 6 janvier 1986 relative à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4136

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

- I. Un gant suffit pour l'une, mais il faut nécessairement pour l'autre.
- II. Encourir la reconnaissance de quelqu'un.
- III. Dans les pays chauds, leurs vaisseaux prennent l'eau.
- IV. Ville d'Espagne.
- V. Division de division.
- VI. En matière de transports, il s'agit surtout des embarquements pour Cythère.
- VII. Possessif, Saint-Laurent ou Saint-Martin.
- VIII. On peut l'applaudir.
- IX. On peut le siffler au bar. Note.
- X. Se montrer proprement dégoûtant.
- XI. Logiques.

VERTICALEMENT

- I. On peut les acheter au « Marché ».
- II. On les saurait en Nippon.
- III. On les saurait en Nippon.
- IV. On les saurait en Nippon.
- V. On les saurait en Nippon.
- VI. On les saurait en Nippon.
- VII. On les saurait en Nippon.
- VIII. On les saurait en Nippon.
- IX. On les saurait en Nippon.
- X. On les saurait en Nippon.
- XI. On les saurait en Nippon.

Solution du problème n° 4135

Horizontalement

- I. Charmes.
- II. Haquet.
- III. Edén.
- IV. Rie (subjonctif).
- V. Sère.
- VI. Tus.
- VII. Edenté.
- VIII. Épi.
- IX. Tortus.
- X. Brin.
- XI. Constable.

Verticalement

- I. Charité.
- II. Abo.
- III. Rus.
- IV. Nions.
- V. Setter.
- VI. Étié.
- VII. De.
- VIII. Au.
- IX. Serine.
- X. Sol.
- XI. Pégé.

SPORTS D'HIVER

SAVOIE NEIGE. - Le « téléphone blanc » renseigne les personnes qui partent aux sports d'hiver en Savoie sur l'état des routes, les conditions de circulation et les prévisions météorologiques.

En Savoie : 79-75-90-00, à Paris (maison de la Savoie) : 47-70-73-74.

CONFÉRENCES

SAMEDI 11 JANVIER

- 5, rue Laffitte, 15 h : « Introduction à la géographie sacrée de Paris », table ronde et projection.
- « La fête de l'Épiphanie présentée par Jean Pharaud autour d'une palette des rois » (Nouvelle Acropole, tél. : 45-24-49-08).
- Centre Varanne, 18, rue de Varanne, 14 h 30 : « Une société sans retraite ? Quel sera le rôle social du retraité au sein de la société ? » (J. Constant).
- Colloque avec MM. A. Halbrun, S. Dumartin, F. Legendre et J. Werquin.
- 62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Florence des origines à Laurent le Magnifique ».
- Institut océanographique, 195, rue Saint-Jacques, Grand Amphithéâtre, 21 h : « Aleyone fille du vent » (J. Constant).
- 17, rue de la Harpe, 15 h : « La grande œuvre de l'humanité » (M.-Ch. Gussone).

La semaine de bonté

A tous cours...

Milliers de demandes (quatre mille en 1985, dont beaucoup provenant de nouveaux pauvres) la Semaine de bonté renouveler son appel à la générosité en ce début d'année et présenter à partir de ce jour ses campagnes de solidarité. Mais il y en a beaucoup d'autres... Tous les dons, même les plus modestes, seront les bienvenus. Ils sont à adresser à la Semaine de bonté, 175, boulevard de la Chapelle, 75008 Paris. Tél. : 452 X. Tél. : 42-22-08-89 (aucun coût pour l'envoi de la lettre).

Cas n° 5

Au cours de vacances au bord de la mer, ce garçon âgé de quatre ans, s'est plongé dans l'eau. Depuis il est tétraplégique. Trois fois, il est dans un centre de rééducation où ses parents vont le voir deux fois par semaine. Pour cela environ 2 800 km par mois... Cette famille, composée de quatre personnes, est une très vieille famille. Le père, ouvrier, est payé au SMIC. La mère travaille un peu, et tous deux économisent pour renouveler le véhicule indispensable plus encore, ôta le retour dans la famille, du fils handicapé. Une petite fourgonnette permettrait d'y installer le fauteuil roulant et cela ne coûterait pas plus cher qu'une voiture. Les parents aident à réaliser ce projet, il manque encore 4 000 F.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

AUJOURD'HUI

12 h 30 Renaud - "DIRECT" avec Ph. Gildas

21h 00 Suspens - "LEGITIME VIOLENCE" Tout est spectacle

POUR LES ABONNÉS

مكتبة

économie

REPÈRES

Dollar : Léger raffermissement 7,4750 F

Le dollar s'est légèrement raffermi, mercredi 8 janvier, après sa chute brutale de la veille. Il s'est établi à 7,4750 F environ, contre 7,4650 F, et à 2,4390 DM, contre 2,4370 DM, après avoir, néanmoins, touché 7,45 F à Hongkong dans la nuit précédente, et 2,4275 DM la veille au soir à New-York. Le franc français s'est montré ferme à nouveau, reprenant la tête du système monétaire européen, devant le deutschemark, dont le cours à Paris est revenu à 3,0650 F environ, contre près de 3,07 F la semaine dernière.

Loyers : hausse de 2,56 % de l'indice du troisième trimestre

L'indice trimestriel du coût de la construction, qui sert de référence à l'augmentation des loyers, s'est établi à 841 au troisième trimestre 1985, contre 820 au troisième trimestre 1984, en progression de 2,56 %. Cet indice est paru au *Journal officiel* du 4 janvier 1986 et s'applique aux baux qui prennent pour référence l'indice du troisième trimestre, lors de la révision annuelle ou du renouvellement du bail.

Production industrielle : léger recul en RFA

La production industrielle ouest-allemande a enregistré un très léger recul de 0,2 % en novembre par rapport au mois précédent, annonce l'Office fédéral des statistiques. Ces chiffres provisoires sont accompagnés d'une révision en sensible hausse de l'indice d'octobre qui, en données définitives, fait apparaître une progression de 3,1 %. La modeste revers de novembre est attribué par le ministère de l'économie aux perturbations dans le secteur du bâtiment, où la production a baissé de 18 % en raison des conditions climatiques. En revanche, le secteur de l'énergie a profité de l'arrivée de l'hiver et a progressé de 4,5 %. Par rapport à novembre 1984, la production industrielle est en augmentation de 4,5 %. Pour leur part, les commandes à l'industrie ont augmenté de 3,5 % entre octobre-novembre 1984 et la période correspondante de 1985.

CEE : revenu agricole — 8 %

Selon l'office des statistiques de la CEE, le revenu agricole par personne active a baissé de 8 % en 1985, contre une hausse de 3 % en 1984. Pour les seuls exploitants et aides familiaux non rémunérés, la chute atteint 12 %. Par Etat membre, l'office indique une hausse en Italie (3,2 %) et au Danemark (1,5 %), une baisse inférieure à la moyenne européenne aux Pays-Bas (-4,4 %), au Luxembourg (-2,9 %) et la Belgique (-0,6 %), et une forte baisse, enfin, au Royaume-Uni (-17,5 %), en RFA (-15 %), en Irlande (-12,2 %) et en France (-9 %). Ces évaluations sont provisoires et portant sur neuf pays, la Grèce n'ayant pu fournir les données nécessaires. — (AFP.)

Travaux publics : + 0,4 % en octobre 1985

Les entreprises de travaux publics ont réalisé, en octobre 1985, 9,6 milliards de francs de travaux, retrouvant ainsi le courant d'activité de l'année 1982. L'amélioration du volume des travaux aboutit à une progression de 0,4 % de l'activité en variation moyenne sur douze mois, selon la dernière note de conjoncture publiée par la Fédération nationale des travaux publics. Le nombre d'ouvriers employés sur les chantiers fluctue faiblement depuis le second trimestre 1985, se chiffrant à 186 000. Cependant, 2,4 % de l'ensemble des postes de travail ouverts ont été perdus en un an. Le volume des marchés conclus reste également bien orienté en octobre, l'indice progressant de 16,6 % en un an en données corrigées des variations saisonnières.

TRANSPORTS

La guerre des tarifs aériens reprend de plus belle aux Etats-Unis

Washington (AFP). — La guerre des tarifs aériens est repartie de plus belle aux Etats-Unis en ce début d'année, entraînant une grande confusion pour les passagers et affectant les recettes des grandes compagnies et les rémunérations des agents de voyages.

Dans cette surenchère de tarifs réduits, TWA vient de décider de lancer un billet à 99 dollars pour traverser le territoire américain d'est en ouest (soit quelque 5 000 kilomètres) à 2 cents environ le kilomètre.

Ce billet aller simple, qui représente une réduction de 75 % par rapport au tarif de base de TWA, vise à rivaliser avec les réductions offertes par les autres compagnies américaines comme American, People Express, Northwest et Continental qui sont en vigueur jusqu'en mars.

Mais cette nouvelle « guerre des tarifs », permise par la déréglementation lancée en 1978 par le président Carter, commence à poser de délicats problèmes aux agents de voyages. Ils se plaignent que les tarifs promotionnels soient annoncés brutalement par les compagnies, ce qui les oblige à réviser en permanence leur grille tarifaire, et entament que les compagnies n'avertissent pas de façon assez précise leurs passagers sur les conditions de ces tarifs.

Si les réductions tarifaires ont permis aux compagnies aériennes américaines d'enregistrer des trafics passagers records, elles mettent en danger leurs profits. Les réductions

tarifaires, souligne-t-on dans les milieux économiques, ne permettent pas de couvrir, malgré la baisse du prix du kérosène, le coût d'exploitation, exprimé par passager transporté.

En 1984, les compagnies aériennes américaines avaient transporté sur leur lignes régulières quelque quatre cent millions de passagers, et pour 1985 ce chiffre est en hausse de plus de 10 %, selon les premières estimations.

Après des profits globaux totalisant 2,2 milliards de dollars en 1984 et 1,6 milliard pour les neuf premiers mois de 1985, les compagnies aériennes devraient annoncer de lourdes pertes pour le dernier trimestre de l'année dernière.

« Dans la tourmente l'armement français a fait face. — Le Comité central des armateurs de France (CCAF) vient de publier sa brochure annuelle « le transport maritime français en 1985 », qui rassemble les données disponibles tant au niveau français qu'au plan mondial sur la marine marchande. Dans son avant-propos le délégué général du CCAF, M. Patrick Gautier, se félicite du comportement des entreprises, qui « ont pris leurs responsabilités ». « La résilience sans doute, souligne-t-il, le principal acquis d'une année qui aura vu se développer un effort d'adaptation se traduisant à la fois par la rationalisation des activités, la modernisation des outils et le redéploiement international, là où il s'imposait. »

CONJONCTURE

L'Etat lance son premier emprunt de l'année

L'Etat a lancé son premier emprunt de l'année, mardi 7 janvier, pour un montant minimum de 25 milliards de francs. Son dernier emprunt, également de 25 milliards de francs, avait été lancé le 28 novembre dernier. Il faut dire que le mois de janvier 1986 est particulièrement chargé pour le Trésor, qui va devoir assurer pour plus de 40 milliards de francs de remboursements et de paiements de coupons : les 12,5 milliards de francs de l'emprunt d'Etat de janvier 1980, arrivés à échéance ; les 18 milliards de francs (avec les intérêts) de l'emprunt obligatoire de juin 1983 ; les coupons des emprunts 7 % 1973 et 4 1/2 % 1973 ; ceux des obligations des caisses nationales de l'industrie et des banques (pour l'indemnisation des sociétés nationalisées). Tous ces versements vont apporter au marché d'abondantes liquidités, que le Trésor est désireux d'« éponger » aussitôt.

Etant donnée l'incertitude qui pourrait régner sur l'évolution des taux d'intérêt en 1986, en cas de changement de majorité et dans l'éventualité de remous dans les domaines politique, économique, social et financier, le Trésor a jugé bon d'assortir son emprunt d'une garantie contre une remontée des taux, comme il l'avait fait fin novembre dernier, avec un très grand succès d'ailleurs. Cette fois-ci, la garantie est offerte sous la forme d'un « bon d'échange », détachable et négociable séparément, attaché à chaque obligation assimilable (OAT), d'une première tranche à 9,70 % nominal et 10,20 % actuariel (contre 9,90 % et 10,25 % pour l'emprunt précédent).

Chaque bon donne le droit d'échanger tous les ans au début de l'année cette obligation (à taux fixe) contre une obligation à taux révisable annuellement, le tout à échéance de décembre de 1997 (donze ans). Une seconde tranche à 9,80 % nominal et 10,35 % actuariel, à dix ans, pourra également être échangée, mais seulement avec l'utilisation de bons de la première tranche. Cette émission de « bons » négociables est une novation, souligne le Crédit lyonnais, chef de file de l'emprunt, avec la Caisse des dépôts. Le dernier emprunt n'était assorti que d'une option d'échange, non négociable.

REMBOURSEMENT DE L'EMPRUNT OBLIGATOIRE 1983

Les certificats peuvent être déposés jusqu'au 31 janvier

L'emprunt obligatoire 1983 sera remboursé le 15 janvier. Les certificats ont été déposés avant le 30 novembre 1985 auprès des établissements bancaires, des guichets des PTT, du Crédit agricole, etc. Certains contribuables n'ayant pu remettre leur certificat en temps utile, le ministre de l'économie et des finances a publié le communiqué suivant : « Les réseaux financiers ont accepté le dépôt des certificats jusqu'au 31 janvier 1986. Toutefois, si le certificat a été déposé après le 30 novembre 1985, le remboursement dès le 15 janvier 1986, par virement sur les comptes de dépôt ou d'épargne des titulaires de certificats, n'est plus garanti. Le remboursement pourra intervenir avec un décalage de plusieurs jours. »

Le communiqué du ministère donne les précisions suivantes :

• L'opération de dépôt des certificats aux guichets des réseaux financiers est gratuite : aucun droit ne peut être prélevé à cette occasion.

• Après le 31 janvier 1986, les certificats ne pourront être déposés qu'aux guichets du Trésor public (perceptions).

• Les souscriptions versées dans les délais mais après le 1^{er} septembre 1985 ne donneront pas lieu à établissement de certificats.

Pour se faire rembourser, il suffira aux intéressés de se présenter, à partir du 15 janvier, à la perception qui a reçu leur souscription en produisant un relevé d'identité bancaire ou postal et, si possible, l'avis de souscription.

La France vue par la presse étrangère

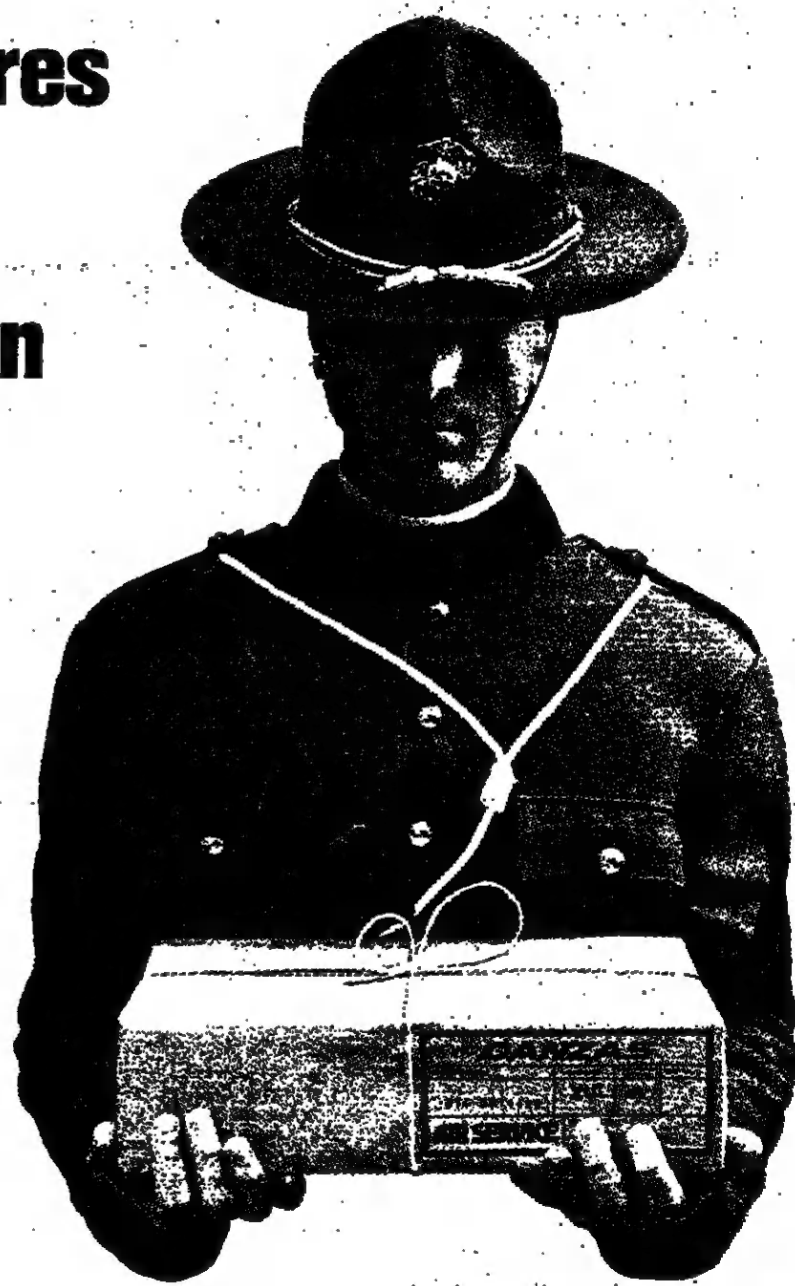
« CE SERAIT UNE TRAGÉDIE DE JETER PAR DESSUS BORD LA PRUDENCE DES SOCIALISTES »

La politique économique de M. Reagan n'est pas exportable en France, estime l'*International Herald Tribune* dans un éditorial consacré, mardi 6 janvier, au bilan économique de la gauche à dix semaines des élections législatives. Depuis 1983, année de la mise en place de la politique de rigueur par le gouvernement Mauroy, l'économie française a connu « l'une des améliorations les plus significatives en Europe », affirme le *Herald*.

« La France ne dispose pas encore d'une économie totalement saine, souligne l'éditorial. Elle a restauré seulement deux faces du triangle magique qui fonde la prospérité — des prix raisonnablement stables et l'équilibre extérieur. » Reste l'emploi, qui selon l'IHT, dépend précisément des succès remportés contre l'inflation et les déficits externes.

A l'approche d'une consultation électorale jugée d'une « immense importance, autant pour l'Occident que pour les pays non alignés », l'éditorialiste se déclare « préoccupé par la perspective d'un nouveau premier ministre conservateur tenté par un « miracle à la Reagan », à savoir une politique de l'offre stimulée par des allègements fiscaux. « Ce serait une tragédie si, en France, une nouvelle équipe gouvernementale jetait par dessus bord la prudence des socialistes », renchérit le *Herald Tribune*.

dans 48 heures
seulement,
ce colis
express avion
sera livré
dédouané
à montréal.
grâce
à danzas



Ce n'est pas par hasard. Dès qu'il aura décollé de Roissy-Charles de Gaulle, la télétransmission des documents permettra la préparation de son dédouanement avant même son atterrissage au Canada. Appuyée sur ses 15 centres pilotes régionaux, l'organisation spécialisée « Danzas Air Service » constitue aujourd'hui une infrastructure particulièrement performante dans le domaine du fret aérien. Coordonnée à l'échelle internationale, elle offre à ses utilisateurs tous les services liés aux opérations de transport aérien et 200 groupages réguliers en provenance ou à destination du monde entier.

Cette place acquise n'est qu'un aspect des nombreuses activités qui font de Danzas un des principaux auxiliaires français des transports et un des premiers transitaires aériens du marché. Créé en France en 1815, le groupe international

Danzas est aujourd'hui, avec 10 000 personnes et plus de 500 agences dans le monde, un des tout-premiers spécialistes européens du transport plurimodal. Avec son réseau de 130 agences réparties sur tout le territoire, plus de 4 000 personnes et une facturation de 6 milliards de F, l'organisation Danzas en France figure elle-même comme une capacité complète d'intervention et de service dans tous les domaines des échanges intérieurs et internationaux. En messagerie aérienne comme en tous les autres modes de transport, elle en fait tous les jours la preuve.

DANZAS
500 agences dans le monde

مركزنا من الأصل

AFFAIRES

EN DOUBLANT LE VOLUME DE SES COMMANDES

Alsthom réalise la moitié de ses ventes à l'exportation

M. Pierre Desgeorges, PDG du groupe Alsthom, spécialisé dans les grands équipements électriques (turbines, alternateurs) et dans les transports (trains, métro, locomotives, chantiers navals) est très satisfait de l'année 1985. Ce n'est pas tant le bénéfice consolidé qui s'annonce - 460 millions de francs, augmentés du taux de l'inflation - qui le fait, à l'évidence, jubiler, mais une très vive reprise des commandes à l'exportation qui ont atteint 14 milliards de francs, soit le double de l'année précédente, et qui représentent environ la moitié des commandes enregistrées par l'ensemble du groupe.

M. Desgeorges se félicite d'autant plus de ce résultat qu'il a été acquis alors que les marchés n'ont pas retrouvé un tonus disparu depuis deux ans. « L'exportation est de plus en plus importante, dit-il, car le marché français est en baisse, et pour longtemps. EDF ne commande plus qu'une seule centrale nucléaire par an, et la SNCF a renoncé à construire soixante-dix voitures Corail, menaçant ainsi quatre cents emplois de notre usine de Reims. Les commandes françaises nous donnent des références, mais elles ne suffisent plus à faire tourner nos usines. »

Selon ses dirigeants, quatre raisons expliquent les succès d'Alsthom à l'exportation : les efforts commerciaux du groupe ont été intensifiés à l'étranger ; le marché chinois s'est ouvert à nouveau ; le cours du dollar a désavantagé les concurrents américains comme General Electric ; le marché des turbines à gaz a repris, et Alsthom en a placé 26 dont 25 à 30 MW et d'un coût unitaire de 30 à 50 millions de francs.

« Plus de boulet »

Les cinq plus importantes commandes à l'exportation concernent la Norvège (le plus grand paquebot de croisière du monde), la Chine (300 locomotives), le Mexique (un porte-conteneurs), l'Inde (6 groupes de turbines à gaz 6000) et la Birmanie (15 locomotives). En moyenne et sur cinq ans, les territoires de chasse d'Alsthom sont dans l'ordre : l'Asie, l'Océanie (30 %), le Proche-Orient-Magreb (22,5 %), les Amériques (20 %), l'Europe de l'Ouest (13,5 %), l'Afrique (12 %) et l'Europe de l'Est (2 %).

M. Desgeorges ne laisse personne douter que les comportements de sa société et de ses filiales sont parfaitement sains. « Nous n'avons plus

de boulet, et notre chantier naval de Saint-Nazaire est très compétitif parce que nous nous sommes spécialisés dans les bateaux très performants comme les paquebots de croisière, les méthaniers, les porte-conteneurs et les dragues. En dix ans, nous avons diminué nos effectifs de moitié et investi en matériel et dans le domaine de l'informatique. Je peux certifier que l'aide de l'Etat pour la construction du paquebot norvégien est la plus faible attribuée depuis vingt ans. »

Et le métro du Caire, qui pourrait en 1987 se révéler une opération « blanche », c'est-à-dire sans bénéfice pour les constructeurs français ? « Une affaire « blanche » n'est déjà pas si mal. Il est vrai que les pièces détachées permettront de rattraper les rabais consentis à l'achat. »

Les exportations sont de moins en moins aidées financièrement. Le pourcentage des commandes financées par rapport aux commandes totales est tombé de 62 % en 1981 à 59,8 % en 1983 et à 48,2 % l'an dernier : les ventes à l'étranger ont été réduites, pour 6 % seulement, avec les crédits d'aide dont les taux sont très bas. Et de faire valoir qu'un crédit de 10,70 % consenti à l'Algérie ne représentait en rien une subvention.

La Chine, tentée par le nucléaire, la Corée, où Alsthom répondra à la fin du mois de mars à un appel d'offres pour une autre centrale nucléaire, l'Indonésie et l'Inde représentent les cibles privilégiées du groupe. « Ce sont des pays à population nombreuse et sous-équipés tant pour les transports que pour l'énergie. Par exemple, 10 % seulement des 150 millions d'habitants de l'Indonésie disposent de l'électricité. C'est un marché fantastique. »

Pour pénétrer ces pays étrangers qui exigent des transferts de technologie, Alsthom a choisi de s'associer avec des capitaux locaux, et le groupe dispose de filiales qui réalisent un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de francs et qui emploient huit mille personnes dans le monde.

Acheté en 1985 les activités d'appareillage haute et moyenne tension de la firme suisse Sprecher et Schuch et la fabrication brésilienne de turbines hydrauliques Mecanica Pesada. M. Desgeorges a annoncé que cette stratégie se poursuivrait et que l'augmentation du capital réalisée à la Bourse de Paris en 1985 était notamment destinée à permettre ces investissements.

ALAIN FAUJAS.

LES AMÉRICAINS APRÈS LES EUROPÉENS

Une alliance de tous les constructeurs informatiques contre les normes d'IBM

Dix-huit constructeurs américains d'ordinateurs vont se réunir, le 23 janvier, pour décider de standardiser leurs produits et de mettre en œuvre des travaux communs sur les normes des réseaux télématiques. Une organisation, intitulée The Corporation for Open Systems, serait créée à cet effet au sein du syndicat des constructeurs informatiques. Tous les grands noms de la profession assisteront à la réunion, dont Digital, Control Data, Honeywell, Xerox, Hewlett Packard, ATT.

Cette initiative, qui intervient après la constitution du « groupe des douze » constructeurs européens en 1983 et d'une association similaire au Japon, marque la volonté d'entente des constructeurs face au numéro un mondial IBM. Cible commune, danger pour tous, concurrençant sur tous les terrains, IBM risque de renforcer encore sa puissance s'il réussit à imposer sa norme de réseaux SNA. Qui contrôle les réseaux maîtrise en effet la capacité de connexion des terminaux et des ordinateurs entre eux. Les constructeurs qui veulent survivre dans un monde où se marient l'informatique et les télécommunications souhaitent donc que cette connexion soit « ouverte » à tous, c'est-à-dire rendue transparente par l'adoption de normes internationales.

reconnues de tous et non pas définies par le seul IBM.

Les Européens ont montré la voie dès 1983 en militant, avec le soutien de la CEE, de plusieurs gouvernements et des PTT européennes, pour les normes ouvertes appelées OSI. La décision des Américains de la rejoindre donne à leur initiative une « taille critique » pour des normes ouvertes considérables. Une unanimité mondiale est en voie de constitution.

IBM est invité à la réunion du 23 janvier. Déjà, le numéro un a fait savoir qu'il accepterait les normes OSI et établirait des passerelles entre OSI et SNA, bref entre le monde IBM et l'extérieur. Le numéro un a donc pris acte de la volonté de transparence des autres constructeurs, rejointe par celle de nombreux grands clients comme General Motors ou Boeing. Reste à savoir si ces « passerelles » offertes par IBM seront elles-mêmes transparentes ou si elles ne seront que des « pont-levis » contrôlés techniquement par IBM. Mais, quoi qu'il en soit, les utilisateurs, souvent prisonniers de leurs constructeurs, ne peuvent que se réjouir de cette évolution, qui rétablit peu à peu une concurrence dans l'informatique.

E. L. B.

ENTREPRISES

Westland : nouvelle offre des Européens face à Sikorsky

Londres (AFP). — Le consortium européen, qui s'oppose à la société américaine Sikorsky pour prendre une participation dans le capital du constructeur britannique d'hélicoptères Westland, a annoncé, mardi 7 janvier, une augmentation de son offre financière, qui est portée de 73 à 75 millions de livres. La veille, Sikorsky avait annoncé qu'il portait son aide financière de 72,2 millions à 74 millions de livres.

« Il n'y a maintenant plus de motif financier pour que les actionnaires de Westland choisissent la solution américaine », a commenté Sir Raymond Lygo, président de British Aerospace, chef de file du consortium.

D'autre part, Sikorsky a promis de confier à Westland l'équivalent de 2 millions d'heures de travail en cinq ans. Le consortium européen a proposé 1 800 000 heures de travail en trois ans.

Lundi 6 janvier, Westland avait annoncé que seule l'offre américaine serait soumise aux actionnaires de la société lors de la réunion extraordinaire des actionnaires, qui reste fixée au 14 janvier prochain.

L'Aérospatiale a enregistré une hausse des commandes de 72 % en 1985

La société Aérospatiale, qui participe au programme Airbus et construit des missiles ainsi que des hélicoptères et des satellites, a enregistré en 1985 une hausse de 72 % de ses prises de commandes, qui ont atteint 34 500 millions de francs. Les seules prises de commandes à l'exportation se sont élevées à 25 milliards de francs, soit les trois quarts du montant total des commandes. Ce portefeuille des commandes se répartit ainsi : 17 milliards de francs pour l'aviation commerciale ; 7,5 milliards de francs pour les missiles tactiques ; 6 milliards de francs pour les hélicoptères et 4 milliards pour le secteur spatial.

Le PDG de l'Aérospatiale, M. Henri Martre, estime toutefois que la baisse du dollar, la situation difficile des compagnies aériennes et la pugnacité commerciale des concurrents pourraient avoir pour effet en 1986 de ralentir l'activité de la société.

Le président de Sanyo electric propose sa démission après la mort de quatre personnes

Le président de Sanyo, un grand fabricant japonais d'appareils électroniques, proposera le mois prochain sa démission aux actionnaires de sa société, réunis en assemblée générale, après que des radiateurs au mazout de la firme aient provoqué la mort de quatre personnes empoisonnées au Japon par des émanations d'oxyde de carbone. Le président, M. Kaoru Iue, a reconnu qu'aucune mesure n'avait été prise au printemps dernier, après qu'il eut été averti de l'insuffisance de combustion de certains appareils de chauffage. Sur 80 000 radiateurs du type concernés vendus, 8 000 n'ont toujours pas été retournés à Sanyo. (AFP.)

International Harvester devient Navistar international

A partir du 20 février prochain - date à laquelle les actionnaires doivent entériner cette décision - International Harvester, l'un des grands noms mondiaux du machinisme

agricole s'appellera Navistar International. Ce changement de raison sociale, qui a été annoncé par l'intermédiaire d'un réseau de télévision, simultanément, aux 15 000 salariés qu'emploie encore ce groupe, tant aux Etats-Unis qu'au Canada, est destiné à marquer la rupture définitive d'International Harvester avec cette activité de machinisme agricole sur laquelle elle avait bâti sa réputation, mais dont la situation déficitaire n'avait cessé de s'aggraver. En novembre 1984, la firme avait décidé de céder au groupe américain Case Tenneco l'ensemble de sa branche de machinisme agricole en même temps que son nom et le logo IH rouge et noir. A présent, Navistar International, qui conserve la seule activité de fabrication de poids-lourds, est prêt à affronter l'avenir, a précisé son président, M. Donald D. Lennox.

Pennzoil rejette l'offre d'accord à l'amiable de Texaco

La compagnie pétrolière Pennzoil a annoncé, le mardi 7 janvier au soir, qu'elle avait rejeté une proposition de Texaco pour un règlement à l'amiable, après le jugement condamnant cette dernière à lui verser 11,1 milliards de dollars de dommages et intérêts (le Monde du 12 décembre 1985). Texaco, troisième compagnie pétrolière américaine, condamnée pour avoir pris le contrôle d'un autre pétrolier, Getty Oil, par des moyens irréguliers, alors que Pennzoil était elle-même sur les rangs, cherche, depuis plusieurs semaines (le Monde du 25 décembre 1985), à négocier un accord à l'amiable avec sa rivale. Selon des rumeurs circulant à Wall Street, Texaco aurait notamment offert de racheter Pennzoil, et les deux firmes auraient été proches d'un accord le 7 janvier. Ces rumeurs avaient entraîné une hausse spectaculaire des actions de Pennzoil, qui avaient gagné 20 dollars pour clore à 83 dollars. Ni Texaco ni Pennzoil n'ont commenté ces rumeurs, le PDG de Pennzoil se contentant, mardi soir, de déclarer que la balle était toujours dans le camp de Texaco.

SOCIAL

Renault propose un nouveau système d'indemnisation du chômage partiel

La direction de Renault a annoncé, le mardi 7 janvier, aux syndicats une augmentation de salaire de 0,5 % en février et une « prime exceptionnelle » triennale de 240 F, contre 420 F les années précédentes (1) : elle a estimé impossible de préciser davantage ses intentions pour l'année 1986 en raison de la situation de l'entreprise. D'autre part, elle a présenté un projet de protocole sur l'indemnisation du chômage partiel. En effet, le fonds de régularisation des ressources créé à cette intention en décembre 1983, qui n'avait plus été alimenté depuis cinq ans, va se trouver épuisé fin février.

Le nouveau système cherche à minimiser la perte de salaire pour les salariés en chômage partiel en établissant une cotisation de l'ensemble des salariés. D'autre part, il propose un aménagement des horaires de façon à obtenir une contribution plus importante de l'Etat public, avec l'allocation contractuelle de la métallurgie, assure environ la moitié de la rémunération normale aux salariés en chômage économique. En effet, cette aide publique n'est versée qu'à partir du moment où, sur un mois, on descend au-dessous de l'heure légale (treize heures par semaine).

Dans ce but, l'horaire de travail des ouvriers « postés » va être ramené de 40 h 40 à 38 h 10 en comptant et en rémunérant à part les temps de pause (ce qui est réglementaire). Ainsi, ces salariés pourront-ils être indemnisés dès la première journée mensuelle de chômage.

« Des anciens de LIP vont toucher leurs indemnités de licenciement avec treize ans de retard. Le domaine industriel de LIP à Beaupré (Doubs) ayant été vendu le 23 décembre 1985, 193 anciens salariés de l'entreprise bihorlogère - les « loyalistes » - vont enfin recevoir les indemnités de licenciement, qui leur étaient dues depuis le 6 août 1973. A l'époque les « loyalistes », les indemnités de licenciement ont été considérées comme une créance prioritaire, et qu'il a été décidé que, en cas de faillite, elles pourraient être versées par une assurance « garantie de salaire » gérée par les ASSEDIIC.

La direction de Renault a annoncé, le mardi 7 janvier, aux syndicats une augmentation de salaire de 0,5 % en février et une « prime exceptionnelle » triennale de 240 F, contre 420 F les années précédentes (1) : elle a estimé impossible de préciser davantage ses intentions pour l'année 1986 en raison de la situation de l'entreprise. D'autre part, elle a présenté un projet de protocole sur l'indemnisation du chômage partiel. En effet, le fonds de régularisation des ressources créé à cette intention en décembre 1983, qui n'avait plus été alimenté depuis cinq ans, va se trouver épuisé fin février.

Le nouveau système cherche à minimiser la perte de salaire pour les salariés en chômage partiel en établissant une cotisation de l'ensemble des salariés. D'autre part, il propose un aménagement des horaires de façon à obtenir une contribution plus importante de l'Etat public, avec l'allocation contractuelle de la métallurgie, assure environ la moitié de la rémunération normale aux salariés en chômage économique. En effet, cette aide publique n'est versée qu'à partir du moment où, sur un mois, on descend au-dessous de l'heure légale (treize heures par semaine).

Dans ce but, l'horaire de travail des ouvriers « postés » va être ramené de 40 h 40 à 38 h 10 en comptant et en rémunérant à part les temps de pause (ce qui est réglementaire). Ainsi, ces salariés pourront-ils être indemnisés dès la première journée mensuelle de chômage.

(1) A l'indice 100. Or un OS sans ancienneté est à l'indice 170.

« Incidant entre la CGT et le CNPF au conseil des prudhommes de Beauvais. — Un incident a opposé la CGT au CNPF au cours de l'audience solennelle de rentrée du conseil des prudhommes de Beauvais (Oise). M. René Gouarin (collège salarié, CGT), nouveau président de la juridiction, a opposé un refus à M. Pierre Renaud (collège employeurs, CNPF), président 1985, qui souhaitait dresser le bilan de l'année écoulée. M. Gouarin a alors suspendu l'audience et quitté la salle accompagnée des conseillers du collège salariés. Déclaration de guerre entre le CNPF et la CGT ou politisation d'une juridiction à quelques semaines des élections ? Cette année s'annonce difficile au conseil des prudhommes de Beauvais. — (Corresp.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
\$E-U	7,4765 7,4735	+ 55 + 70	+ 118 + 148	+ 359 + 458
S. can.	5,3133 5,3173	- 51 - 35	- 88 - 55	- 195 - 186
Yen (100)	3,7893 3,7126	+ 62 + 75	+ 139 + 151	+ 437 + 495
DM	3,8623 3,8654	+ 111 + 122	+ 211 + 228	+ 626 + 682
Fr. S.	2,7288 2,7221	+ 69 + 78	+ 132 + 148	+ 487 + 454
F.B. (100)	14,9339 14,9250	- 259 - 175	- 429 - 394	- 911 - 536
F.S.	3,6119 3,6151	+ 148 + 164	+ 280 + 290	+ 845 + 913
L. (100)	4,8955 4,8940	- 329 - 267	- 626 - 543	- 1548 - 1417
£	10,7659 10,7708	- 280 - 243	- 567 - 502	- 1725 - 1531

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 J/8	8 J/8	15 J/8	1 M/8	3 M/8	6 M/8	9 M/8	12 M/8
\$E-U	7 3/4	8 1/2	7 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
DM	4 3/4	5 1/4	4 1/2	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
Fr. S.	5 5/8	5 7/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
F.B. (100)	10 1/4	11 1/4	9 3/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
F.S.	2 1/4	3 1/4	2 3/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
L. (100)	12 1/4	13 1/4	11 1/2	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
£	10 1/4	11 1/2	10 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
F. can.	8 5/8	8 7/8	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE - MERRILL LYNCH

Emission de certificats de dépôt en euros et dollars

La Société Lyonnaise de Banque a lancé ce lundi 6 janvier 1986, sur le marché international des capitaux, une émission de 50 millions de dollars. Dirigée par Merrill Lynch, cette opération prendra la forme d'un « Transférable revolving underwriting facility » (TRUF), c'est-à-dire d'une ligne de crédit confirmée, souscrite par un pool d'une dizaine de banques internationales et mobilisable par tirage de certificats de dépôt à six, trois ou six mois.

Cette opération est la première que réalise la Société Lyonnaise de Banque sous son nom propre sur le marché international des capitaux.

Destinée à conforter le développement des opérations de trésorerie en devises de la banque, elle lui permettra également d'accroître sa notoriété auprès de ses correspondants étrangers.

Cette opération s'inscrit par ailleurs dans le contexte d'une politique qui vise à développer à Lyon, autour notamment de la Société Lyonnaise de Banque, un pôle bancaire et financier complet, largement ouvert sur l'étranger.

groupe CIC
EUROCIC

La SICAV à vocation obligatoire internationale du groupe CIC

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'EUROCIC, réunie le 6 janvier 1986 sur demande en convocation, sous la présidence de M. Renaud Segalen, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1985 ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises.

Elle a décidé la mise en paiement d'un dividende de 521,56 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 38,03 F, ce qui porte le revenu global à 559,59 F contre 531,28 F l'an passé. Ce dividende sera payable à partir du 8 janvier 1986 à 12 heures, aux guichets du Crédit Industriel et Commercial de Paris et des autres banques du groupe CIC.

Les actionnaires auront la possibilité de réinvestir une somme équivalente au montant de leurs dividendes bruts par souscription des actions nouvelles en franchise totale de droit d'entrée jusqu'au 8 avril 1986.

Le président a rappelé dans son allocution qu'à la date du 3 janvier 1986 la valeur liquidative s'élevait à 8 324,86 F au lieu de 7 894,61 F au 30 septembre 1985, en progression de 5,45 %.

FRANCE 5

La société France 5 a été constituée le 31 décembre 1985 sous la forme anonyme avec siège à Paris-8, 3, boulevard Malesherbes et pour objet l'exploitation d'une concession d'un service de télévision par voie hertzienne sur l'ensemble du territoire français.

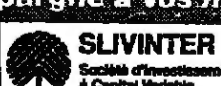
Le capital fixé à 50 000 000 F a été intégralement souscrit en espèces. Il est divisé en 50 000 actions de 1 000 F dont 30 000 de catégorie A et 20 000 de catégorie B.

La Société d'études et de participations dans la communication - SEPC - filiale de Chargeurs SA, a souscrit 29 997 actions A et Retenue SA, a souscrit 19 998 actions de catégorie B.

Le capital de France 5 sera très prochainement porté à 500 000 000 F par émission au pair contre espèces de 450 000 actions dont 270 000 actions A et 180 000 actions B. A cette occasion, de nouveaux actionnaires entrèrent dans le capital de la SEPC dans laquelle Chargeurs SA conservera une participation de 52 % au moins.

Jérôme Seydoux, président de la SEPC, a été nommé président du conseil d'administration de France 5. Silvio Berlusconi a été nommé vice-président directeur général sous condition de l'obtention des autorisations légales ou administratives nécessaires. Christophe Riboud et Bernard Roulier ont été nommés administrateurs de France 5.

SICAV du Crédit Lyonnais : une épargne à vos mesures.

SOCIÉTÉ D'INTERMÉDIATION
à Capital Variable

Assemblée Générale Ordinaire du 20 décembre 1985

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société réunie le 20 décembre 1985 sous la présidence de M. Bernard DESJARDINS a approuvé les comptes de l'exercice 1984-1985.

• Revenus distribuables : F 22 211 743,58

• Revenu global par action : F 10,08 composé d'un dividende net de F 14,82 et d'un impôt déjà payé au Trésor (impôt de F 1,24).

• Mise en paiement des le 23 décembre 1985 au titre du coupon n° 26.

• L'Assemblée a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Jean-François BAUME pour une durée de six années.

Par ailleurs, l'Assemblée a ratifié la décision du Conseil d'Administration du 26 février 1985 de transférer le siège social de la Société, 168, rue de Rivoli 75001 - PARIS.

CREDIT LYONNAIS

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

7 janvier
Plus calme

Quelle santé ! Au lendemain d'une hausse de 2,94 %, laquelle intervenait d'ailleurs après une progression de 3,5 % la semaine précédente, le marché apparaît certes plus calme mardi, mais le fond restait étonnamment résolu.

A tel point que dans un contexte assez irrégulier à l'encontre de l'évolution de l'indice boursier (en repli de 0,70 % en clôture après avoir gagné jusqu'à 0,20 %), deux valeurs ont été retenues : La Redoute et Pechelbronn - s'agissant de la cote d'achat - réservée à la hausse - pour signifier au public l'engagement des acheteurs à leur égard.

De même par UBS et Dreyfus, à leur plus haut niveau de l'année en même temps que d'autres titres (Colas, BIL, Primagaz...), en hausse de 4 à 6 %. La Redoute terminait avec un gain voisin de 5 % en hausse de 8 %, SCREG se hissait parmi les plus-values les plus importantes, suivie à distance par son concurrent, Dreyfus, lequel concluait à 1,14 % à son plus haut niveau de l'année étonnamment.

A l'inverse, le secteur du bâtiment et des travaux publics qui a servi de locomotive au marché parisien ces derniers jours prenait un repos bien mérité. En baisse de 3 %, Auxilium-Entreprise entraînait dans son sillage Dumez, Lefevre-Coppé, Ciments français, Poliet, avec des replis modérés cependant (2 à 3 %).

Sur le marché de l'or, le lingot repassait au-dessous de la barre des 800 \$ F, à 793 \$ F (contre 804 \$ F la veille), tandis que le napoléon était décaissé à 528 \$ F. A Londres, le métal fin se traitait à 338,90 dollars l'once (327,80 dollars lundi midi).

Le dollar-titre a accompagné le repli du billet vert, à 7,70/72 F.

NEW-YORK

Nouveau record

Décidément, la pousse était de courte durée. Après avoir soufflé, l'espèce d'insouciance, lundi, le marché new-yorkais est vigoureusement reparti de l'avant dès le lendemain, si en ce jour par le bond accompli par l'indice Dow Jones des valeurs industrielles. Alors que les gains l'emportent sur les replis dans la proportion de trois contre un environ, le Dow Jones conclut sur un gain de 18,12 points pour atteindre le niveau record de 1 565,71, enfonçant le précédent record de 1 553,10 points établi le 16 décembre dernier. Les investisseurs attribuent cette vive reprise aux bonnes nouvelles en provenance de divers fronts - macro-économique (des retours de l'inflation qui semble bien maîtrisée) et à l'avance constante sur le marché obligataire, où la progression a été particulièrement nette du côté des bons du Trésor à treize ans.

Cette animation s'est naturellement reflétée sur le volume des échanges qui a atteint 152,55 millions d'actions, contre 92,61 millions à la précédente séance, avec des volumes significatifs (plus de 1,5 million de titres) sur Eckerd Jack Corp., Securities Corp., Transworld Laboratories, American Telephone and Telegraph, qui demeurent soumis aux vides de Gaf, à l'égouttement régressif. D'autre part, la baisse des taux d'intérêt intervient sur le marché du crédit à ravivé l'espoir d'un mouvement généralisé, confortant l'attente d'une diminution du taux d'escompte, lequel est envisagé à 7,5 % depuis le printemps dernier.

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LEGERE BAISSE DE L'ACTION AGP. - L'action AGP SA, qui est au centre de la bataille engagée officiellement par les groupes Axa, d'une part, et Compagnie de Midi, de l'autre, pour le contrôle de la société Providence (AGP sert de support à la coté d'achat de la Compagnie de Midi), a été cotée à 1 470 F, le 7 janvier, sur le marché hors cote de la Bourse de Paris (contre 1 500 F la veille), ce qui constitue la première baisse de la cote d'achat depuis son introduction le 27 décembre 1985. Rappelons que, à la majorité des administrateurs, le conseil d'administration de la Providence SA a initié ses actionnaires à répondre positivement à l'offre de M. Bernard Tapie, le patron de la Compagnie de Midi (le Midi du 6 décembre).

LE JAPONAIS UNY COTÉ À PARIS. - Le club des valeurs japonaises cotées à la Bourse de Paris va s'agrandir avec l'inscription à la cote officielle, le 15 janvier, de Uny Co., une société de grande distribution japonaise, Nô de la fusion de deux magasins de distribution, le groupe, qui emploie mille personnes réparties sur sept cent soixante points de vente, a réalisé, pour le dernier exercice clos le 28 février 1985, un chiffre d'affaires de 491,7 milliards de yens (3,70 F environ, soit 100 yens). Le bénéfice a atteint 7,7 milliards de yens.

Uny, sixième groupe de distribution au Japon, commercialise des produits d'alimentation, d'équipement pour la maison et de l'habillement par l'intermédiaire de cent cent supermarchés des magasins propres des hypermarchés européens, de supermarchés et de magasins spécialisés.

Pour le premier semestre 1985 clos le 20 août, le bénéfice net a atteint 3,6 milliards de yens, en hausse de 3 % par rapport à la même période l'année précédente. Un yens plus de 150 millions de titres Uny (quatre-vingt-cinq millions de titres) ont été vendus à la cote officielle. Fin décembre, l'action Uny valait, à Tokyo, 1200 yens pour des cours extrêmes, en 1985, de 1 410 yens à 1 160 yens. L'action Uny est cotée à Tokyo, à Nagoya et à Luxembourg.

INDICES QUOTIDIENS			
(base 100 = 31 décembre 1985)			
Indice CAC 40	100	100	100
Indice CAC 100	100	100	100
COTE DES AGENTS DE CHANGE			
(base 100 = 31 décembre 1985)			
Indice général	100	100	100
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE			
Effets à 90 jours : 8,34 %			
COURS DU DOLLAR À TOKYO			
1 dollar (en yens) : 202,35 - 201,55			

BOURSE DE PARIS Comptant 7 JANVIER

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

VALEURS	Cours de 6 h	Cours de 7 h
Alcoa	38 1/4	38 1/4
A.T. & T.	53 1/4	53 1/4
Bear	33 1/4	33 1/4
Chemical Bank	72 1/2	72 1/2
Du Pont de Nemours	50 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	50 3/4	50 3/4
General Electric	50 3/4	50 3/4
IBM	164 1/4	164 1/4
ITT	38 1/8	38 1/8
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
Merck	38 1/8	38 1/8
Pharmacia	48 1/4	48 1/4
Schering	48 1/4	48 1/4
U.S. Steel	44 1/2	44 1/2
Weyerhaeuser	50 1/2	50 1/2

FRANCE 5

La France 5 a été constituée en 1985 sous la forme d'une société anonyme à capital variable, dont le siège est à Paris-9, 3, boulevard de la Chapelle, 75010 Paris. Elle a pour objet l'exploitation d'un service de télévision par câble, la France 5 Câble, et la diffusion de programmes par satellite. Le capital est de 50 000 000 F, divisé en 500 000 actions de 100 F. Le conseil d'administration est composé de 15 membres, dont 10 sont élus par les actionnaires et 5 sont désignés par le ministre de la Culture. Le président du conseil d'administration est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur général est M. Bernard Tapie. Le directeur financier est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur technique est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur commercial est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur juridique est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des ressources humaines est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des relations publiques est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires internationales est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires fiscales est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires sociales est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires environnementales est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires énergétiques est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires spatiales est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires nucléaires est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires aéronautiques est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires maritimes est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires terrestres est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires aériennes est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires spatiales est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires nucléaires est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires aéronautiques est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires maritimes est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires terrestres est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires aériennes est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires spatiales est M. Jean-Louis Lemaire. Le directeur des affaires nucléaires est M. Jean

Le Monde

CONTRAIREMENT AUX ENGAGEMENTS DE M. MITTERRAND

M. Berlusconi prend la direction de la « 5 »

M. Silvio Berlusconi assure les fonctions de directeur général de la cinquième chaîne avec le titre de vice-président. Cette nomination, décidée le 31 décembre par le conseil d'administration de France 5, n'a été rendue publique que quelques jours plus tard par l'intermédiaire d'une annonce dans les *Petites Affiches*, journal d'informations juridiques. Une discrétion d'autant plus remarquable que le chef de l'Etat, comme le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, avait solennellement affirmé que le directeur de la cinquième chaîne, comme le président, serait un Français (*Le Monde* du 23 novembre 1985).

Cette décision ne fait que confirmer le poids de l'homme d'affaires italien, actionnaire minoritaire de la chaîne, face à M. Jérôme Seydoux et Christophe Riboud. A six semaines du lancement théorique de la « 5 », le problème des programmes devient prioritaire, et en l'absence d'infrastructures parisiennes et d'encadrement français, l'essentiel du travail et des décisions a lieu à Milan, sous la responsabilité des équipes de M. Berlusconi. L'entourage de celui-ci, qui indique

aujourd'hui que « son expérience en matière de télévision le destinait tout naturellement à exercer ces responsabilités », n'a jamais caché que M. Berlusconi n'était pas favorable à une multiplication des postes de responsabilité au sein de la chaîne commerciale.

La nomination de M. Berlusconi a fait l'effet d'une douche froide sur les professionnels du cinéma et les sociétés d'auteurs, qui n'espèrent plus grand-chose de la modification du cahier des charges de la cinquième chaîne (*Le Monde* du 1^{er} janvier). Considérant que le gouvernement est déterminé à imposer « en force » la « 5 » (1), nombreux sont ceux qui souhaitent une décision rapide du Conseil d'Etat. C'est la position que défend M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), qui a lui aussi déposé un recours devant la haute juridiction.

(1) Le décret d'application de la loi du 29 juillet 1982 autorisant M. Georges Fillioud à signer, au nom de l'Etat, le contrat de concession de service public, est paru au *Journal officiel* de ce mercredi 8 janvier.

Aux Etats-Unis

M. John Block, secrétaire à l'agriculture a annoncé sa démission

Washington (AFP, Reuter). — M. John Block, secrétaire à l'agriculture, a annoncé, le mardi 7 janvier, dans une conférence de presse, à Washington, qu'il avait présenté sa démission au président Reagan. Celle-ci devrait devenir effective vers le milieu du mois de février.

M. Block, qui occupait ces fonctions depuis l'arrivée au pouvoir de M. Reagan, au début de 1981, a précisé qu'il s'agissait d'une « décision personnelle » et qu'il avait l'intention de travailler dans le privé.

Désireux de quitter le gouvernement depuis plusieurs mois, M. Block a indiqué qu'il avait voulu rester à son poste jusqu'à l'adoption, en décembre, d'une nouvelle loi agricole qui vise à soumettre davantage ce secteur aux lois du marché en réduisant les programmes de soutien en cas de crise. La loi a été signée le 23 décembre par le président Reagan.

Selon un sondage BVA-« Paris-Match »

LE PS PROGRESSE NETTEMENT

Le Parti socialiste gagne cinq points, selon le dernier sondage BVA qui sera publié dans *Paris-Match* de jeudi 8 janvier. Crédité de 38 % d'intentions de vote le mois précédent, l'ensemble de la gauche passe à 41 % dont 26,5 % pour le PS (contre 21,5 % en décembre) et 10,5 % pour le PC (contre 9 %).

Cette percée socialiste se fait au détriment des « autres candidats de gauche », les écologistes pour leur part perdent trois points en passant de 5 % à 2 %. De son côté, l'ensemble de la droite reste stable à 57 % et les listes RPR et UDF présentées unies ou séparées totalisent 44 %.

Par ailleurs, le sondage BVA-*Paris-Match* présente « un bilan de la législature » articulé autour de dix-huit mesures. Il ressort que toutes les mesures ayant trait au domaine social sont très largement approuvées. Les mesures fiscales viennent juste derrière. Les trois initiatives qui ont le plus souvent jugées en négatif, concernent la concession de la cinquième chaîne de télévision à M. Berlusconi, la nationalisation des banques et la suppression de la peine de mort. Il est à noter cependant que les personnes interrogées n'attachent pas beaucoup d'importance à ces dernières mesures.

Le sondage sur les intentions de vote a été réalisé auprès de 1 778 personnes du 15 au 20 décembre et celui sur le « bilan de la législature » auprès de 874 personnes pendant la même période.

GUIDE DES IMPRIMANTES
180 modèles de 1 300 F à 15 000 F

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
25 F chez votre marchand de journaux

A L'ISSUE DE LA PREMIERE RÉUNION DE TRAVAIL DE L'ANNÉE

MM. Dumas et Genscher minimisent les divergences entre Paris et Bonn

« Au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, mardi 7 janvier, à l'issue de la première réunion de travail de l'année 1986, les ministres des relations extérieures de France et de RFA, MM. Roland Dumas et Hans Dietrich Genscher se sont déclarés décidés à faire de l'année 1986 « une grande année dans les relations franco-allemandes ».

L'approfondissement de la coopération entre les deux pays devrait notamment se traduire par des réunions régulières tantôt à Bonn, tantôt à Paris, des directeurs politiques, économiques et culturels des deux ministères. Les deux ministres se sont, d'autre part, attachés à minimiser les divergences entre la France et la RFA qui avaient surgi ces derniers temps.

En ce qui concerne le projet de navette spatiale européenne Hermès, qui semblait totalement abandonné par Bonn, M. Dumas a

déclaré : « Le sujet est toujours d'actualité et la réflexion allemande se poursuit. » M. Genscher a, de son côté, rappelé que « comme ce fut le cas dans le passé lors de l'invention du chemin de fer et de l'automobile, l'Europe doit être présente dans la conquête de l'espace ».

A propos de l'initiative de défense stratégique américaine, M. Roland Dumas a fait remarquer que les positions de Paris et de Bonn, « opposées à l'origine », s'étaient beaucoup rapprochées, puisque M. Kohl, tout en participant au projet du président Reagan, avait finalement renoncé à y engager des fonds publics. C'est à peu de chose près l'attitude du gouvernement français qui a opposé un « non » de principe à l'IDS, tout en laissant les entreprises privées libres de conclure des contrats avec les Américains.

Echecs

M. CAMPOMANES A MOSCOU POUR RENCONTRER KASPAROV

M. Florencio Campomanes, président de la Fédération internationale des échecs, est arrivé le mardi 7 janvier à Moscou, pour tenter de résoudre le problème posé par le refus du champion du monde, Garry Kasparov, de jouer le match revanche prévu contre Anatoli Karpov. Une rencontre était prévue ce mercredi entre le président de la FIDE et Kasparov.

Interrogé, mardi, sur l'issue de cette rencontre, M. Campomanes a répondu : « Je suis président, pas directeur de bonne aventure. » A la question de savoir ce qu'il adviendrait si le champion du monde s'obstinait dans son refus, il a simplement déclaré : « Les règlements sont clairs », ce qui laisserait entendre que Kasparov serait disqualifié et que le titre suprême redeviendrait le bien de Karpov.

Quant à Kasparov, interrogé par l'agence TPI, il a indiqué que tant que la FIDE n'aurait pas établi des règles intangibles régissant le championnat du monde, il ne jouerait pas le match revanche.

L'URSS A DEMANDÉ LE REPORT DU PROCHAIN SOMMET REAGAN-GORBATCHEV

Washington (AFP). — Le président Reagan a confirmé, mardi 7 janvier, au cours de sa conférence de presse que Moscou avait demandé le report du prochain sommet américano-soviétique, initialement prévu pour le printemps 1986. La rencontre pourrait maintenant avoir lieu au mois de septembre, mais « aucune date n'a encore été fixée », a indiqué le chef de la Maison Blanche, en précisant que les autorités soviétiques n'avaient donné aucune raison pour justifier cette demande de report.

On observe toutefois, à Washington, que ce délai placerait le nouveau sommet Reagan-Gorbatchev à deux mois environ des élections parlementaires de novembre, situation qui permettrait aux partisans d'un accord sur la limitation des armements de faire plus efficacement pression sur le président américain.

● **Pontage coronarien pour M^{me} Bonner.** — M^{me} Elena Bonner, épouse de l'académicien soviétique Andreï Sakharov, doit subir un pontage coronarien lundi prochain, a annoncé mardi 7 janvier un porte-parole de l'hôpital général du Massachusetts de Boston, où elle a récemment été examinée. M^{me} Bonner, qui est âgée de soixante-deux ans, a subi une attaque cardiaque en 1983. Les médecins qui l'ont examinée ont indiqué que le traitement médicamenteux qu'il lui avaient ordonné n'était pas venu à bout de ses problèmes de blocage artériel, et qu'elle devait être opérée. — (AFP.)

Dans le Drôme

COUPS DE FEU POUR UNE ENTREPRISE FANTÔME

A La Roche-de-Glun (Drôme), la compagnie de M. José De Silva, un chef d'entreprise âgé de vingt-cinq ans, a été plusieurs fois victime de coups de feu en direction d'un groupe de grévistes venus, le mardi 7 janvier au soir, réclamer leurs salaires impayés depuis octobre dernier. L'incident n'a fait aucune victime, et les gendarmes, qui sont intervenus, ont interpellé le couple, gardé à vue à Tassin-l'Hermitage.

Univers-Contact, la société de M. De Silva, spécialisée dans la fourniture et l'installation de panneaux publicitaires et d'enseignes lumineuses, s'était installée à Pont-de-l'Isère en mai dernier. L'entreprise, qui n'avait aucune existence légale, n'avait pas été inscrite au registre du commerce ni à la chambre des métiers. Les cotisations sociales des douze salariés n'avaient jamais été versées à l'URSSAF ou aux ASSEDIC. Les commandes, passées par des grandes surfaces notamment, n'étaient pas exécutées jusqu'à leur terme. M. De Silva se contentait d'encaisser les avances sur travaux.

Les sociétés de travail temporaire de la région qui fournissaient le personnel nécessaire ayant renoncé, le responsable d'Univers-Contact s'était tourné vers l'ANPE pour recruter des employés qu'il ne payait pas. L'inspection du travail avait alerté le parquet, qui s'était saisi de l'affaire à la fin du mois de décembre. Depuis le 25 novembre, les salariés étaient en grève et occupaient les locaux de l'entreprise fantôme.

Sur le vif

Braqué

J'avais un rasoir au téléphone ce matin. Impossible de le décrocher de la ligne. Exaspéré, je griffonnais pour me calmer les nerfs. Vous savez ce que c'était mes griffonnements ? Des demi-cercles, des cylindres et des ronds barrés d'une raie. Non, je ne suis pas obsédé, je suis imprégné. Je ne vois plus que ce sur les murs, les écrans, les dernières d'autobus : de la fesse.

Des bouteilles de Perrier caressées par une main aux longs ongles peints jusqu'à la décoloration. Jolie formule, hein ! Je l'ai piquée à un copain de journal. D'énormes nichons plongés dans des boîtes de bière. Des antennes de radio dressées au passage d'une naine qui fait jaser d'un tube le nom d'une station libre. Des silps Eminence tamponnés « Visa pour l'aventure » — pas mal ça aussi : au départ on ne peut pas deviner ce qu'on trouvera à l'arrivée.

L'amour, moins on le fait — et on le fait moins, c'est devenu un sport à risques, — plus on en parle. Mais là, en ce moment, je

ne sais pas ce que se passe, ça tourne à l'idée fixe. Tenez, vous avez vu ce qu'il faut, les syndicats japonais pour recoller des adhérents ? Ils élébraient leurs journaux de femmes à poil. Tout juste s'il leur reste assez de place pour expliquer aux ouvriers comment se défendre contre les patrons.

Le plus marquant, c'est pas ça, c'est ce petit truand ouest-allemand super-mélin, qui a littéralement paralysé sa victime. De stupeur. Il a jailli devant elle, complètement nu dans ses baskets par un froid de chien, pour lui piquer son sac à main. Sous le choc, la pauvre dame s'est laissée détester sans piper. Et elle a mis vingt minutes avant de retrouver ses esprits et d'appeler la police. Génial, non ? Remarque, au train où ça va, à force de voir des hommes dans le plus simple appareil sur les affiches, plus personne ne paniquera en étant braqué de cette façon-là.

CLAUDE SARRAUTE.

LE MEURTRE DE JACQUES PERROT ET L'AFFAIRE BOUTBOUL

Les Missions étrangères de Paris affirment qu'il n'y a pas eu de sorties de fonds de France

Les sommes escroquées seraient inférieures à 10 millions de francs

A la suite du meurtre de M. Jacques Perrot et de l'affaire Boutboul, les Missions étrangères de Paris, mises en cause à plusieurs reprises, ont publié, mercredi 8 janvier, le communiqué suivant :

« Le montant de la somme escroquée entre 1968 et 1980 est inférieur à 10 millions de francs. Pour l'essentiel, cette somme a été versée à l'étranger, en devises étrangères. M. Boutboul invoquait la nécessité de ces versements, car elle prétendait qu'il y avait des procédures et enquêtes diligentes à l'étranger impliquant le versement de ces fonds sur place. Le chiffre ci-dessus est calculé sur la base du taux de change moyen pour chaque année, au cours de la période de douze ans pendant laquelle ces versements ont été effectués.

Nous précisons, ajoutent les Missions étrangères de Paris, que jamais les dons envoyés par nos bienfaiteurs pour les missions n'ont été affectés à ces paiements. Tous les dons que nous recevons pour les missions sont intégralement mis à la disposition de leurs destinataires, les sommes escroquées pendant les douze années précitées provenaient pour l'essentiel d'associations constituées à l'étranger. Il n'y a pas eu de sorties de fonds de France.

La société des Missions étrangères de Paris donne ensuite le

détail de son fonctionnement financier : « La société dispose, pour les frais de fonctionnement de ses maisons et pour l'entretien de ses missions en France, de ressources propres (legs, dons, revenus). Les dépenses du Séminaire des missions étrangères, titre légal de la société en France, font l'objet d'un budget présenté chaque année au service comptable du ministère de l'Intérieur. A l'étranger, où les missionnaires des MEP exercent leur activité dans une quinzaine de territoires nationaux, des associations ont été constituées suivant les lois du pays. Les revenus de ces associations assurent le soutien des missionnaires à l'étranger (dépenses de voyage, de santé et de retraites).

« Les dépenses de fonctionnement du Séminaire des MEP en France ont été de 12 millions de francs pour l'année 1984. Les dépenses de fonctionnement des associations étrangères se sont montées à 3 500 000 francs. Si, au total de 15 500 000 francs ainsi obtenus, on ajoute les sommes attribuées aux activités missionnaires et sociales proprement dites, on arrive au total de 30 millions de francs pour la même année.

« Le budget de la société des MEP demeure modeste, conclut le communiqué : si on tient compte de l'immensité des besoins et de l'urgence de la tâche missionnaire, qui est toujours aussi actuelle.

LES NÉGOCIATIONS DANS LE TÉLÉPHONE

M. Mexandeau lance un appel en direction de Siemens

Présentant ses vœux à la presse le mardi 7 janvier, M. Mexandeau, ministre des PTT, a confirmé que les centraux téléphoniques du groupe américain ATT (qui pourrait entrer en France au travers d'un accord avec la CGIE) étaient 20 % plus chers que ceux achetés par son administration. Si les discussions se poursuivent, le ministre accueille la proposition de rechange faite par le suédois Ericsson avec « sympathie », les accords européens ayant sa préférence. Mais, « pas de duplicité, nous sommes engagés dans des négociations avec ATT ». Ce n'est qu'en cas d'échec que la proposition d'Ericsson serait examinée.

M. Mexandeau, a ensuite fait un appel du pied en direction de la RFA en s'exclamant : « Ah ! Si Siemens sortait de sa banquette ! » C'est la première fois qu'une prise de position publique est faite en faveur de Siemens.

« Un « pas positif » entre la France et l'Iran. — La délégation économique française dirigée par M. Jacques Martin a quitté le mardi 7 janvier Téhéran à l'issue d'entretiens avec les autorités iraniennes portant sur le remboursement de la dette française envers l'Iran », a annoncé l'agence iranienne IRNA. Les deux parties ont décidé de reprendre ces entretiens « au plus tard dans un mois, à une date et en un lieu qui restent à déterminer ». M. Mexandeau, citant le vice-ministre iranien de l'économie et des finances, M. Mehdi Navab, qui dirigeait la délégation iranienne à ces négociations. M. Navab a estimé qu'« un pas positif a été franchi dans la recherche d'un règlement du contentieux ». — (AFP.)

● **Pêche : un nouvel incident au large d'Arcachon.** — Le syndicat des marins-pêcheurs d'Arcachon (Gironde) a protesté, dans un télégramme adressé à M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, contre un incident survenu dans la nuit du 6 au 7 janvier, au large de Mimizan (Landes). Selon les pêcheurs, deux bateaux espagnols, immatriculés à Saint-Sébastien et à Gijón, ont volontairement détruit les filets posés par un chalutier d'Arcachon, alors que celui-ci pêchait à un peu plus de 2 milles de la côte.

MORT DU VIOLONCELLISTE PIERRE FOURNIER

Le violoncelliste français Pierre Fournier vient de mourir à l'âge de soixante-dix-neuf ans à son domicile de Genève. Grand styliste, interprète profond, il a porté très haut le renom de l'école française ; il était célèbre dans le monde entier et Roussel, Honegger, Poulenc avaient écrit de nombreuses partitions pour lui.

MARCEL LASSANCE

SOLDES
à partir du
Jeudi 9 Janvier 1986
17, rue du Vieux-Colombier
Paris (6^e)
Galerie Point Show
66, Champs-Élysées

A B C D E F G

Préservez votre dos fragile avec Pirelax

de **PIRELLA**
sommier articulé à lattes de bois soutient bien la COLONNE VERTEBRALE.

DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MÉDECIN
37, Avenue de la République
75011 PARIS Tél. 43-57-46-35
Métro: PARENTIER

CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR

مکان ارجل